



Première année de Master en Science Politique

Relations professionnelles et
représentation du personnel dans une
entreprise de presse : La mobilisation
inédite des journalistes à iTélé

Mémoire préparé sous la direction de M. Paul LE DERFF

Présenté et soutenu par Samuel GRIFFON

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Paul LE DERFF d'avoir accepté de me diriger pour ce mémoire et de m'avoir aiguillé tout au long de ma recherche.

Je remercie aussi les enquêtés de m'avoir accordé leur temps pour mener ces entretiens.

Je tiens également à remercier, Isabelle BRUNO, Fabien DESAGE, Nathalie ÉTHUIN, Julien O'MIEL, Karel YON d'avoir pris le temps de répondre à mes interrogations au cours de ce travail ainsi que Léo, rencontré dans un covoiturage qui m'a permis d'avoir un premier entretien et Louis Marchand et Sylvain You pour m'avoir hébergé à Lille et à Paris à plusieurs reprises.

Enfin pour m'avoir permis financièrement de venir étudier à Lille depuis la licence, je remercie grandement mes parents.

INTRODUCTION

114 pour, 4 contre et 17 abstentions, c'est le résultat du vote en assemblée générale de la rédaction de iTélé pour une grève de 24 heures reconductibles¹. Le lundi 17 octobre 2016, marque le commencement du plus long conflit dans l'audiovisuel en France depuis la grève à l'ORTF 1968² et seulement le deuxième depuis 17 ans à iTélé. Les journalistes réunis en assemblée générale après l'annonce de l'arrivée de Jean-Marc Morandini à l'antenne, alors mis en examen pour corruption de mineurs aggravée dans ce qui a été appelé dans les médias « l'affaire des castings douteux », ont voté le début d'une grève reconduite tous les jours pendant 31 jours. Ces 31 jours de grèves sont ponctués de quelques rares échanges directs avec la direction, de négociations, d'action, d'assemblées générales quotidiennes et de réunions entre les acteurs syndicaux et non syndicaux.

Pour saisir les dynamiques de cette mobilisation il est important de la replacer dans la période de conflit des relations professionnelles entre salariés et la direction de la chaîne iTélé et du groupe Canal+ où les salariés contestent la politique de Vincent Bolloré, actionnaire majoritaire du groupe Canal+ et se sont déjà mobilisés quelques mois avant sur un autre enjeu. Cette première mobilisation collective de quatre jours, à lieu à la suite de l'annonce de la suppression de plusieurs contrats par la direction de iTélé au mois de juin 2016. La direction souhaite alors mettre fin à une cinquantaine de CDD d'usage. Cette mobilisation est suivie d'une seconde qui débute le 17 octobre par

¹ Raphaël GARRIGOS, Isabelle ROBERTS, « Morandini, casting douteux à iTélé », Les Jours, 17 octobre 2016, consulté le 23 octobre 2017

² Robin Andraca, "Protocole d'accord Itélé: Les (minces) acquis de la grève. Personne ne sera obligé de travailler avec Morandini. Mais à part ça...", @rrêt sur images, 18 novembre 2016, consulté le 23 octobre 2016

une grève et se finit le 17 novembre par la signature d'un protocole d'accord³⁴. Durant ces deux mobilisations, différents acteurs syndicaux et non syndicaux ont pris part aux mouvements et aux négociations avec la direction. Ces acteurs ont joué des rôles différents selon leur capacité en tant qu'organisation et leur perception de la profession, de l'entreprise et du conflit. Il s'agit notamment de la société des journalistes comme collectif non-syndical qui a joué un rôle important dans la mobilisation des journalistes, mais qui ne possède pas les mêmes possibilités d'action qu'un syndicat ni la même vision des enjeux à porter dans ce conflit.

Les conditions de travail des journalistes et la pratique journalistique sont des thèmes qui sont revenus assez souvent dans l'actualité au travers au travers du licenciement abusif d'Aude Lancelin par l'Obs, de la chasse aux « fake-news » par des plateformes de vérification de l'information ou encore les coupures budgétaires de l'audiovisuel public français. La lecture du Monde Libre de Aude Lancelin a soulevé des questions sur les conditions de travail des journalistes face au pouvoir économique. Cette situation de concentration économique des médias, entre les mains d'un petit nombre de très grandes fortunes⁵ en France amène à penser le pouvoir que peut avoir une contestation des journalistes de cette domination du pouvoir économique. Il nous est apparu intéressant de se pencher sur le cas d'un conflit entre une rédaction et sa direction où la rédaction conteste la politique de l'actionnaire majoritaire.

Ce travail ne peut pas se faire sans se baser sur une littérature de la sociologie du journalisme et de la télévision pour faire émerger les particularités sociologiques qui ont des incidences sur les perceptions des journalistes et leur façon d'appréhender un conflit avec la direction. Pour alimenter la réflexion sur un éventuel corps professionnel de journaliste, il est nécessaire de s'intéresser aux travaux sur la

³ Robin Andraca, "La grève à Itélé n'empêche pas la première de Morandini, "En interne, on parle de plus en plus de sabotage", @rrêt sur images, 17 octobre 2016, consulté le 19 octobre 2017

⁴ Robin Andraca, "Protocole d'accord Itélé: Les (minces) acquis de la grève. Personne ne sera obligé de travailler avec Morandini. Mais à part ça...", @rrêt sur images, 18 novembre 2016, consulté le 23 octobre 2017

⁵ Guillaume BAROU, Marie BEYER, Jérémie FABRE, Cécile MARIN, Boris SÉMÉNIAKO, « Médias français : qui possède quoi », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2017, consulté en décembre 2017

constitution d'un groupe de professionnels et à la sociologie de l'éthique professionnelle qu'il apparaît nécessaire de définir. Tout en s'immisçant dans les études sur les relations professionnelles vues par la sociologie du travail et la sociologie des mouvements sociaux. Toutes ces approches permettent d'avoir les outils théoriques pour saisir une mobilisation de journalistes au sein d'une entreprise de presse. Il nous est nécessaire de se servir aussi de la presse pour permettre de faire ressortir les événements suivis par les journalistes et d'élaborer une chronologie utile pour saisir les temporalités de la grève et faire ressurgir plus facilement les souvenirs pendant les entretiens. Enfin des ouvrages de méthodologies ont été d'une grande utilité pour réaliser ce travail de recherche que ce soit pour commencer le terrain ou dans la rédaction.

Il semble ici intéressant d'interroger les rôles, les perceptions et le pouvoir d'un acteur, qui n'est pas reconnu en tant qu'instance de représentation, au milieu des syndicats pendant la grève d'automne des journalistes à iTélé. Différents acteurs qui prennent part à ce conflit sont à considérer en parallèle de la société des journalistes, à savoir les syndicats nationaux et autonomes et la direction.

Comment un collectif non reconnu composé de journalistes qu'est la société des journalistes arrive-t-il à jouer un rôle au milieu des acteurs traditionnels et institués des relations professionnelles et du dialogue social que sont les fédérations syndicales ? En quoi pouvons-nous dire que les journalistes sont des acteurs à part dans les négociations ?

Nous voudrions ici comprendre le déroulement d'un conflit jusqu'à la signature de l'accord au travers des différentes interventions des syndicats et de la société des journalistes dans une entreprise de presse. Il apparaît d'abord que les syndicats et la société des journalistes, n'étant pas organisés ni composés de la même façon, n'ont pas les mêmes revendications ni les mêmes pouvoirs. Cependant il semble que ces deux types d'acteurs peuvent mutuellement s'apporter des savoirs réciproquement. La société des journalistes possède une grande légitimité aux yeux de l'ensemble des journalistes de la rédaction et les syndicats possèdent cette reconnaissance procurée par

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

l'État qui leur permet de négocier avec la direction, de siéger dans les Instances de Représentations du Personnel et de mener des actions en justice.

Pour mener cette recherche, nous avons pris contact avec des acteurs et des observateurs assez proches de la mobilisation d'automne à iTélé, à savoir un journaliste gréviste, une étudiante en alternance à iTélé à cette période et la déléguée d'un syndicat autonome majoritaire présente lors des négociations. Tous les entretiens ont été menés de façon semi-directive en face à face à Paris. Les autres journalistes contactés n'ont pour la plupart pas donné de réponses ou n'ont pas trouvé le temps de m'accorder un entretien. Dans le cadre d'un travail plus long, nous aurions contacté la direction pour avoir des éléments sur leur perception de cette mobilisation.

Nous étudions une période de conflit au sein de la rédaction d'iTélé pour analyser les rôles des acteurs syndicaux et non syndicaux au cours de deux mobilisations en 2016 contre la politique de la direction de la chaîne d'information en continu.

Pour revenir sur les événements de la grève, les articles de la série Empire des Jours traitent la mobilisation et le conflit plus général entre salarié et actionnaire quasiment jour par jour. C'est une source qui centralise énormément d'information pour saisir la grève d'un premier abord. Ensuite, Alain Accardo même si ces ouvrages sont très critiques à l'égard des journalistes, fourni beaucoup d'éléments sociologiques fondamentaux. Il est rarement question de replacer le journaliste dans le cadre de l'entreprise et d'aborder les mouvements sociaux de journalistes à part dans les travaux de Camille Dupuy qui ont aiguillé cette recherche. De même, il y a très peu de travaux concernant les chaînes d'information en continu et en ce qui concerne les relations professionnelles de ces entreprises de presse, la littérature m'est apparue inexistante en France.

Il est donc question d'un côté d'analyser de quelle manière ce conflit se déroule dans différents cadres qui établissent des règles du jeu (PARTIE 1). Le fait de travailler sur une entreprise de presse implique de pouvoir saisir les différentes spécificités du champ journalistique (I) qui jouent sur la constitution et l'existence d'un mouvement collectif tout en faisant l'effort de ne pas mettre en retrait l'idée que iTélé est une entreprise privée soumise à des règles de fonctionnement et mécanismes de relations professionnelles institués et une situation économique (II). D'un autre côté, il est

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

question de chercher à comprendre ce mouvement collectif en s'intéressant aux acteurs de la contestation (PARTIE 2), à savoir la société des journalistes (I) et les syndicats qui représentent le personnel, et à la relation entre ces acteurs pendant la mobilisation (II).

Table des matières

REMERCIEMENTS	2
INTRODUCTION	3
TABLE DES MATIERES	8
PARTIE 1. LES REGLES DU JEU, L'EMPIRE ET LE CHAMP	9
I- LES SPECIFICITES DU CHAMP JOURNALISTIQUE	9
1 LES JOURNALISTES COMME CORPS PROFESSIONNEL.	9
2 L'ILLUSION DE L'HOMOGENEITE DU CHAMP, LE JOURNALISTE COMME SALARIE	15
II- ANALYSE DIACHRONIQUE DU CONFLIT.	19
1 L'ARRIVEE DE BOLLORE DANS LE GROUPE CANAL+ : LES TETES COUPES ET LA MAIN MISE SUR L'EDITORIAL.	19
2 LE PROJET « NEWS FACTORY » : « ON A JAMAIS VU LE DEBUT DE LA QUEUE D'UN PROJET »	22
PARTIE 2. LA PLACE D'UNE STRUCTURATION COLLECTIVE ORIGINALE DANS LE CONFLIT AVEC LA DIRECTION ET SES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX INSTITUES. 28	
I- LA SOCIETE DES JOURNALISTES, LA LEGITIMITE SANS LA RECONNAISSANCE.	28
1 UNE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ORIGINALE : ESPACE DE DELIBERATION POUR DEFENDRE LES VALEURS ET L'AUTONOMIE DE LA PROFESSION	28
2 UNE ASSOCIATION LIMITEE DANS CES ACTIONS	31
II- REPENSER L'ORGANISATION DES RELATIONS PROFESSIONNELLES AU SEIN DE L'ENTREPRISE DE PRESSE : LE RAPPROCHEMENT DE LA SOCIETE DES JOURNALISTES ET DU SYNDICALISME.	36
1 +LIBRES, SYNDICAT AUTONOME « ATTACHES AU FAIT DE RESTER D'ABORD DES PROFESSIONNELS »	36
2 LES ACTEURS RECONNU ET NON-RECONNU DANS LE CONFLIT A ITELE, UNE COMBINAISON BASE SUR UNE RECIPROCITE.	40
CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE :	43
SOMMAIRE DES ANNEXES :	49

PARTIE 1. LES REGLES DU JEU, L'EMPIRE
ET LE CHAMP

I- Les spécificités du champ journalistique

1 Les journalistes comme corps professionnel.

L'éthique professionnelle peut jouer un rôle sur l'acquisition par les corps professionnels d'une autonomie et d'une capacité à s'autodéterminer et à s'autoréguler, c'est-à-dire à se professionnaliser.

Il convient de préciser sémantiquement ce que nous entendons par éthique, car c'est un terme très souvent employé sans pour autant qu'il y ait cette rigueur fondamentale. Il nous semble ici important de se prêter à cet exercice. Ainsi l'éthique se distingue de la morale qui comporte un caractère obligatoire dans le respect de valeurs imposées par des institutions traditionnelles. Derrière la morale il y a l'idée de valeurs figées dans le temps et dépassées. L'éthique renvoie quant à elle à une forme plus évolutive des normes et des valeurs ainsi qu'à une forme de contrôle personnel par l'auto-évaluation, le jugement personnel⁶. Ainsi l'éthique professionnelle se traduit par des principes de régulation et d'orientation dans le cadre d'une profession. En ce qui concerne la déontologie, c'est un terme « créé en 1834 par Jeremy Bentham (Deontology or the science of morality) pour désigner la théorie des devoirs dans des situations sociales et professionnelles déterminées »⁷. La déontologie peut se

⁶ Jean-Paul TERRENOIRE, « Sociologie de l'éthique professionnelle. Contribution à la réflexion théorique », *Sociétés contemporaines*, N°7, septembre 1991, pp. 7-33

⁷ Ibid, p.10

comprendre comme une forme plus formalisée, explicite et davantage comprise dans la pratique. Ces deux notions ont tendances à ne jamais être explicitement énoncées et flou dans la pratique journalistique.

Dans le champ journalistique il y a la volonté de constituer, de renforcer et de protéger l'éthique professionnelle avec sa propre cohérence dans le but de s'autonomiser d'un contrôle hors pair, de définir les tâches à accomplir et les critères de la pratique et de l'excellence. On rejoint ici la définition du processus de professionnalisation énoncé par Max Weber et il semble tout à fait pertinent de parler de professionnels en parlant des journalistes.

La particularité du journalisme c'est que c'est un champ d'exercice d'une activité qui s'autocritique, s'autoévalue et s'autocontrôle, de manière plus ou moins formalisée entre pairs⁸, et ainsi revendique la volonté de se conduire relativement seul. De plus, le statut des journalistes est délimité par les critères d'obtention de la carte de presse, nécessaire pour bénéficier d'avantage juridique par exemple, définie par la Commission de la Carte d'Identité des Journaliste Professionnels (CCIJP) composée essentiellement de journalistes. Cette commission fait partie d'un ensemble de cinq qui gouverne la profession⁹. Il répond ainsi à la définition de ce qu'est une profession de Jean-Paul Terrenoire¹⁰ et permet de s'interroger sur l'autonomie de ce champ et plus particulièrement sur la défense de cette autonomie.

⁸ Ce qui est d'autant plus vrai concernant la télévision, voire *Sur la télévision*, 1996 de Pierre BOURDIEU

⁹ parmi ces cinq commissions on trouve la Commission Arbitrale de Journalistes chargée de fixer le montant des indemnités lors d'une rupture de contrat, la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi des Journalistes chargée de reconnaître les formations au nom de la profession et d'analyser et d'évaluer la situation et l'évolution de l'emploi, la Commission Paritaire des Journalistes Rémunérés à la Pige chargée de l'acceptation des demandes de formation des pigistes et la Commission des Droit d'Auteurs de Journalistes chargée de négocier dans un conflit sur les droit d'auteurs entre les partenaires sociaux.

¹⁰ « Le champ pratique, relativement autonome, et partiellement clos, qui, dans les formations sociales contemporaines, gouverne, et dans lequel s'exerce, par l'intermédiaire d'agents clairement identifiés, un ensemble d'activités particulières rémunérées, publiquement reconnues, délibérément organisées, soumises à des régulations internes et à des réglementations externes, et mettant en jeu, de manière suivie, des compétences définies dans des rapports sociaux déterminés », « Sociologie de l'éthique professionnelle. Contribution à la réflexion théorique », Jean-Paul TERRENOIRE, « Sociologie de l'éthique professionnelle. Contribution à la réflexion théorique », *Sociétés contemporaine*, N°7, septembre 1991, p. 12

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

Les journalistes sont formés à cela dans tous les cursus de journalisme en suivant des cours de déontologie et d'éthique professionnelle. Le domaine d'expertise des journalistes est surtout la défense de l'éthique professionnelle et pas tellement les questions sociales. Aussi, les conditions de travail sont considérées comme faisant partie du métier pour les journalistes, et c'est un fait plutôt généralement accepté. C'est normal, c'est intériorisé.

« Tu as pas de culture syndicale, tu as une armée de gens qui trouve tout à fait normal de bosser en horaire de nuit sans avoir quelconque prime, de devoir être joignable en permanence au téléphone perso ou professionnel sans que ça s'appelle une astreinte. Euh... de faire des dépassements d'horaire, au lieu de bosser 40 heures par semaine de bosser 60 parce que tu es en missions, bah voilà tu as la chance, c'est une chance, c'est un privilège. Mais les gens souvent trouvent ça normal et n'exigent pas autre chose parce que y a aussi ce côté passionnel. ” J'ai envie de faire ça”. Y a pas de revendications, très peu de revendications sociales, et le réflexe de la grève il est quasi inexistant. »¹¹

C'est une domination structurale intériorisée par les dominés que sont les journalistes qui n'obtiennent pas aisément les instruments pour repenser et saisir leur domination. Pierre Bourdieu propose le concept de violence symbolique, pour expliquer et comprendre l'intériorisation de la domination par les dominés. « La violence symbolique est une violence qui s'exerce avec la complicité tacite de ceux qui la subissent et aussi souvent de ceux qui l'exercent, dans la mesure où les uns ou les autres sont inconscients de l'exercer ou de la subir¹². » La domination des dominants sur les dominés se fait avec la complicité inconsciente des dominés. À cet égard, la violence symbolique, est la faculté de conserver et de faire durer les rapports de domination en les faisant méconnaître comme tel par ceux qui la subissent. Le dominé n'a à ça disposition que des instruments qu'ils partagent avec les dominants. Pour

¹¹ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 93 de ce mémoire

¹² Pierre BOURDIEU, « Sur la télévision, Suivi de l'emprise du journalisme », Paris, *Raisons d'agir*, 1996, p.16

exemple, dans l'ouvrage Les Héritiers, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron mettent en évidence le favoritisme de l'École pour les enfants des classes supérieures en privilégiant une culture et des savoirs. Les enfants des classes populaires ne discutent pas la vision de l'École. Le langage légitime est celui des professeurs. Ce qu'ils montrent c'est que l'École n'est pas neutre socialement, elle reproduit la structure sociale. C'est une violence symbolique qui s'exerce. On peut ajouter à cela le fait que dans leur formation, les journalistes se retrouvent soumis à un langage légitime qui n'est pas discuté, celui des professionnelles. Les journalistes sont formés à devenir les défenseurs de grande valeur comme la démocratie ou la liberté d'expression et on leur enseigne une certaine vision du monde, une grille de lecture qui leur est léguée par des professionnelles en poste. Au cours de cette formation (ainsi que durant toute leur carrière) il y a un processus d'intériorisation, du langage et de ce qu'il contient, qui s'exerce à des degrés différents selon les individus. Pour pouvoir faire du bon journalisme, il faut le pratiquer de telle façon, sinon on met en danger telles grandes valeurs, telle vision du journalisme. On peut reprendre la vision gramscienne de la domination bourgeoise qui n'est pas contrainte, mais qui est une domination culturelle où les dominés adopte la vision du monde du dominant et conduit à en faire une vision du monde acceptable et souhaitable. Cette domination se constitue et se maintient à travers le partage de valeurs par des institutions comme l'École ou la communication de masse qui sont des foyers culturels qui propagent des représentations qui conquièrent les dominés. Et le journaliste se prend au jeu de façon passionné au sens presque aveuglant du terme. C'est-à-dire que pour la défense de ces grandes valeurs fondamentales de notre société, il est nécessaire de pratiquer le journalisme tel qu'on leur montre. Le Journaliste enquêté explique que les journalistes agissent par passion.

« C'est un métier de passion aussi tu vois. C'est ancré dans la tête des journalistes que tu vas aller faire un reportage de guerre bah t'as pas forcément de prime. Mais c'est pas grave parce que tu fais pas pour la prime. Tu fais parce que t'aimes ton métier. C'est un métier à la base que tout le monde rêve de faire. »¹³

¹³ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 96 de ce mémoire

Les journalistes en poste sont les gardiens de ces grandes valeurs et il est difficile de fonctionner en dehors de leur conception du journalisme puisque ce sont ces mêmes journalistes qui font les formations et qui définissent la pratique et même le sens de la pratique. Ils décident quelles valeurs sont à défendre au lieu de quelles autres et à quel prix. Lorsque la pratique devient passionnée, que le sens de celle-ci répond à des grandes valeurs auquel on ne peut presque pas s'opposer dans notre société et que le sens et la pratique sont définis par des professionnelles qui ont le quasi-monopole de la formation des journalistes, il devient plus compliqué de repenser et de s'émanciper de ces propres conditions.

De plus, le milieu journalistique est soumis à un puissant jeu de concurrence qui s'installe chez les journalistes qui fait qu'il faut être le plus en accord avec le fonctionnement de la rédaction pour garder ou obtenir un poste au sein de celle-ci.

« Y a pas de boulot déjà... donc y a l'argument qui marche partout dans l'économie, mais qui marche vraiment bien particulièrement chez les journalistes c'est « si ça va pas, t'as quinze personnes qui sont prêtes à faire ton travail, qui sont compétentes derrière. Si t'es pas content, tu... (Il siffle.) Tu es largement remplacé ». Ça c'est gravé dans la tête de tous les journalistes. C'est la base. »¹⁴

Le journaliste avec qui nous nous sommes entretenus illustre bien par ce propos et nous explique comment les journalistes subissent une pression qui modèle leur travail et leur comportement. Cela amène les journalistes à faire beaucoup de compromis sur leurs conditions. Alain Accardo met en évidence que les journalistes sont soumis à une sélection très forte où seuls ceux qui correspondent le mieux passent les obstacles. Il semble apparaître deux solutions aux dissidents : la soumission ou la démission. De plus, la demande pour devenir journaliste ne fait qu'augmenter. « L'adhésion à l'ordre établi, chez la plupart des journalistes comme ailleurs, présente tous les degrés de conviction, mais elle ne prend qu'occasionnellement la forme d'un

¹⁴ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 95 de ce mémoire

choix délibéré, explicitement motivé, rationnellement argumenté et soutenu de bout en bout. C'est le plus souvent une adhésion par défaut, non pas celle de quelqu'un qui approuve expressément, mais de quelqu'un qui se borne à ne pas désapprouver et qui s'accommode de ce qui est, même s'il a beaucoup à y redire, parce qu'après tout la position qu'il occupe n'est pas des pires.¹⁵ » La plupart des journalistes participent donc à ce jeu qu'ils entretiennent par cette même participation et en acceptent ainsi les termes, quitte à voir leur condition de travail se dégrader lentement. Le Journaliste que nous avons interrogé met en lumière des conditions de travail qu'il a connu et qu'il connaît et explique que les journalistes ne contestent pas cette dégradation de leur condition de travail.

« Tu as une armée de gens qui trouve tout à fait normal de bosser en horaire de nuit sans avoir quelconque prime, de devoir être joignable en permanence au téléphone perso ou professionnel sans que ça s'appelle une astreinte. Euh... de faire des dépassements d'horaire, au lieu de bosser 40 heures par semaine de bosser 60 parce que tu es en missions, bah voilà tu as la chance, c'est une chance, c'est un privilège, mais n'empêche que tu couvres un événement, tu peux te retrouver à le couvrir la semaine de 6 heure à 23 heure d'en le meilleur des cas souvent tu auras une récup'. Mais les gens souvent trouvent ça normal. »¹⁶

On assiste effectivement à une dégradation des conditions de travail de la profession où le nombre de contrats précaires ne fait qu'augmenter. Souvent des étudiants en journalisme ou des journalistes sortant tout juste de leur formation, ils acceptent de n'être que très peu payé voire pas du tout pour pouvoir acquérir de l'expérience. La logique de la concurrence tire vers le bas non seulement les conditions de travail des journalistes, mais aussi la qualité de ce qu'ils produisent. Dans des conditions de plus en plus précaires, il faut enchaîner les contrats et cela se répercute

¹⁵ Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », dans Alain ACCARDO dir., *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, Le Mascaret, 1995, pp. 9-63

¹⁶ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 96 de ce mémoire

directement sur le temps consacré au travail journalistique. Dans Journalistes au quotidien, Alain Accardo montre que l'urgence dans laquelle les journalistes sont plongés est une des contraintes les plus objectives permettant d'expliquer la dégradation des conditions de travail des journalistes et l'incidence des évolutions macrostructurelles sur le champ. Le journaliste n'a pas le temps de bien traiter l'information et ne peut aller plus en profondeur et mieux enquêter sur son sujet. Il y a aussi une contrainte économique qui n'est pas réellement perceptible dans le travail d'un journaliste au quotidien. Eux-mêmes se défendent d'être contraints par une quelconque logique commerciale qui les apparenterait aux métiers de la communication. Cependant, il apparaît que la frontière entre les deux s'amenuise avec le dépassement de certaines règles propre à la rigueur journalistique. Dépassement parallèlement dû à la contrainte de temps auxquels les journalistes font face.

2 L'illusion de l'homogénéité du champ, le journaliste comme salarié

Il ne faut pas pour autant voir ici une explication complète du champ journalistique. Il s'agit d'une méthode de compréhension qui invite à replacer l'individu dans un ensemble de cadres structurelles pour mieux saisir son comportement. Cependant, il est nécessaire de ne pas tomber dans le piège de la généralisation en appliquant cette réflexion à l'ensemble des journalistes. Ce n'est pas ainsi que fonctionne le monde social. On trouve des espaces d'hétérodoxie et d'hétéropraxie dans le monde journalistique. Il ne s'agit pas de s'opposer à une lecture davantage microsociologique, « Cette dichotomie théorique [entre l'analyse microsociologique et l'analyse macrosociologique] n'a pas de fondement solide. [...] Le choix d'une dimension plutôt qu'une autre est une facilité regrettable ». Il faut plutôt voir ça comme « les deux extrémités d'un continuum le long duquel on peut passer par variation

continue»¹⁷ pour reprendre les termes d'Alain Accardo. Cette précision nous semble importante en ce qui concerne l'analyse du champ journalistique puisqu'il est facile de tomber dans le piège d'être catégorique et de responsabiliser ou déresponsabiliser les individus de leurs actes selon si l'on considère qu'ils sont le fruit des structures du monde social ou le fruit du libre arbitre.

Le champ journalistique n'a rien d'homogène, et même au sein de ce champ, lorsqu'on parle du secteur de l'audiovisuel il convient de prendre certaines précautions pour ne pas faire de généralisation. Pour analyser et comprendre un événement, un phénomène au sein d'une rédaction, il est nécessaire de ne pas oublier l'hétérogénéité d'un tel « espace flou et éclaté »¹⁸. Chaque individu est pris dans un ensemble d'institutions qui se chevauche au quotidien. Il est donc nécessaire de prendre en considération cela lors d'un tel travail.

Dans l'audiovisuel, il existe une grande diversité d'acteurs qui se caractérise par une multiplicité de métiers (journaliste, techniciens de plateau, cadre de l'administration, etc.), d'activité (Journaliste Reporter d'Image, Présentateur, monteur, ingénieur du son, etc.), leurs conditions de travail, revenu, place dans la hiérarchie, degré de professionnalisation, leur prestige ou encore leur culture de métier. Nous observons une grande diversité dans les conditions d'emploi ne serait-ce que chez les journalistes où l'on recrute majoritairement des jeunes à temps partiel en situation de précarités, « Les intellos précaires »¹⁹.

Dans son ouvrage, Jacques Le Bohec met en évidence que les pratiques des journalistes sont accompagnées de représentations qui sont souvent idéalisées par les journalistes eux-mêmes. Cette idéalisation dans la représentation des pratiques professionnelles s'apparente pour l'auteur à une « mythologie professionnelle » que les journalistes tente de satisfaire au quotidien dans l'exercice de leur activité. En se basant sur ces travaux, il convient, dans l'analyse du champ journalistique, de

¹⁷ Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », dans Alain ACCARDO dir., *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, Le Mascaret, 1995, pp. 9-15

¹⁸ Brigitte LE GRIGNOU, Érik NEVEU, *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte, Repères, 2017, pp. 16-18

¹⁹ Anne RAMBACH, Marine RAMBACH, *Les intellos précaires*, Paris, Fayard, 2001

« démythologiser »²⁰ ce qui pourrait apparaître des propriétés inhérentes à la nature de la profession. Ainsi, lorsque l'on parle de l'urgence dans laquelle travaillent les journalistes il est important de préciser que ce n'est pas parce que le journaliste travaille naturellement rapidement, mais parce que des facteurs exogènes à son travail l'incitent ou ne lui laisse pas le choix d'agir ainsi. C'est le cas lorsque les entreprises de presse n'embauchent pas assez de journalistes et que des tâches doivent être effectuées par les autres, c'est le cas pour les pigistes qui, pour avoir un revenu décent à la fin du mois, doit enchaîner les reportages et les feuillets tout en cherchant à les vendre. L'auteur nous invite ainsi à faire des détours dans la réflexion afin de ne pas nous laisser prendre par le mythe.

Dans le cadre de l'étude des relations professionnelles, il convient d'être d'autant plus prudent puisque le cadre de l'entreprise est primordial. En effet en faisant le choix d'étudier les relations professionnelles dans une chaîne d'information en continu, il est nécessaire de considérer le journaliste comme un salarié d'une entreprise de presse spécifique. En se permettant de parler d'un corps professionnel, il y a certes cette idée d'un ensemble, mais aussi l'idée que cette profession est à saisir dans le cadre de l'entreprise dans lequel elle évolue. Au-delà encore de simplement parler de l'entreprise en tant que structure économique il convient de prendre en considération la particularité des relations sociales au sein de l'entreprise. En effet, la relation salariés/syndicat, syndicat/direction, direction/salarié et dans le cas d'une entreprise de presse détenue par un actionnaire la relation salariés/actionnaires, sont autant d'éléments à prendre en considération et qui influent sur le travail des journalistes.

L'intérêt ici est de montrer que les conditions de travail et l'exercice pratique des journalistes sont modelés par des structures économiques et sociales qui transcendent l'individu au travers notamment de la structure économique que représente l'entreprise et que les spécificités du corps professionnel des journalistes influent aussi sur l'entreprise de presse et notamment sur les relations professionnelles.

Pour étudier les relations professionnelles dans une entreprise de presse, il est donc primordial de ne pas omettre ni les spécificités de la profession ni les

²⁰ Jacques LE BOHEC, *Les mythes professionnels des journalistes*, Paris, Broché, 2000

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

particularités de l'entreprise de presse en tant qu'institution ayant sa propre organisation interne.

II- Analyse diachronique du conflit.

1 L'arrivée de Bolloré dans le groupe Canal+ : les têtes coupées et la main mise sur l'éditorial.

iTélé est une chaîne du groupe Canal+ qui fait lui-même partie du groupe Vivendi. C'est un groupe qui est majoritairement possédé par Vincent Bolloré qui en devient président du conseil de surveillance en 2014. On le nommera « l'Actionnaire » au cours de ce travail.

Vincent Bolloré dirige la holding Financière de l'Odéa comprenant des participations dans le groupe médias Vivendi dont il était président du conseil de surveillance jusque l'annonce du 12 avril 2018 où il donne le relais à son fils Yannick Bolloré. Vivendi comprend plusieurs filiales comme Universal Music, Gameloft, Havas ou encore le Groupe Canal+, duquel il était aussi président du conseil de surveillance jusqu'au 11 avril 2018, qui regroupe les chaînes Canal+, Cnews (anciennement iTélé), C8, Cstar, mais aussi Studiocanal et Studio Bagel. La holding détient aussi Bolloré médias qui contrôle le quotidien gratuit Cnews matin.

En tant que président du conseil de surveillance de Vivendi, l'Actionnaire intervient dans le groupe Canal+ et entreprend de grandes transformations pour les chaînes du groupe. Tout d'abord, il décide de limoger une grande partie de la direction en place pour nommer des personnes de son entourage professionnel et notamment du groupe Vivendi. Cette « purge », pour reprendre l'expression des journalistes Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts, aurait coûté, en 2015, 29 millions d'euros au groupe Canal+²¹²². Ce remplacement d'équipe est significatif de la prise en main de

²¹ Raphaël GARRIGOS, Isabelle ROBERTS, « Bolloré : La purge à 29 millions », Les Jours, 18 février 2016

l'Actionnaire sur la politique et la direction du groupe comme nous le raconte la syndicaliste.

« Tout d'un coup une reprise en main musclée de l'actionnaire et qui décide en plus de jouer un rôle opérationnelle ce qui normalement, il n'a pas le droit de faire puisqu'il est président du conseil de surveillance, il n'est pas censé prendre des décisions opérationnelles au sein du groupe en fait. Il est très interventionniste. »²³

Cette situation est remarquée par les salariés qui, avant cette prise de contrôle par l'Actionnaire, ne sentaient pas tellement la présence du conseil de surveillance.

« Vivendi ne se mêlait pas de ce qui se passait dans cette entreprise, sachant que nous, le rôle de nos dirigeants c'était de remonter suffisamment de dividende pour que les actionnaires soient contents. L'idée c'était du moment qu'on remonte le chiffre qu'il faut, après nous on fait ce qu'on veut chez nous. Et c'est vrai. Dans l'absolu, on n'a pas eu de problèmes, pas d'intervention d'actionnaire sur l'activité du groupe Canal. Et puis euh... bah 2014 exactement donc Vincent Bolloré prend la main sur Vivendi et devient président de Vivendi. Pendant un an il ne s'est pas passé grand-chose. »²⁴

L'Actionnaire opère donc un changement dans la façon de diriger ce groupe en s'immisçant dans le travail des salariés par l'intermédiaire de dirigeants qui le soutiennent dans sa nouvelle politique pour le groupe. Il revendique lui-même au cours d'un Comité d'Entreprise « que la haute direction d'une grande maison mérite un peu

²² Raphaël GARRIGOS, Isabelle ROBERTS, « Bolloré : « La terreur fait bouger les gens », Les Jours, 21 février 2016

²³ Entretien avec la Syndicaliste de +Libres, page 98 de ce mémoire

²⁴ Ibid.

de terreur, un peu de crainte»²⁵. Des épisodes sont révélateurs de l'autorité avec laquelle il transforme le travail des salariés. Des déménagements de studios sont prévus sans approbation des salariés, des programmes arrêtés d'autres sont censurés²⁶, l'Actionnaire demande à vérifier personnellement les scripts des sketches de l'émission de Guignols de l'info... et ce sont tous les dirigeants de la chaîne iTélé qui sont remplacés. De plus, les dirigeants nouvellement mis en place sont parfois limogés lorsque leur travail ne convient pas à l'actionnaire, ce qui tend à faire de la direction la marionnette de l'actionnaire.

La volonté affichée de l'actionnaire est de faire en sorte que le groupe média qu'il possède fonctionne avec l'ensemble de son « empire ». Il s'agit clairement de soumettre les médias en sa possession à son univers industriel et à l'économie financière. Comme en témoigne sa définition de la censure, l'Actionnaire considère que les médias dont il a acheté les actions ne doivent pas entraver ses affaires et si l'on considère la ligne éditoriale de Direct Matin qu'il dirige entièrement, les médias doivent même servir les affaires de l'Actionnaire.

« F. Kandel rappelle que lors de la dernière réunion du comité de groupe, une question avait été posée sur la ligne éditoriale et sur la liberté des journalistes et M. Bolloré avait répondu que la censure n'était pas sa tasse de thé. Entre temps, un reportage de « Spéciale Investigation » sur le Crédit Mutuel a, semble-t-il, été censuré, mais sans réaction de la direction.

V. Bolloré distingue censure et bêtise. Hier, Canal+ Sport a diffusé une émission contre l'OM et M. Labrune a téléphoné. S'il y a dans la maison des gens qui n'arrêtent pas de taper sur ses clients ou ses partenaires, elle n'en aura bientôt plus du tout. Ce n'est pas un problème de censure. La censure serait de dire tout d'un coup que M. Sarkozy est génial et que M. Hollande est bête.

F. Kandel a demandé s'il y avait une liste d'entreprises ou de thèmes...

²⁵ Projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité d'Entreprise de l'U.E.S. de Canal+ en présence de l'Actionnaire, 3 septembre 2015, p. 11

²⁶ Un reportage de « Spécial Investigation » sur le Crédit Mutuel ne sera jamais diffusé sur Canal+ sur ordre de l'Actionnaire.

V. Bolloré adore les journalistes, il en a d'ailleurs une centaine chez Direct Matin, mais ils ne vont pas commencer à faire n'importe quoi, ils ne sont ni la police ni la justice. Ils font ce qu'ils veulent, mais à l'intérieur d'une ligne éditoriale, ce qui est normal.

F. Kandel fait remarquer qu'il faut la connaître.

Selon V. Bolloré, il faut donner aux clients des sujets qui les intéressent. Censurer c'est empêcher quelqu'un de dire des choses vraies, mais attaquer la BNP, LCL, ou le propriétaire de l'immeuble serait une bêtise.»²⁷

2 Le projet « News Factory » : « on n'a jamais vu le début de la queue d'un projet²⁸ »

C'est Serge Nedjar, ancien directeur général du journal gratuit Direct Matin qui appartient directement à l'Actionnaire et nommé directeur de la chaîne et directeur de la rédaction de iTélé en 2016, qui porte le projet « News Factory ». On le nommera ici le « Patron d'iTélé ». Il est présent dans le groupe depuis 2005 et est passé par plusieurs postes de direction. Ce cumul des deux postes de la direction d'iTélé lui permet de gérer à la fois l'aspect financier de la chaîne en s'occupant des contrats avec les partenaires et les publicitaires et à la fois de diriger la rédaction et sa production. On comprend ici que cette double casquette lui permet de faire fonctionner l'aspect financier et l'aspect éditorial en synergie, quitte à ce que l'aspect financier empiète sur l'aspect éditorial. En effet, le Patron d'iTélé n'est pas issu du milieu journalistique ni de l'édition, c'est un gestionnaire. L'actionnaire décide de le nommer pour redresser la chaîne déficitaire, depuis sa création il y a 18 ans. Le secteur des chaînes d'informations en continues gratuites est très concurrentiel et seul BFMtv est bénéficiaire. Il faut aussi prendre en compte que c'est à cette période où deux nouveaux concurrents, LCI et

²⁷ Projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité d'Entreprise de l'U.E.S. de Canal+ en présence de l'Actionnaire, 3 septembre 2015, pp. 8-9

²⁸ Entretien avec la Syndicaliste de +Libres, page 101 de ce mémoire

France info, font leur entrée dans ce secteur. C'est un gestionnaire qui dès son arrivée en mai annonce la suppression de 50 postes en Contrat à Durée Déterminée d'Usage (CDD d'usage), des postes précaires qui ont été renouvelés sur plusieurs années — jusque 6 ans —, mais qui n'ont jamais été requalifiés en Contrat à Durée Déterminée comme nous l'explique le Journaliste.

«La direction a voulu jarter du jour au lendemain en disant c'est des contrats de saison, c'est pas renouvelé. Sauf qu'on sait tous tu vois que devant n'importe quel tribunal, on t'explique "cette personne-là a bossé régulièrement pendant des années, et bah c'est pas un contrat de saison, c'est un CDI. Et c'est requalifié". Tu sais que c'est illégal déjà à la base.»²⁹

Dès son arrivée, le Patron d'iTélé fait donc face à une mobilisation des syndicats qui appellent à la grève pour négocier cette décision avec la direction. Sur les quatre syndicats représentatifs, +Libres, la Confédération Générale du Travail (CGT), la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) et la Confédération Générale des Cadres (CGC), seule la CGC ne participe pas à cette grève. Après des négociations avec la direction, les instances représentatives reconnues obtiennent la requalification d'une dizaine de postes et des indemnités plus avantageuses pour les licenciements. Cette grève est la première dans la chaîne et elle instaure un climat empreint de tension dans les relations avec la direction.

Lorsque la direction annonce la possibilité de l'arrivée de J-M Morandini à l'antenne, la refonte de la chaîne iTélé en Cnews, le changement de direction les journalistes assistent à un grand remaniement de l'entreprise auquel il ne participe pas, dans le sens où ils ne sont ni invités ni considérés pour participer aux décisions. Le nouveau projet pour la chaîne, appelé «News Factory» par la direction, n'est pas évoqué avec les salariés et aucune véritable information n'est donnée aux représentants de ceux-ci au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou du Comité d'Entreprise (CE).

²⁹ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 86 de ce mémoire

« Les grévistes demandaient, purement et simplement “Où est-ce qu’on va ? Où est-ce que la chaîne va ? Est-ce qu’elle va rester Cnews ? Est-ce qu’elle va devenir iTélé ? Est-ce qu’elle va rester iTélé ? Est-ce qu’elle va devenir Cnews ?” [...] Ils avaient aucune grille des programmes, aucune construction, ils savaient pas du tout ce que ça allait devenir. »³⁰

Hors, dans la rédaction, la plupart des journalistes en postes sont là depuis la création de la chaîne comme notre enquêté Journaliste.

*« Et sinon tu étais à iTélé depuis combien de temps ? — Depuis 15 ans. — Donc quasiment le début de la chaîne au final ? — Un an après, 16 ans. [...] Je suis un bébé iTélé. — Comme beaucoup en fait de ce que j’ai compris. — Comme certains, ouais pas mal ouais. »*³¹

D’un point de vue plus extérieur, l’Étudiante en alternance nous explique que la rédaction est un groupe qui fonctionne ensemble depuis longtemps.

« Eux c’était vraiment une grosse famille, j’té dis, la plupart étaient là depuis le lancement d’iTélé, ils se connaissaient depuis des années, ils bossaient ensemble depuis au moins 10 ans. »³²

Ces journalistes ont défini par leur travail et leur fonctionnement ce qu’est iTélé, il y a chez eux le sentiment que la chaîne est le fruit de leur travail. De ce fait, l’arrivée d’une direction qui prend la décision de transformer radicalement le fonctionnement de l’entreprise, la ligne éditoriale et le travail même des journalistes, menace grandement l’autonomie du travail des journalistes.

³⁰ Entretien avec l’Étudiante en alternance, page 71 de ce mémoire

³¹ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 90 de ce mémoire

³² Entretien avec l’Étudiante en alternance, page 75 de ce mémoire

Ainsi, à l'annonce de cette décision, la société des journalistes décide de se mettre en grève le lundi 17 octobre pour contester la politique de la direction. Cette mobilisation est soutenue par une centaine de journalistes qui émettent des revendications portées jusqu'à la direction par Antoine Genton le président de l'association.

Les journalistes se heurtent à une direction qui ne souhaite pas discuter ces points et propose aux journalistes de faire jouer leur clause de conscience pour démissionner et bénéficier des avantages d'un licenciement en termes d'indemnisation par exemple.

«La direction est arrivée avec un courrier en nous disant "bon on comprend que ça puisse vous poser des problèmes déontologiques vis-à-vis des journalistes par rapport à Morandini, si vous voulez faire jouer votre clause de conscience, vous pouvez faire jouer votre clause de conscience".»³³

Dans cette démarche, la direction rend compte de sa volonté de mener sa politique sans les salariés puisqu'elle ne souhaite pas négocier avec eux. D'autant plus que la situation ne rentre pas dans les critères d'application de la clause de conscience et la direction en est consciente comme nous le dévoile la Syndicaliste.

«Pour faire jouer sa clause de conscience, il y a un certain nombre de critères. On était pas vraiment dans ce critère là et d'ailleurs la direction avait envoyé un courrier aux journalistes en disant "même si c'est en dehors du cadre légal, on vous autorise à faire jouer votre clause de conscience".»³⁴

La clause de conscience est spécifique à la profession, c'est une particularité juridique qui est le « signe du caractère moral (et non seulement financier) qui lie le

³³ Entretien avec la Syndicaliste +Libres, page 100 de ce mémoire

³⁴ Ibid., page 103 de ce mémoire

salarié à son entreprise »³⁵. Ça donne un pouvoir supplémentaire aux journalistes vis-à-vis de la hiérarchie par rapport à d'autres professions. Ils peuvent rompre un contrat et avoir droit aux indemnités de licenciement « lorsque cette rupture est motivée par l'une des circonstances suivantes : cession du journal ou du périodique, cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit et changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique si ce changement crée, pour le salarié, une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation, ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux »³⁶.

Ce choix de la direction laisse à penser que sa volonté est de faire partir les journalistes qui contestent. Au cours des trois entretiens avec les enquêtés il parle d'un « plan social déguisé » pour qualifier la situation. La grève est une aubaine pour la direction qui compte faire de Cnews une chaîne corporate, en adéquation avec les besoins du groupe en termes de communication.

« Donc voilà, c'était une espèce de plan social déguisé. C'est-à-dire qu'en fait ils acceptaient que les gens partent dans des conditions négociées. À partir de ce moment-là, la seule chose sur lesquelles on va pouvoir gratter ce sont les conditions de départ. »³⁷

« Personne a jamais demandé d'argent. Dans la deuxième grève, ça a été la réponse de la direction. Ça a été de dire "OK ça va pas. Vous voulez combien, on sort le carnet de chèques?" Tu vois. Mais personne n'a demandé d'argent jusque-là fin. Et peut-être une semaine avant la fin on a dit "OK puisque vous voulez vraiment qu'on parte". »³⁸

³⁵ Camille DUPUY, « L'entreprise de presse en conflit. Libération et Le Monde en restructuration », *Travail et Emploi*, Vol. 4, N°124, 2010, p. 31

³⁶ Article L7112-5 du Code du Travail

³⁷ Entretien avec la Syndicaliste +Libres, page 102 de ce mémoire

³⁸ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 89 de ce mémoire

Les négociations ont effectivement porté sur les conditions de départ des journalistes, mais aussi celle de techniciens et autres salariés qui n'aurait pas pu faire jouer de clause de conscience. La direction a orienté les négociations dans ce sens sans que les syndicats continuent à porter les revendications éditoriales. Sur ce dernier point, les journalistes n'ont obtenu que l'assurance de ne pas être obligé de travailler avec Morandini et que son travail ne soit jamais mis en relation avec le reste de la rédaction sauf cas spéciaux. C'est donc une centaine de journalistes qui signe leur départ par rupture conventionnelle en ayant négocié une base d'indemnité pour tous grâce aux syndicats et ensuite les négociations au cas par cas qui ont permis à certains d'obtenir des formations par exemple.

La politique de l'Actionnaire à iTélé tend à réduire l'espace d'autonomie des journalistes alors même que ce qui fait la spécificité du champ journalistique c'est la recherche, l'entretien et la défense de cette autonomie professionnelle. Les journalistes compris en tant que corps professionnel permettent de saisir l'angle privilégié par lequel ils considèrent l'arrivée d'une nouvelle direction interventionniste et l'annonce d'un nouveau projet pour la rédaction. Il s'agit maintenant de comprendre au travers de ces deux cadres, les dynamiques des relations professionnelles pendant ce conflit.

PARTIE 2. LA PLACE D'UNE
STRUCTURATION COLLECTIVE ORIGINALE
DANS LE CONFLIT AVEC LA DIRECTION ET
SES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES
SOCIAUX INSTITUES.

Après avoir saisi les trames de fond que sont les particularités du champ journalistique et les particularités de la situation de iTélé, il convient de voir maintenant l'impact de ces cadres sur les relations professionnelles dans l'entreprise au cours du conflit de l'automne. Il faut prendre pour cela en considération les acteurs en présence et comprendre leur rôle et leur relation.

I- La société des journalistes, la légitimité sans la reconnaissance.

1 Une organisation professionnelle originale : espace de délibération pour défendre les valeurs et l'autonomie de la profession

Il est intéressant, à partir du moment où l'on considère une rédaction comme un organe d'une entreprise privée, de se demander comment fonctionnent les relations avec la direction en cas de conflit en prenant en considération non pas seulement les

syndicats, mais aussi une particularité des entreprises de presse qu'est la société des journalistes. Cette organisation est présente dans beaucoup de rédactions. Selon une recherche de Camille Dupuy³⁹, on dénombre une centaine de sociétés des journalistes en France tous support et format confondus. Il en existe aussi bien dans le privé que dans le public, dans la presse écrite, dans les chaînes de télévision, les magazines spécialisés, au niveau local ou national, etc. Elle regroupe les journalistes de tout niveau hiérarchique et se présente comme un espace de délibération au sein de la rédaction, sur des questions déontologique, éditoriale et éthique. La plupart des rédactions en possèdent une et sont indépendantes les unes des autres.

Ce collectif permet aux journalistes de se créer un espace d'autonomie puisque c'est là que vont être discutés entre journalistes tout ce qui touche à l'éthique professionnelle et définissent par conséquent ce qui y attire ou non. Il y a une très forte participation à ces délibérations quand bien même ce n'est pas une instance représentative du personnel reconnue par l'État. Les journalistes y sont attachés. La société des journalistes est le gardien de la ligne éditoriale et produit une réflexion interne sur ce sujet par la délibération démocratique. C'est une forme atypique de démocratie en entreprise qui permet de pallier l'aliénation du travail, pour reprendre la théorie de Karl Marx⁴⁰ en entretenant une discussion en permanence sur la définition de ce qu'est le travail journalistique pour faire en sorte que le travail leur appartient toujours. Le travail reste donc un acte volontaire et non une contrainte pour le journaliste. Le rôle de la société est alors primordial dans la définition du corps professionnel par un effort constant de réappropriation du travail.

La société des journalistes de iTélé s'est constituée en association en 1999 et regroupe une centaine de journalistes. En tant qu'espace de délibération sur les questions éthiques et de défense de l'autonomie professionnelle, la société des journalistes de iTélé s'est mobilisée après l'annonce de l'arrivée de Jean-Marc Morandini sur la chaîne en mettant en avant le fait qu'il est mis en examen pour une affaire de corruption de mineurs et qu'il ne pouvait pas devenir la vitrine de l'antenne,

³⁹ Camille DUPUY, « Repenser les négociations collective au travail. Le cas des sociétés de journalistes dans les entreprises de presse », *Négociations*, Vol. 1, N° 21, 2014, p. 51-64

⁴⁰ Karl MARX, *Les Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 1999

mais il est aussi connu pour ne pas faire l'unanimité en ce qui concerne son professionnalisme journalistique. La justification de cette revendication est qu'en mettant cette personne en vedette de la nouvelle chaîne Cnews, la chaîne changerait l'image qu'elle renvoie et par conséquent celle des journalistes et de leur travail aussi. Il est donc question de l'autonomie des journalistes à décider de la définition de leur travail. En se mobilisant contre sa mise en avant sur la chaîne la société des journalistes se mobilise aussi contre le projet « News Factory » pour le manque de précision sur la partie éditoriale du projet et contre l'organisation de la direction comme l'évoque ici notre enquêté.

« Ça a été le déclencheur [l'arrivée de Jean-Marc Morandini], mais nos revendications ensuite c'était des revendications éditoriales avec d'abord le fait que le directeur de la rédaction ne soit pas le directeur de la publication. Donc que la personne qui gère le business ne soit pas la personne qui gère les reportages. Parce que ça fait des conflits d'intérêts. Y avait des revendications d'indépendance. Parce qu'on voulait pas de l'intervention du directeur de la chaîne dans les contenus des reportages ou dans l'orientation des reportages. Euh... et la revendication ensuite d'avoir une mise en retrait, à l'antenne de Morandini, tant qu'il y avait ces soupçons qui pesaient. »⁴¹

L'association se mobilise alors pour défendre son espace d'autonomie, qui se définit notamment par le fait d'avoir la main sur la partie éditoriale c'est-à-dire que la production de l'information et son orientation doivent rester une décision entre pairs et non une décision de gestionnaire. La mobilisation s'est construite contre une remise en question violente de leur autonomie professionnelle. En effet, la décision de l'actionnaire de changer la ligne éditoriale

« S. Bendotti aimerait savoir s'il faut s'attendre à des changements à la tête de iTélé et si la ligne éditoriale sera totalement changée.

⁴¹ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 89 de ce mémoire

V. Bolloré le confirme. Une équipe est déjà là pour partie, elle doit réfléchir à la question, et il faut travailler ensemble. »⁴²

Il faut voir dans la mobilisation de la société des journalistes la légitimité de celle-ci au sein de la rédaction. Quasiment tous les journalistes de la rédaction font partie de l'association. Cette association renvoie à une conception dépolitisée de la profession et répond à la recherche d'autonomie des journalistes quant à leur travail et leur production.

2 Une association limitée dans ces actions

Cette organisation n'est pas une instance de représentation des travailleurs reconnus comme représentative du personnel par l'État. Elle ne bénéficie pas de la même reconnaissance que les syndicats qui sont des organisations instituées. De ce fait, la société des journalistes n'a pas les mêmes pouvoirs que les syndicats. Cette association ne peut pas siéger dans les instances représentatives du personnel comme le comité d'entreprise ou le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, elle ne peut pas faire recours à la saisine du juge pour contester la politique de la direction.

Aussi, les journalistes, étant très peu syndiqués et connaissant peu le monde militant⁴³, ils n'ont pas les mêmes outils pour penser la contestation et dans le cadre du mouvement collectif de la société des journalistes de iTélé, apprennent des syndicats pour se mobiliser.

« Y a pas de revendications chez les journalistes. Très peu. Y a très peu de syndicats de journalistes. »⁴⁴

⁴² Projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité d'Entreprise de l'U.E.S. de Canal+ en présence de l'Actionnaire, 3 septembre 2015, p. 8

⁴³ Erik NEVEU, « 12. Médias et protestation collective », dans Éric Agrikolianski et al., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010

⁴⁴ Entretien avec le Journalistes gréviste, page 93 de ce mémoire

Considérant le traitement médiatique des mouvements sociaux et notamment quand il s'agit de mouvement porté par des syndicats nationaux où les mises en récit sont en général peu favorables aux mobilisations⁴⁵, on peut se demander si le champ journalistique ne serait pas coupé du monde militant comme le met en évidence Erik Neveu en évoquant le fait que les journalistes ont plus tendance à remplir leur carnet d'adresses « de portables dans les cabinets ministériels, les universités, les cadres de ministère sociaux plutôt que chez les syndicalistes ou activistes⁴⁶ ». Il met en avant dans sa réflexion « une “épistémè” “journalistique, ensemble de manières de penser-classer issues d'une socialisation scolaire, d'une faible expérience sensible de la diversité des groupes sociaux, des apprentissages professionnels »⁴⁷ pour expliquer la distance que le journalisme garde aujourd'hui avec le syndicalisme.

Les journalistes n'ont donc pas la même facilité à penser le conflit social que les syndicats où la plupart des membres ont déjà connu des situations de conflit avec la direction sur lesquelles ils se sont mobilisés, comme la Syndicaliste qui s'est engagée en 2002-2003 lors du plan social à Canal+, et sont préparés par l'organisation syndicale nationale lors de formation.

C'est en cela que la première mobilisation de juin a toute son importance. La société des journalistes a suivi la lutte des syndicats dans cette mobilisation et ont, pour la première fois entrepris une grève.

« Pour la deuxième grève, on avait compris que c'était possible de faire grève. On avait compris que c'était, qu'on avait le droit que c'était possible et légitime. On savait comment faire. »⁴⁸

⁴⁵ Pour plus de détails se référer à Henri MALER, Mathias REYMOND, *Médias et mobilisations sociales*, Paris, Syllepses, 2010

⁴⁶ Erik NEVEU, « 12. Médias et protestation collective », dans Éric Agrikolianski et al., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 252

⁴⁷ Ibid., p. 256

⁴⁸ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 93 de ce mémoire

En se servant des outils et des savoirs apportés par les organisations syndicales dans le cadre d'une première grève accès sur des enjeux quantitatifs, la société des journalistes a pu porter ses revendications éditoriales et a ainsi été suivie par tous les syndicats dans cette action, à l'exception de la CGC. À partir de ce moment-là, la société des journalistes s'est donc rapprochée des syndicats comme ils ne l'ont jamais fait, puisque cette fois, c'est l'association qui porte des revendications, propres à la profession, qui touchent à l'éthique et à l'aspect éditorial de leur activité. Ainsi selon le témoignage du journaliste, une différence significative est à observer entre la grève de l'été et celle de l'automne.

« Notre demande était sociale, c'était aussi éditorial un petit peu, mais la base c'était social, économique tu vois. Là si on avait pu faire un décompte du nombre de grévistes... [Il fait un geste de haut en bas avec la main, signifiant qu'il y en avait un petit nombre] Le fait de faire grève est très social. C'est-à-dire que globalement, plus tu montais dans la hiérarchie sociale des journalistes, moins tu avais de grévistes. Y en avait quelques-uns. Il y avait un truc quasi pyramidal. Tu allais tout en haut tu avais quelques, très peu de rédacteurs en chef grévistes, présentateurs un peu plus, mais pas beaucoup non plus. Tu descendais, etc., et aux reportages, tu en avais beaucoup plus, au desk tu en avais beaucoup plus aussi. Tu vois, plus tu vas à la base du métier, plus tu vas bas entre guillemets dans la hiérarchie sociale, plus tu avais de grévistes. [...] La première c'était économique surtout économique. Même s'il y a un énorme malaise éditorial avec la direction. C'est parti d'un problème économique. La deuxième c'était éditorial. La deuxième c'était la SDJ. [...] Pour la deuxième, c'est complètement différent parce que c'était éditorial et tout le monde avait vraiment en tête qu'ils défendaient notre métier tu vois. »⁴⁹

Lorsque le journaliste compare la première grève à la deuxième en mettant en avant le fait que la deuxième « *c'était la SDJ* » et que la première c'était « *surtout*

⁴⁹ Entretien avec le Journaliste gréviste, pages 87-89 de ce mémoire-

économique », il apparaît que la société des journalistes n'est pas une instance qui se mobilise en premier lieu sur des questions quantitatives. C'est une organisation qui se mobilise sur des questions qualitatives avant tout centrées sur la profession. Camille Dupuy parle de « négociations "valorielle" et catégorielle »⁵⁰ pour mettre en évidence les points centraux sur lesquelles la société des journalistes appuie au cours de négociations.

« À chaque fois que des questions économiques étaient en cause ou sont en causes, la SDJ n'est pas censée intervenir. Parce qu'ils savent pas dire si telle personne doit avoir des indemnités ou être mieux payée. Ce qui est un vrai problème bien sûr. La SDJ va avoir des sympathies c'est sur, elle va dire « on peut pas traiter ce journaliste comme ça ». Mais c'est pas à elle de mener des négociations, c'est aux syndicats de faire ça. La SDJ sont champ de compétence c'est l'éditorial. »⁵¹

Pourtant la société des journalistes semble être un acteur pertinent en cas de conflit avec la direction en ce qui concerne les questions éditoriales par exemple. Se composant essentiellement de journalistes, et se définissant comme un espace de délibération démocratique sur ces questions, cette organisation apporte une expertise en la matière qui lui est propre. Cette expertise n'est pas un sujet commun aux négociations collectives qui, en général, portent sur les conditions de travail, les salaires, les indemnités de licenciement, etc. Ce qui fait la force de la société des journalistes c'est aussi sa légitimité auprès des journalistes qui, en général, y adhère tous. Cette légitimité explique en partie le fait que la grève a été autant suivie par les journalistes et qu'elle a duré aussi longtemps.

Nous constatons ici que la société des journalistes, seule, ne possède pas les savoirs des syndicats en termes de mobilisation collective et cela pose un problème quand il s'agit de faire valoir des revendications éditoriales.

⁵⁰ Camille DUPUY, « Repenser les négociations collective au travail. Le cas des sociétés de journalistes dans les entreprises de presse », *Négociations*, Vol. 1, N° 21, 2014, p. 56

⁵¹ Entretien avec le Journaliste gréviste, page 87 de ce mémoire

La société des journalistes n'est pas non plus consultée et ne participe pas aux délibérations au sein des instances représentatives du personnel. L'association n'a pas de reconnaissance de l'État pour être un acteur institué des relations professionnelles. Ne pouvant pas participer aux élections professionnelles, elle ne peut représenter le personnel et ne peut donc pas profiter des avantages que possèdent les délégués syndicaux en ce qui concerne leur modalité de licenciement. Ces derniers ont une protection juridique spéciale contre le licenciement qui doit être soumis à l'avis de l'inspection du travail et y être validé. Le fait de ne pas posséder cette protection est un enjeu important puisqu'il pallie les licenciements par représailles et facilite les conditions de mobilisations. Ainsi les journalistes ne sont pas protégés par cette particularité même s'ils possèdent d'autres avantages juridiques.

II- Repenser l'organisation des relations professionnelles au sein de l'entreprise de presse : le rapprochement de la société des journalistes et du syndicalisme.

1 +Libres, syndicat autonome « attaché au fait de rester d'abord des professionnels »⁵²

+Libres est un syndicat autonome rattaché à l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) de l'Unité Économique et Sociale (UES) Canal+. Il est fondé par Laurent D'Auria en 2001 et devient majoritaire lors des élections professionnelles de 2003 en plein plan social. Depuis le syndicat est resté majoritaire. L'organisation se considère apolitique et indépendante de la direction. +Libres est composé d'un bureau de huit membres dont notre enquêtée fait partie.

+Libres, « Syndicat maison » comme le surnomme le Journaliste lors de l'entretien, est un syndicat qui s'est beaucoup investi dans les deux grèves et qui a notamment joué un rôle important au cours de la deuxième. Tout d'abord, c'est un syndicat qui n'est pas rattaché au niveau national à une confédération et est donc entièrement géré par des professionnels de groupe Canal+. C'est une caractéristique que le syndicat met en avant et insiste aussi sur sa volonté d'être apolitique. Notre enquêtée nous fait part de sa perception quant à la syndicalisation des salariés au sein de l'UES Canal+.

« Si tu veux, notre côté apolitique fait que les gens ont moins peur. Enfin, moins peur... de s'encarter. C'est-à-dire que y en a qui disent qu'ils veulent pas

⁵² Entretien avec la Syndicaliste +Libres, page 106 de ce mémoire

que leur bosse sache qu'il est syndiqué. [...] Pour les gens à mon avis, ça fait plus sens d'adhérer à + Libres que d'adhérer à un autre syndicat. Si t'es pas politisé, tu préfères effectivement adhérer à un truc qui est autonome et tourné vers l'entreprise. »⁵³

L'intersyndicale, constituée autour de +Libres, entreprend des actions comme du tractage ou une manifestation au pied de l'immeuble qui accueille la rédaction d'iTélé avec des t-shirts floqués «Je soutiens iTélé» comme le raconte l'Étudiante en alternance.

«Je me rappelle on descendait en bas de l'immeuble et on faisait des sit-in comment on appelle ça... devant l'immeuble de Cnews, on avait tous des t-shirts de soutien à iTélé et on restait tous en bas. Y avait des mecs qui venait de très loin, des fans de iTélé qui venait discuter avec les journalistes. Tu avais plein de journalistes qui sont venus nous soutenir, et c'était le moment où Antoine Genton faisait des prises de parole en public. C'est arrivé 2-3 fois avec t-shirt, pancartes... c'était pour tenir au courant les autres des négociations et pour matérialisé la grève physiquement. »⁵⁴

Les syndicats au Comité d'Entreprise ont emmené l'Actionnaire au tribunal pour avoir entrepris un déménagement des bureaux des journalistes pendant la grève sans l'approbation du CE. Par ce recours on peut faire la différence de pouvoir entre une société des journalistes qui ne peut accéder aux instruments et outils d'expertise et de recours disponible au CE alors que les syndicats peuvent saisir un juge en plein dans la grève pour obtenir des petites victoires.

«Et alors que la grève venait de démarrer, ils ont quand même décidé de maintenir le déménagement. À l'issue de la première semaine. Mais c'était une

⁵³ Entretien avec la Syndicaliste +Libres, page 111 de ce mémoire

⁵⁴ Entretien avec l'Étudiante en alternance, page 86 de ce mémoire

boucherie parce que les déménageurs sont arrivés, c'est comme s'ils arrivaient dans mon bureau là, qu'il fallait qu'ils installent un truc et donc qu'ils mettaient toutes mes affaires dans un carton et à la benne. C'est inutile de te dire que c'était d'une violence... c'est à dire que y a des journalistes qui sont arrivés, qui ont trouvé leur bureau déménagé, des affaires personnelles jetées dans les bennes. [...] Donc concrètement ils ont mis en œuvre quelque chose qui n'a pas été voté en comité d'entreprise donc on les a attaqués au tribunal. C'était la première fois. On a eu gain de cause. Le CHSCT qui de la même manière n'avait pas été consulté pour le déménagement les a attaqués et on a gagné. Donc ça, c'était en 2016 en plein pendant le conflit. »⁵⁵

Il s'avère que la rupture entre le milieu audiovisuel et le milieu militant comme le montre Erik Neveu se retrouve au sein de l'entreprise dans les relations professionnelles. Cette rupture joue sur la syndicalisation des salariés et notamment des journalistes et il apparaît que syndicalisme et journalisme peuvent être considérés comme antinomiques au sein des rédactions. Le discours dépolitiser, de l'organisation syndicale +Libres est davantage portée sur les questions professionnelles propres à l'entreprise que les autres syndicats traditionnels. Cependant, étant donné le peu de journalistes syndiqués, le syndicat +Libres ne porte pas ses actions sur les questions d'éthique et éditorial qu'il laisse à la société des journalistes. Ainsi, d'un côté, la société des journalistes n'a pas le répertoire d'action ni le savoir d'une organisation syndicale et de l'autre, ces syndicats délaissent les sujets portés par l'association sans pour autant s'en désintéresser.

« C'est la SDJ qui à la base effectivement, nous c'était une situation assez particulière parce qu'effectivement, il y a eu une motion de défiance qui a été votée. On a suivi ça de très près parce que même si la SDJ est apolitique, c'est

⁵⁵ Entretien avec la Syndicaliste +Libres, page 113 de ce mémoire

une organisation qui n'est pas un syndicat. Nous on suivait ça de près parce que malgré tout nous c'est notre industrie, ça nous concerne tout autant. »⁵⁶

En effet, la société des journalistes est soutenue par les syndicats pour ce qui est de mener la grève, mais l'association négocie seule avec la direction. C'est Antoine Genton qui la représente. Ce n'est que lorsque la direction prend la décision de se fermer complètement pour ce qui est des revendications éditoriales et propose comme ultimes solutions au conflit, la démission des journalistes grévistes que le syndicat +Lires décide de s'engager auprès de la société des journalistes pour régler le conflit. La direction propose à ce moment-là aux journalistes de faire jouer leur clause de conscience pour démissionner et bénéficier des avantages d'un licenciement en termes d'indemnités par exemple. Le syndicat +Libres décide de rentrer dans les négociations avec la société des journalistes pour les aider à négocier les départs avec la direction.

« Mais ils ont essayé au début, les échanges étaient entre la direction et la SDJ, jusqu'au jour où on a fait comprendre à Antoine que notamment sur, je ne sais plus sur quel sujet, c'était hyper dangereux que lui, n'ayant pas la vision syndicale et sociale qui continu pas à aller voir la direction tout seul et qui ne porte pas ça tout seul sur les épaules. Donc en fait c'est nous qui avons demandé, on a fait le forcing pour que les organisations syndicales soient présentes aux réunions de négociations et qu'il était absolument hors de question de négocier quoi que ce soit avec uniquement la SDJ. Donc on a fait le forcing là-dessus. [...] On a dit à Antoine "arrête d'aller voir la direction tout seul. Parce que tu vas te retrouver à accepter des trucs où tu ne vas pas forcément voir les tenants des aboutissants." Et c'est d'ailleurs je crois que c'était le cas puisqu'un jour il est sorti d'une réunion il nous dit ce qu'ils ont proposé et je lui « mais c'est hyper dangereux » enfin tu vois je lui ai dit attention derrière ça veut dire, enfin il avait

⁵⁶ Ibid., page 99 de ce mémoire

pas vu la dimension sociale, les conséquences sociales que ça pouvait avoir. Et à partir de là on a fait toutes les réunions de négociations.»⁵⁷

À partir de là, le syndicat +Libre et la société des journalistes sont présents aux négociations et se mettent d'accord sur leurs revendications avec les autres syndicats qui sont aussi invités aux négociations. Avec la création d'une intersyndicale, les négociations ont continué avec tous les représentants syndicaux et la société des journalistes qui ne possède pourtant pas la reconnaissance étatique des instances de représentations du personnel. Cependant, ces dernières sont intervenues dans des négociations entre syndicats et direction ne portant plus sur des questions de ligne éditoriale ou d'éthique professionnelle, mais sur conditions de départs de journalistes et des autres salariés représentés par les syndicats. La société des journalistes a donc pu participer aux négociations en vue de se mettre d'accord sur une base de calcul des indemnités pour tous les salariés.

2 Les acteurs reconnus et non reconnus dans le conflit à iTélé, une combinaison basée sur une réciprocité.

La société des journalistes arrive à jouer un rôle important dans ce conflit en partie grâce au fait que +Libres les considère comme des acteurs à part entière prenant part aux négociations. Cette alliance est notamment due au fait que le syndicat +Libres revendique comme différence avec la CGT, CFDT ou CGC, d'être un syndicat autonome, accès sur les questions professionnelles, attaché à l'entreprise, n'ayant pas cette dépendance au niveau national et se disant apolitique. Aussi, ce syndicat comporte davantage de journalistes ou de professionnels de l'édition que la CGT ou la CFDT où l'on compte surtout des salariés des centres d'appel et des techniciens ou la CGC qui compte en grande partie les cadres de l'administration. Ainsi cette proximité

⁵⁷ Ibid., page 104 de ce mémoire

professionnelle et sociale fait de +Libres un allié puissant pour permettre à la société des journalistes de faire valoir ses revendications dans les négociations et devant la justice par exemple. Cependant, il faut aussi noter que la société des journalistes, par sa légitimité aux yeux de l'ensemble de la rédaction, est aussi un allié puissant pour +Libres qui devient en quelque sorte le syndicat de référence pour les journalistes de l'entreprise. La Syndicaliste interrogée considère la société des journalistes comme un partenaire lors de ce conflit : « On a travaillé main dans la main avec la SDJ »⁵⁸.

En tant que syndicat se disant professionnel et apolitique, +Libres se démarque des autres syndicats aux yeux des journalistes pour qui les questions sur leur autonomie professionnelle sont primordiales. De plus, les journalistes ont tendance à porter un discours dépolitisé, une vision déconflictualisée du monde social sur lesquels il rejoint les idées du syndicat autonome. Il y a une sorte de connivence entre +Libres et la société des journalistes sur le rapport au monde professionnel et la défense de l'autonomie.

Les deux collectifs se renforcent l'un l'autre dans leur partenariat au cours de cette mobilisation. L'un apportant plus de légitimité et l'autre davantage de reconnaissance. Même si +Libres a négocié surtout les conditions de départ des journalistes, la présence d'un syndicat autonome semble plus séduire les journalistes que les syndicats traditionnels rejetés en général pour leur trop forte connotation politique.

⁵⁸ Ibid., page 105 de ce mémoire

CONCLUSION

Au cours de cette mobilisation d'automne à iTélé, la société des journalistes s'est mobilisée avant les syndicats qui ont soutenu la grève dès le début, mais n'ont participé aux négociations que pour négocier les indemnités de départ quand les revendications éditoriales ont été écartées par la direction. La société des journalistes, en tant que représentant d'un corps de professionnels, s'est ici mobilisée pour défendre l'espace d'autonomie professionnelle des journalistes. En tant que professions, le journalisme entretient cette autonomie professionnelle en se gardant les instruments de définition de la profession par l'extérieur. Cette lutte permanente de définition des enjeux éditoriaux, de l'exercice de la pratique par l'éthique journalistique, est un moyen de garder les moyens de définir son travail pour pallier toute tentative d'aliénation, c'est à dire à toute tentative de retirer aux journalistes le pouvoir de déterminer leur travail. C'est au moyen de délibération, d'auto-évaluation, d'autocritique, d'autoréglementation que le champ journalistique a pu, entre autres mécanismes, s'autonomiser du champ politique et lutte pour ne pas être complètement absorbé par le champ économique.

Nous constatons dans ce conflit à iTélé que les journalistes n'ont pas les outils pour se mobiliser sur des enjeux éditoriaux lorsqu'ils ne sont pas syndiqués. C'est avec l'aide d'un syndicat autonome qui répond à la mythologie des journalistes en tant que corps dépolitisé par exemple, que la société des journalistes peut se mobiliser en apprenant de la culture syndicale.

Cet acteur non institué endémique à la profession amène à repenser les conflits en entreprise de presse en ne considérant pas que les acteurs traditionnels du dialogue social.

Bibliographie :

Ouvrages scientifiques :

- *Méthodologie :*

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, Grands Repères, 2010, 334 pages

LEMIEUX Cyril, PAUGAM Serge, «La Posture sociologique», dans Serge PAUGAM dir., *L'Enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, Quadrige, 2012, pp. 1-67

- *Comparaison internationale, Lois, notion de diversité et de pluralisme en français et en anglais :*

LOICQ Marlène dir., REBILLARD Franck dir., *Pluralisme de l'information et media diversity. Un état des lieux international*, Louvain-la-Neuve, Belgique, De Boeck Supérieur, Culture & Communication, 2013

- LOICQ Marlène dir., REBILLARD Franck dir., « L'approche du pluralisme de l'information en France et la recherche internationale sur la media diversity », dans *Pluralisme de l'information et media diversity. Un état des lieux international*, Louvain-la-Neuve, Belgique, De Boeck Supérieur, Culture & Communication, 2013, pp. 7-15
- LOICQ Marlène dir., REBILLARD Franck dir., « Intervention des pouvoirs publics et recherches sur le pluralisme et la diversité en France », dans *Pluralisme de l'information et media diversity. Un état des lieux international*, Louvain-la-Neuve, Belgique, De Boeck Supérieur, Culture & Communication, 2013, pp. 79-96

- CHARON Jean-Marie, « Vers des rédactions en réseau. Les innovations éditoriales en ligne comme pistes pour le pluralisme », dans Marlène LOICQ dir., Franck REBILLARD dir., *Pluralisme de l'information et media diversity. Un état des lieux international*, Louvain-la-Neuve, Belgique, De Boeck Supérieur, Culture & Communication, 2013, pp. 79-96

- Conditions de travail, Fonctionnement interne :

ACCARDO Alain, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », dans Alain ACCARDO dir., *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, Le Mascaret, 1995, pp. 9-63

ACCARDO Alain, *Pour une socioanalyse du journalisme. Considéré comme une fraction emblématique de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle*, Marseille, Agone, Cent mille signes, 2017, 134 pages

BERTHAUT Jérôme, « Introduction », dans *La banlieue du « 20 heures ». Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, L'ordre des choses, 2013, pp. 7-29

LE GRIGNOU Brigitte, NEVEU Érik, *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte, Repères, 2017, 128 pages

- Sur l'idéalisation de la représentation des pratiques, le concept de mythe professionnel :

LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, Paris, Broché, 2000, 398 pages

- Rapport entre journalisme et mouvements sociaux :

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

NEVEU Erik, « 12. Médias et protestation collective », dans Éric Agrikolianski et al., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 245-264

RAMBACH Anne, RAMBACH Marine, *Les nouveaux intellos précaires*, Paris, Fayard, 2011, 445 pages

- *Sur le professionnalisme :*

FREIDSON Eliot, *Professionalism : The Third logic*, Chicago, Presse de l'Université de Chicago, 2001, 240 pages

- *Sur le concept de violence symbolique :*

BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision, Suivi de l'emprise du journalisme*, Paris, Raisons d'agir, 1996, 96 pages

Articles scientifiques :

- *Sur le paysage syndical dans les rédactions :*

BÉROUD Sophie, GUILLAUME Cécile, « La spécificité de la représentation des journalistes en question. Les implications de la loi du 20 août 2008 dans le secteur de la presse », *Travail et Emploi*, Vol. 3, N° 127, 2012, pp. 89-101

DUPUY Camille, « L'entreprise de presse en conflit. Libération et Le Monde en restructuration », *Travail et Emploi*, Vol. 4, N° 124, 2010, pp. 89-101

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

DUPUY Camille, « Repenser les négociations collectives au travail. Le cas des sociétés de journalistes dans les entreprises de presse », *Négociations*, Vol. 1, N° 21, 2014, pp. 51-64

- *Journalisme et rapport au politique*

NOLLET Jérémie, SCHOTTÉ Manuel, « Journalisme et dépolitisation », *Savoir/Agir*, Vol. 2, N° 28, 2014, pp. 9-11

COMBY Jean-Baptiste, « L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, Vol. 2, N° 28, 2014, pp. 45-50

- *Sur l'éthique professionnelle et le professionnalisme :*

CHARON Jean-Marie, « L'éthique des journalistes au XXe siècle. De la responsabilité devant les pairs aux devoirs à l'égard du public », *Le Temps des médias*, N° 1, 2003, pp. 200-210

TERRENOIRE Jean-Paul, Sociologie de l'éthique professionnelle. Contribution à la réflexion théorique, *Sociétés contemporaines*, N° 7, septembre 1991, pp. 7-33

- *Sur la notion de perte d'autonomie du professionnel :*

BARRIER Julien, « La science en projet : financements sur projet, autonomie professionnelle et transformations du travail des chercheurs académiques », *Sociologie du Travail*, N° 53, Vol. 4, 2011, pp. 515-536

Article de presse :

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- sur la situation du Groupe Canal+ et la grève d'iTélé :

[Série d'articles] [GARRIGOS Raphaël, ROBERTS Isabelle, «L'empire. Comment Vincent Bolloré a mangé Canal+», Les Jours, 11 janvier 2016 – 1er juin 2018, consulté entre décembre 2017 et juin 2018.](#)

- Sur la grève à iTélé :

[Reportage] [Robin Andraca, "La grève à Itélé n'empêche pas la première de Morandini, "En interne, on parle de plus en plus de sabotage", @arrêt sur images, 17 octobre 2016, consulté le 19 octobre 2017](#)

[Reportage] [Robin Andraca, "Itélé : Morandini suspendu... jusqu'à la fin de la grève. Et son site santé "disparaît"", @arrêt sur images, 24 octobre 2016, consulté le 23 octobre 2017.](#)

[Enquête] [Robin Andraca, "Protocole d'accord Itélé : Les \(minces\) acquis de la grève. Personne ne sera obligé de travailler avec Morandini. Mais à part ça...", @arrêt sur images, 18 novembre 2016, consulté le 23 octobre 2017](#)

[Reportage] [Robin Andraca, "Les salariés d'ITélé font appel au CSA \(et aux internautes\) pour faire plier Bolloré", @arrêt sur images, 26 octobre 2016, consulté le 23 octobre 2017](#)

[Émission] [@arrêt sur images, "Attard "Les politiques fricotent avec les lobbys et les patrons de presse". Itélé, fichier monstre, Trump : Le regard d'une non-alignée", @arrêt sur images, 17 novembre 2016, consulté le 24 octobre 2017](#)

[Vidéo] [Robin Andraca, Manuel Vicuna, "Au fait, c'est quoi, pour vous, Itélé?", @arrêt sur images, le 25 octobre 2016, consulté le 26 octobre 2017](#)

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :
La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

Gilles Bruno, "Exclusif: le courrier de la SDJ d'Itélé et des organisations syndicales de Canal + au CSA", Observatoire des médias, 25 octobre 2016, consulté le 26 octobre 2017

Julien Salingue, "Grève à i-Télé: La brutalité de Vincent Bolloré et de ses affidés", Acrimed, 18 novembre 2016, consulté le 29 octobre 2017

- *Protocole d'accord de fin de grève :*

BRUNO Gilles, « Document : Le protocole d'accord qui met fin au conflit à #iTélé », Observatoire des médias, 18 novembre 2016, consulté le 23 octobre 2017

- *Sur la situation des médias vue par les journalistes :*

LANCELIN Aude, « Le capital ne parle plus », dans FOTTORINO Éric dir., *Le Un Hors-série les 1dispensables « Les médias sont-ils dangereux? Comprendre les mécanismes de l'information »*, 2017, pp. 36-38

Document :

Projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité d'Entreprise de l'U.E.S. de Canal+ en présence de l'Actionnaire, 3 septembre 2015

Sommaire des annexes :

<u>PRESENTATION DES ENQUETES :</u>	50
L'ÉTUDIANTE EN ALTERNANCE :	50
LE JOURNALISTE GREVISTE :	51
LA SYNDICALISTE +LIBRES :	51
<u>PROJET DE PROCES-VERBAL DE LA SEANCE EXTRAORDINAIRE DU COMITE D'ENTREPRISE EN PRESENCE DE VINCENT BOLLORE 3 SEPTEMBRE 2015</u>	53
<u>ENTRETIEN AVEC L'ETUDIANTE EN ALTERNANCE A ITELE</u>	67
<u>ENTRETIEN AVEC LE JOURNALISTE GREVISTE</u>	88
<u>ENTRETIEN AVEC LA SYNDICALISTE +LIBRES</u>	100

Présentation des enquêtés :

Pour mener cette recherche, nous avons mené des entretiens semi-directifs avec trois individus qui ont assisté de près au mouvement social à iTélé. Tous les entretiens ont été menés à Paris en face à face. Dans ce travail tous les enquêtés sont anonymisés.

L'Étudiante en alternance :

Étudiante en journalisme à Science Po Paris en alternance à LCI, elle était en alternance à iTélé lors du conflit. Elle est passée par plusieurs postes lors de son année d'alternance et a fonctionné avec l'ensemble de la rédaction et notamment dans la rubrique Politique. Elle n'a pas pu participer pleinement à la grève, car son statut d'alternante l'en empêchait, mais elle y a pris part de temps en temps et a pu observer ce qui se passait dans la rédaction. Elle a changé son contrat d'alternance à la suite de la grève à cause d'un désaccord avec la direction qui a voulu changer les termes du contrat.

L'Étudiante en alternance a été contactée après une discussion dans un covoiturage avec un étudiant à Science Po Grenoble qui m'a donné ses coordonnées après avoir évoqué le terrain de mon mémoire. Je prends donc contact avec elle par Facebook et nous organisons un premier rendez-vous à Paris où elle ne viendra finalement pas. Il a donc fallu organiser un second rendez-vous. L'entretien a eu lieu à Paris en fin d'après-midi, dans un bar assez calme et a duré deux heures et demie.

Elle m'a avant tout permis de prendre contact plus facilement avec un journaliste gréviste à iTélé et m'a apporté des éléments factuels sur la grève ainsi que quelques anecdotes.

Le Journaliste gréviste :

Journaliste, il a été salarié à iTélé pendant 16 ans. Après avoir obtenu une licence de droit et une maîtrise en science politique, il fait un stage à iTélé et y reste par la suite. « Je suis un bébé iTélé », nous confie-t-il.

Le Journaliste gréviste a été contacté par l'intermédiaire de l'Étudiante en alternance qui a d'abord pris contact avec lui puis m'a donné ses coordonnées. Pour organiser cet entretien, le Journaliste m'a fait comprendre qu'il n'avait pas beaucoup de temps, mais qu'il voulait bien prendre le temps de discuter autour d'un café. Je me suis donc rendu à Paris à la date qui lui convenait le mieux, pour un entretien d'une heure en terrasse d'un café parisien assez bruyant. Il m'est apparu très méfiant, hésitant à accepter que l'entretien soit enregistré. Il a finalement accepté, mais m'a dit avant de commencer à enregistrer qu'il userait de la « langue de bois » parce qu'il ne peut pas tout dire. Lors de l'entretien, il cherche effectivement beaucoup ses mots, reformule ses phrases. En fin d'entretien il insistera pour que son nom n'apparaisse pas dans ce travail de recherche.

Ayant vécu la grève de l'intérieur, cet entretien m'a apporté beaucoup d'éléments pour saisir non seulement le déroulement de la grève, mais aussi les perceptions d'un journaliste sur cette grève, la direction et l'état du journalisme aujourd'hui.

La Syndicaliste +Libres :

Salariée du groupe Canal+, elle travaille au sein de la chaîne Canal+ en tant que responsable éditoriale documentaire depuis 2000. Dans le cadre de la mobilisation en 2002 contre la direction, elle crée avec des collègues une association, l'Assos, puis se rallie au syndicat naissant +Libres. +Libres est le syndicat majoritaire depuis 2003 au sein de l'Unité Économique et Sociale Canal+. C'est un syndicat rattaché à l'Union Nationale des Syndicats autonomes créé en 2001 par Laurent D'auria. Françoise fait

partie du bureau qui dirige le syndicat, elle est aussi représentante syndicale au Comité d'Entreprise de l'UES Canal+. À ce titre elle est intervenue dans le conflit à iTélé en prenant part à toutes les négociations avec la direction et les salariés ainsi qu'à toutes les assemblées générales de la société des journalistes.

Elle a été nommée par un journaliste lors d'un entretien et j'ai pu prendre contact avec elle par l'intermédiaire de l'adresse mail de contact sur le site internet du syndicat. Au bout de quelques semaines j'ai obtenu une réponse est elle est entrée en contact avec nous par téléphone. L'entretien s'est passé un lundi après-midi dans son bureau dans le bâtiment de Canal+ à Paris. Il a duré environ deux heures. Pour rentrer dans les locaux, il m'a fallu obtenir une carte magnétique en faisant scanner ma carte d'identité à l'accueil. En avance d'une heure je suis resté un peu dans le hall puis suis allé dans la cafeteria où les salariés venaient manger.

Cet entretien a été sans aucun doute le plus riche des trois notamment sur les relations entre syndicat, la perception du syndicalisme au sein de la rédaction, le déroulement des négociations, etc. Cet entretien a eu lieu assez tardivement dans ma recherche.

PROJET DE PROCES-VERBAL DE
LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU
COMITÉ D'ENTREPRISE EN
PRÉSENCE DE VINCENT
BOLLORÉ
3 SEPTEMBRE 2015

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

U.E.S. CANAL+
PROJET DE PROCÈS-VERBAL
RÉUNION DU COMITÉ D'ENTREPRISE
Séance extraordinaire du 3 septembre 2015

***** à compléter avec feuille d'émargement**

Représentant la direction :

Bertrand MEHEUT
Sophie GUIEYSSE
Elodie BOUVET-LUSTMAN

Invités :

Vincent BOLLORÉ
Arnaud de PUYFONTAINE
Stéphane ROUSSEL
Hervé PHILIPPE
Mathieu PEYCERÉ

Julien VERLEY
Grégoire CASTAING
Jean-Christophe THIERY
Simon GILLHAM
Frédéric CREPIN

Représentant les salariés :

Titulaires :

Suppléants :

***** COMPLETER ! *****

U.E.S. Canal+

ORDRE DU JOUR

- Information sur l'évolution de la gouvernance du groupe Canal+

*La séance est ouverte à 8h30,
sous la présidence de Bertrand Méheut.*

- Information sur l'évolution de la gouvernance du groupe Canal+

V. Bolloré espère que les élus ont passé un bon été et rappelle qu'il était venu en CE avant les vacances et avait évoqué la nécessité de bouger les instances de Canal.

Un conseil de Vivendi s'est tenu hier. Comme toujours, il a commencé le matin et s'est terminé à la nuit, et il a été l'occasion de redire le désir de faire un certain nombre de choses lesquelles seront actées dans le conseil de surveillance qui suivra cette réunion.

Comme il l'avait laissé entendre, Bertrand Méheut, qui a été l'artisan du redressement de Canal, va passer la main. Quand il est arrivé, le groupe perdait 600 millions et l'an dernier, il en a gagné à peu près 600. Au nom de l'ensemble du groupe, il tient d'abord à le remercier et lui propose de s'exprimer.

C'est avec une certaine émotion que **B. Méheut** voit pour la dernière fois les élus dans ses fonctions actuelles. Après 13 ans à la tête du groupe, il passe la main avec une grande sérénité, et il est fier du chemin parcouru. Ce dont il est le plus fier est d'avoir participé à son développement avec les élus et toutes les équipes. Comme l'a dit Vincent, ils ont réussi sur la période à transformer le résultat économique du groupe, et dans le même temps à le solidifier, en particulier à l'international qui représente aujourd'hui presque la moitié de l'activité. Les abonnements en sont le repère principal et leur nombre a plus que doublé entre 2002 et 2015, et il a été multiplié par six à l'international.

L'évolution du groupe Vivendi fait que le groupe Canal+ est de plus en plus intégré. Les actionnaires minoritaires comme TF1, M6, Lagardère, et maintenant les actionnaires de la SECP, ont été rachetés au fil du temps, et il est temps de passer à une nouvelle étape. Que ce soit pour le personnel ou pour l'activité, il est très confiant des opportunités qu'offre ce nouveau cadre, avec un groupe Vivendi ayant beaucoup de moyens pour conforter les activités, pas seulement en France. Il est ravi de passer la main dans ces conditions et rend la parole à Vincent.

V. Bolloré le remercie. Le conseil de surveillance qui aura lieu tout à l'heure l'élira peut-être président, mais il y a toujours un suspense !

« *L'équipe des 6* » comme elle est communément appelée, c'est-à-dire Arnaud, Stéphane, Simon, Frédéric, Hervé, et lui-même, a vécu une phase de pratiquement 18 mois chez Vivendi. Aucun des membres de cette équipe très soudée n'est un prix Nobel mais la maison a fait un parcours sans faute au cours de cette période. Il rappelle que le groupe Vivendi avait à nouveau beaucoup de dettes et un cours « chahuté », or, il se retrouve aujourd'hui avec à peu près 9 milliards de trésorerie, ce qui doit être l'une des plus grosses trésoreries de société européenne, et surtout avec une stratégie industrielle claire. Cette réussite est le fait d'une équipe soudée et c'est cette même équipe qui va venir chez Canal.

Comme l'a dit Bertrand, à force de racheter les actionnaires minoritaires, Vivendi a maintenant bientôt près de 100 % des intérêts de Groupe Canal, et pour devenir un groupe industriel dans lequel tout le monde travaille ensemble, il est naturel de réunir les équipes de direction.

Le conseil de surveillance devra nommer un directoire. Selon les statuts de Canal, il peut compter 4 personnes : comme les élus le savent, il a déjà nommé Maxime Saada au rang de directeur général, ainsi que Grégoire Castaing (dont c'est aujourd'hui la fête et qu'il salue), et il compte compléter ce directoire en y faisant rentrer Jean-Christophe Thiery et Julien Verley pour répondre à deux problèmes.

Le groupe Canal a un problème d'injonction, il est très suivi par les autorités de concurrence et de réglementation, et il est extraordinairement entravé dans sa marche. Cette situation lui est préjudiciable et il lui faut quelqu'un capable d'aller parler aux régulateurs, à savoir une personne ayant fait les mêmes études et le même cursus qu'eux. Jean-Christophe Thiery est énarque, il était auparavant à Bercy, et il connaît bien les médias et la télévision puisqu'il travaille avec lui depuis 15 ans, et il souhaite le faire rentrer au directoire.

Le deuxième problème est le marketing. Les chiffres que présente Bertrand sont bons, mais ils montrent quand même des signes d'érosion importants et inquiétants s'ils ne sont pas traités.

Pour traiter les problèmes, il faut les nommer, et il importe de décider de ce que sera la politique marketing et commerciale. Julien Verley a passé 3 ans en Pologne où il a essayé les frais d'une réflexion intelligente, c'est-à-dire qu'il est arrivé avec l'arme au pied en disant qu'il allait tout changer et que ce serait formidable, et ce, malgré les conseils de prudence de Maxime, mais il a formidablement redressé le tir en se rendant compte que tout cela était une mécanique suisse.

Deux théories se promènent chez Canal : ceux qui disent qu'il faudrait faire des abonnements à 14 ou 15 € parce qu'il y a une énorme cible de plusieurs millions de clients, et ceux qui disent que cela reviendrait à taper la base, laquelle est aujourd'hui à 40 € en moyenne, et risquerait de faire tomber l'ensemble. Il n'en reste pas moins que ces problèmes sont à régler et il y a encore beaucoup de progrès à faire.

L'un des sujets est le clair de Canal+ : plus il y a de clair, plus il a de publicités, mais plus Canal perd ses abonnés au fur et à mesure. Il souhaite que Julien Verley suive spécialement ces sujets, étant entendu qu'il a déjà un collaborateur venant de SFR, Guillaume Boutin, lequel est très brillant, et en aura sans doute un deuxième, Frank Cadoret. Les individus venant du téléphone sont des énergiques, et il faut des gens raisonnables.

Comme Jean-Christophe Thierry doit avoir une représentation vis-à-vis des autorités de régulation, il souhaite qu'il assure la présidence du directoire, sachant que Canal sera géré avec Maxime Saada en tant que directeur général. Il a choisi Maxime parce qu'il était à la fois le choix de Bertrand, le sien propre, et celui de l'ensemble des équipes de Vivendi. Ce garçon remarquable connaît la maison, il fait les choses, il n'est pas arrogant, il écoute, et quand cela ne marche pas, il est prêt à refaire.

Le groupe Canal a un problème de cohésion des équipes et il a besoin de personnes de ce type. Comme il l'a souligné précédemment, sa propre équipe a joué collectif dans le cadre du redressement de Vivendi, raison pour laquelle cela marche. Dans les maisons où il est passé, il a toujours essayé de constituer des équipes travaillant ensemble. Chacun sait qu'à Canal, cela n'est pas le cas. En réalité, Bertrand souhaitait faire partir Rodolphe Belmer depuis 3 ou 4 ans, mais Jean-René Fourtou, son prédécesseur à la tête de Vivendi, ne voulait pas. Tout ceci a entraîné un dysfonctionnement, chacun s'est trouvé dans des tours séparées, et il va falloir se rapprocher.

Le conseil de surveillance doit maintenant le nommer président et entériner ces nominations, mais il tient à redire clairement que ces titres sont des titres, et quelle que soit la position sur l'organigramme, l'équipe sera ensemble et ses membres travailleront la main dans la main. « *L'équipe des 6 de Vivendi* » sera ici tous les mardis, et, sans doute, tous les jeudis. Elle doit mesurer avec un thermomètre la situation exacte et la façon dont cela se passe, l'objectif, et la seule chose importante, étant de développer le groupe Canal+.

Pendant cette période, il y aura une secousse à la tête et une stabilité sur le corps. Il ne prévoit aucun mouvements sociaux d'aucune sorte et garantit la préservation de l'emploi, en revanche, il y aura pas mal de chocs à la tête parce que de nouveaux collaborateurs vont arriver et, comme au football, venant du banc des remplaçants, ils prendront évidemment la position du poste.

Les principaux collaborateurs du siège de Vivendi se déplaceront ici. Le secrétaire général de Vivendi, l'excellent Frédéric Crépin, deviendra secrétaire général de Canal. Le DRH de Vivendi, l'excellent Mathieu Peyceré, sous la tutelle de l'excellent Stéphane Roussel, deviendra le DRH de Canal. Il est désolé pour ceux qui vont partir mais comme ils sont sûrement très compétents, ils trouveront des postes à l'extérieur.

Même chose pour l'audit où Vincent Vallejo, directeur de l'audit chez Vivendi, le sera aussi chez Canal, et pour les moyens généraux où Stéphanie Ferrier, responsable des moyens généraux chez Vivendi, le sera aussi chez Canal.

L. Coelho en déduit qu'il y a un nouveau départ au sein de la DRH.

Si tant est qu'il soit nommé président du conseil de surveillance et que le directoire soit nommé tout à l'heure. **V. Bolloré** confirme que 4 nouvelles personnes arrivent, elles feront partir ou garderont les adjoints qui sont aujourd'hui à leur poste.

C'est un ensemble intégré, et comme l'a rappelé Bertrand, Vivendi a racheté les parts détenues par Lagardère pour 1 milliard d'euros et celles des actionnaires minoritaires de Canal+ pour environ 500 millions d'euros (450 millions déjà réalisés et 50 millions restant à faire). L'équipe

sera complétée par des collaborateurs de Canal mais aussi par des personnes venant de l'extérieur.

Il faut gérer trois fonctions essentielles et les faire progresser en les complétant : le sport, le cinéma et les *News*. Par ailleurs, il faut développer une fonction qui n'existe pas à Canal : les produits de diversification. Si les élus regardent les recettes des concurrents, ils s'apercevront que chez TF1 comme chez M6, 30 à 40 % des résultats proviennent de la diversification. Quelqu'un de l'extérieur viendra se charger de ces recettes complémentaires.

Ce plan, certes un peu musclé à la tête de l'entreprise, n'a qu'une vocation : développer Canal+. Pour ce faire, il faut mettre des moyens dans le domaine des contenus, de l'international, et des technologies.

S'agissant des contenus, l'idée de base est que la culture française et européenne, source importante de contenus et de talents, peut rivaliser avec une culture américaine un peu imposante, et une culture asiatique un peu hermétique pour certains. Son objectif est d'investir pour trouver des talents. Il a été frappé de voir que lorsqu'Universal Music en trouve un, il sait le garder longtemps (U2, etc.), alors que lorsque Canal trouve des Omar Sy, Djamel Debbouze, Guillaume Gallienne, ou autres, ils partent faire leur fortune ailleurs.

Une division « *Talents and Live* » est créée au niveau de Vivendi pour trouver ces talents et leur permettre, en plus de l'exposition sur les chaînes et plateformes du groupe, de se produire sur des scènes comme l'Olympia en France et d'autres endroits à l'étranger. Simon Gillham prend la direction de cette division, avec une personne de Canal+ : Christelle Graillot. Ces talents concernent aussi les réalisateurs, les ingénieurs du son, et autres.

À côté, il faut évidemment être capable de créer des contenus. Rodolphe Belmer était très bon dans ce domaine mais il est malheureusement parti pour les raisons que les élus connaissent, mais Manuel Alduy est également très bon. **V. Bolloré** a obtenu hier au conseil que Dominique Delpont, grand génie des talents, apporte également son aide au niveau de Vivendi. Il précise que toutes les divisions sont sous l'autorité d'Arnaud de Puyfontaine et de « *l'équipe des 6* ».

Il faut également investir dans des secteurs essentiels comme le sport et le cinéma. BeIN Sport est un vrai concurrent qui prend de plus en plus d'abonnés. Netflix performe dans le monde entier et il ne voit pas pourquoi il ne performerait pas en France à un moment ou à un autre.

S'agissant des émissions de divertissement, il a choisi avec Maxime Saada d'investir dans le troisième groupe mondial d'émissions de flux en train de se constituer entre Banijay et le groupe Zodiac. Il rappelle que le premier groupe mondial est Endemol (2 Mds€ de chiffre d'affaires) qui appartient au groupe de Rupert Murdoch, le deuxième est Freemantle (1,5 Mds€ de chiffre d'affaires) qui appartient à Bertelsmann, et le troisième devrait faire environ 1 Md€ de chiffre d'affaires. Vivendi en fera partie car c'est un moyen de comprendre comment cela se passe.

Les moyens techniques seront également fortement renforcés. Il est stupéfait que les talents dont dispose Canal en la matière ne soient pas toujours utilisés en priorité et de nombreuses réalisations seront faites en interne. Maxime a récemment acheté Flab Prod lequel sera l'un des opérateurs essentiels pour la grille de rentrée avec la reprise du *Grand Journal* lundi prochain et la priorité doit être donnée à cet ensemble.

Il donne une information hors PV.

Vivendi dispose de quelques milliards et donnera des moyens à Canal+ ce qui signifie qu'il ne faut pas avoir peur de chercher des talents et d'investir, même si cela peut obérer la rentabilité dans un premier temps. Auparavant, dans le cadre de la gestion financière pratiquée par le groupe Vivendi, il était demandé à Bertrand de rechercher la profitabilité, et comme le nombre d'abonnés baissait, il fallait parfois couper un peu dans l'essentiel. Désormais, la culture sera un peu différente.

Quand Bertrand est arrivé, la maison perdait 600 millions et le fait d'avoir serré les coûts a toutefois permis d'inverser la situation. Il ne s'agit pas d'instaurer la fête des chéquiers en faisant n'importe quoi mais de donner au groupe Canal les moyens de se développer. C'est un élément essentiel et Canal a beaucoup d'atouts.

Quelques bêtises ont été faites, et, de son point de vue, le clair en est une. Il y a également des progrès à faire, notamment dans le domaine du marketing. Il est fasciné par l'extravagant *teaser* de la série « *Versailles* » où quelques personnages éthérés bougent devant un vieux drap couleur lie de vin, alors que Canal a, semble-t-il, dépensé 3 M€ par épisode. Il a fait part de son étonnement à Maxime et trois jours plus tard un autre *teaser* de rentrée était prêt. C'est ce qui fait sa force. Il est formidable, et il le projettera également tout à l'heure. Les Américains ont une devise « *we try, we fail, we fix* », ce qui signifie « on essaye, on rate, on répare », et Canal, qui n'a pas la vérité infuse, doit faire la même chose.

La seule chose dont il soit certain est la durée : il est là pour un moment, jusqu'au 17 février 2022, et bien que les élus ne le croient pas, il réitère son invitation à la fête qu'il donnera le lendemain, 18 février.

Le groupe Vivendi a les moyens financiers et l'agilité grâce à un conseil composé d'amis ce qui permet de ne plus être entravé par diverses attentes. Quand une décision est prise, elle s'applique, et si elle n'est pas bonne, il faut être capable de revenir en arrière et de changer. C'est ce qui se passera dans cette maison, elle avancera en tâtonnant, un peu comme un banc de poissons, mais il ne faut pas croire que tout le monde deviendra follement heureux et qu'elle gagnera d'un coup 900 millions au lieu de 600. Cela n'existe pas, sinon Bertrand l'aurait fait. Le nouveau projet s'inscrit dans la durée et coûtera sans doute de l'argent au début.

L'un des problèmes de Canal est de ne pas avoir de propriétés intellectuelles, hormis *Les Guignols*, et il est impératif de les développer, essentiellement en interne.

Outre les contenus et les moyens techniques, il faut également développer l'international. Un important travail a été fait avec quelques millions de clients entre les DOM-TOM, l'Afrique et le Vietnam mais ce n'est pas suffisant. Aller au-delà est une nécessité sachant que les concurrents ayant 50 à 100 millions d'abonnés pourront acheter toutes les séries beaucoup plus facilement que le groupe Canal s'il n'en a que 10. Jacques du Puy a déjà réalisé un travail formidable dans ce domaine et il sera désormais en charge de la Pologne. Pour monter dans le « grand international » anglophone et hispanique, le travail de Maxime sera complexe car les concurrents n'ont pas attendu le groupe Canal. Pour démontrer que la culture française et européenne marche à l'étranger, il ne suffit pas de la montrer aux Français de l'étranger.

Grâce à la petite boîte noire, et de façon générale à l'OTT, le groupe Canal a désormais la capacité de diffuser ses programmes à l'étranger à travers l'Internet. Grâce à Dailymotion, il a également la capacité de faire la même chose sur des formats plus courts pouvant servir de *teasers* aux produits Canal. Arnaud de Puyfontaine a passé un accord avec Telefonica (310 millions d'abonnés), et il est en train d'en passer un autre avec Telecom Italia (180 millions d'abonnés), soit un potentiel de 500 millions de clients. Ce travail ne se fait pas facilement et il faut savoir ce qui peut être exporté dans les programmes phares de Canal. Il est important que tout le groupe Canal soit à la même enseigne, et dans le même axe, y compris StudioCanal. Il ne s'agit pas de continuer à faire des imitations de films américains.

S'agissant de la technologie, il y en a beaucoup chez Canal, mais également chez Watchever et chez Wengo. Chacun pense être le meilleur et comme les équipes doivent travailler ensemble, Marc Taïeb, un polytechnicien étonnant, sera chargé d'utiliser au mieux les atouts des uns et des autres pour éviter les jalousies. La petite boîte noire de Canal est épatante mais peut progresser, et il faut avoir un produit impeccable pour diffuser les contenus en Oklahoma ou en Corée.

Avant de répondre aux questions, **V. Bollaré** rappelle qu'il n'a pas pour habitude de se cacher derrière des tiers. Depuis sa précédente venue en CE, les élus ont pu lire le feuilleton de l'éché orchestré par M. Le Van Kim dans le journal *Society* dans lequel ce dernier a des intérêts. Comme le disent les enfants, cela ne lui fait « même pas peur », la machine est en marche et ne s'arrêtera pas, elle est comme les Vikings : si le premier est tué un autre arrive puis des centaines d'autres !

Il faut avancer ensemble et il tient beaucoup à l'atmosphère sociale, raison pour laquelle le *teaser* de rentrée a repris l'image de garçons et de filles qui avancent avec des armes. Cela lui semble essentiel pour la réussite d'une entreprise. Il faut arrêter le fonctionnement en silos, éviter l'arrogance, et parler avec son voisin afin d'être plus fort et d'avoir une meilleure efficacité économique. Les relations doivent être exemplaires, et ce, dans un sens comme dans l'autre. Mathieu Peyceré est le plus gentil des DRH et **V. Bollaré** recommande aux élus de faire attention

avant de le « dégommer » parce qu'ils n'en trouveront pas de meilleur. Il aura pour mission d'établir des relations ouvertes, apaisées, tranquilles, normales.

Tout le monde est dans le même bateau, et il faut travailler ensemble. Il est président de Vivendi et pourrait se contenter de ne rien faire ce qui lui permettrait d'être populaire, mais il n'est pas là pour cela et ce n'est pas dans ses gênes car les Bolloré étaient de hardis marins bretons qui défendaient les embouchures des rivières contre les invasions des pirates anglais ou espagnols.

Il est prêt à répondre aux questions.

(Arrivée de J.-M. Janeau)

C. Jacquin demande ce qu'il en sera du pôle gratuit.

V. Bolloré compte évidemment le développer. Il le connaît bien et y tient énormément. Dans son esprit, le pôle gratuit et le pôle payant seront traités à la même enseigne, ensemble. Il faut arrêter de se faire de la concurrence. Il n'y a pas de raison que M. Hanouna, parce qu'il est dans le pôle gratuit, n'ait pas le droit d'aller dans le pôle payant et inversement. L'objectif est d'instaurer des relations transversales.

Le pôle gratuit sera favorisé dans les années à venir. En France, il n'est pas possible de faire beaucoup mieux sur le pôle payant, et il faut internationaliser, mais sur le pôle gratuit, la part de marché est de 4,8 %, ou de 5 % en ajoutant l'ensemble des éléments. Il y a donc du travail et des moyens seront donnés.

L'accord avec Hanouna vient d'être renouvelé, ce qui était essentiel. Le pôle gratuit changera probablement de nom : D8 deviendra C8, D17 deviendra C17. Quant à i>Télé, elle s'appellera désormais CNews et devra être musclée. Le problème est que cette chaîne pense être meilleure que BFM, or, pour progresser il faut voir les choses en face : BFM a beaucoup mieux réussi qu'i>Télé, tout le reste est de la littérature. Jean-Christophe Thierry va travailler sur ce sujet sachant que l'objectif est de voir plus facilement les *News* sur le mobile. À côté de cela, il faudra aller vraiment sur l'explicatif en ajoutant aux équipes présentes des collaborateurs venant de l'extérieur.

D8 a formidablement réussi mais son succès repose sur un anabolisant appelé Hanouna. Il était au bord de partir car il avait envie d'une chaîne plus grande où il soit mieux considéré et Maxime Saada a réussi à le retenir, mais de justesse. **V. Bolloré** est frappé de voir qu'Arthur, Dany Boone, Gad Elmaleh, ou Djamel Debbouze, ne viennent plus chez Canal car ils sont considérés comme des romanichels. Les aimer ou pas est un sujet, mais une chaîne repose sur des talents et il faut être « *artist friendly* » et les accueillir aimablement. Bertrand n'avait pas les coudées franches et il n'a pas pu faire tout ce travail que lui-même s'apprête à faire.

Avant de passer à la suite des questions et bien que n'étant au CE de Canal que depuis deux ans, **G. Roth-Lascroux** souhaite remercier M. Méheut au nom de l'ensemble des élus pour les années passées ensemble, pour la collaboration dans un climat serein, et notamment pour son écoute au printemps dernier qui a permis d'aboutir à l'accord bien-être lorsqu'il y a eu quelques soucis au sein de Canal+. Elle laisse la parole à Sarah.

S. Vilmet donne lecture d'un mot de remerciement :

« Vous avez été un matelot combattant du gouffre contre vents et marées, face aux éléments sur une mer pas toujours d'huile, vous avez canalisé et repêché une société à la dérive tel Poséidon maître des flots. Avec une sérénité pas toujours olympienne, vous avez tenté de la mener à bon port, sans quitter le navire, et avec un équipage qui n'avait pas toujours le pied marin. »

B. Méheut les remercie.

V. Bolloré constate que Sarah est un talent et propose de la prendre comme auteur !

S. Vilmet précise qu'elle a été aidée.

V. Bolloré tient à signaler que Bertrand ne disparaît pas et reste son conseiller. Il n'aime pas partager le pouvoir et pense qu'il ne peut pas le partager avec lui, mais la vie n'est pas écrite d'avance !

G. Roth-Lascroux aimerait connaître les raisons du départ d'Ara Aprikian.

V. Bolloré précise que dans le cadre de la renégociation avec Cyril Hanouna, M. Aprikian a envoyé 4 notes à l'équipe. Le sujet a été discuté pendant des heures et ce contrat coûte très cher. Connaissant bien Hanouna, il en a parlé avec lui et il a appris qu'un contrat avait été signé pour un an de plus, mais sans Cyril. Il a immédiatement appelé Fred Crépin, lequel n'était pas au courant non plus et a appelé sa correspondante. Il s'est alors aperçu que le dossier signé par Ara Aprikian, dirigeant de D8, prévoyait une clause où « *Touche Pas à Mon Poste* » était prévu pour l'année 2016-2017, pour le même prix, c'est-à-dire environ 40 M€, mais sans Cyril Hanouna. Il a d'ailleurs aussitôt reçu une lettre de la société de production demandant d'envoyer ces 40 M€.

Stéphane Roussel a alors appelé Ara Aprikian pour s'étonner de ne pas avoir été informé de cette clause et ce dernier lui a répondu que personne ne le lui avait demandé. La leçon à retenir de l'été est que M. Aprikian a quitté la maison, et que *Les Guignols* peuvent bien défilier, l'équipe de Vivendi est là pour travailler, elle n'est pas impressionnable, et les gens déloyaux s'en vont. La compétence est importante mais la loyauté, tout comme la relation dans le travail, est plus importante encore. Bertrand n'était pas non plus au courant, et avoir caché cette information est une déloyauté majeure, car l'émission TPMP sans Cyril Hanouna ne vaut rien : quand il s'absente une semaine, l'audience chute immédiatement.

S. Bendotti aimerait savoir s'il faut s'attendre à des changements à la tête d'i>Télé et si la ligne éditoriale sera totalement changée.

V. Bolloré le confirme. Une équipe est déjà là pour partie, elle doit réfléchir à la question, et il faut travailler ensemble. Quand une chaîne d'info fait 1 % d'audience alors que sa concurrente en fait 2 % ; il y a un problème. L'image de BFM TV est meilleure, le nom et l'incarnation également. En outre, elle va rentrer dans le groupe de Patrick Drahi, et même si tout le monde dit qu'il ne durera pas longtemps, tant qu'il durera, BFM aura des moyens. Michel Combes et ses 14 M€ ainsi que des banquiers arrivent également dans sa société, et que chacun les aime ou pas, ce ne sont pas des manchots.

De son point de vue, l'axe de travail est double : CNews doit s'installer sur le mobile, avec les moyens de Canal, et en lien avec Dailymotion et les autres chaînes, et la marque doit être développée avec beaucoup d'explications et de grandes vedettes afin de frapper plus fort. En suivant le chemin classique, i>Télé ne rattrape pas BFM et perd, accessoirement, entre 5 et 10 millions par an. S'il était chez i>Télé, il ne serait pas content de lui. Quand il était à Janson de Sailly, il avait eu 2/20 en grec au premier trimestre et 3/20 au second trimestre et le professeur avait écrit « *travail régulier* », il a néanmoins arrêté le grec l'année suivante ! Il est important de nommer les choses.

C. Jacquin demande si le changement de nom est immédiat.

V. Bolloré répond par la négative, d'autant qu'il n'est pas encore président du conseil de surveillance de Canal+ et que le directoire n'est pas encore nommé. Les membres du directoire devront travailler ensemble et dire ce qu'ils feront. Lui-même a un rôle très faible mais son influence est certaine.

F. Kandel rappelle que lors de la dernière réunion du comité de groupe, une question avait été posée sur la ligne éditoriale et sur la liberté des journalistes et M. Bolloré avait répondu que la censure n'était pas sa tasse de thé. Entre temps, un reportage de « *Spécial Investigation* » sur le Crédit Mutuel a, semble-t-il, été censuré, mais sans réaction de la direction.

V. Bolloré distingue censure et bêtise. Hier, Canal+ Sport a diffusé une émission contre l'OM et M. Labrune a téléphoné. S'il y a dans la maison des gens qui n'arrêtent pas de taper sur ses clients ou ses partenaires, elle n'en aura bientôt plus du tout. Ce n'est pas un problème de censure. La censure serait de dire tout d'un coup que M. Sarkozy est génial et que M. Hollande est bête.

F. Kandel a demandé s'il y avait une liste d'entreprises ou de thèmes.....

V. Bolloré adore les journalistes, il en a d'ailleurs une centaine chez Direct Matin, mais ils ne vont pas commencer à faire n'importe quoi, ils ne sont ni la police, ni la justice. Ils font ce qu'ils veulent, mais à l'intérieur d'une ligne éditoriale, ce qui est normal.

F. Kandel fait remarquer qu'il faut la connaître.

Selon **V. Bolloré**, il faut donner aux clients des sujets qui les intéressent. Censurer c'est empêcher quelqu'un de dire des choses vraies, mais attaquer la BNP, LCL, ou le propriétaire de l'immeuble serait une bêtise.

M. Potier aimerait savoir s'il y aura des changements à la régie publicitaire.

V. Bolloré le confirme et Francine Mayer devrait être nommée à la place de M. Coste lequel souhaite prendre sa retraite.

A. Couderc demande si la nouvelle gouvernance a un impact sur l'UES.

Elle n'en a pas pour l'instant et **V. Bolloré** précise que si les élus veulent le voir tous les mois, il est à leur disposition. Les journaux écrivent qu'il fait tout, mais, en réalité, il est celui qui raconte et son équipe est à disposition en permanence.

Il sait vers quoi il veut aller, mais il ne peut pas décréter de l'extérieur, dès le premier jour, comment cela se passera. Il veut investir plus dans Canal. Le match Méheut/Belmer, Antoine de Caunes au Grand Journal, ou i>Télé continuant ainsi, étaient un peu la saison de trop. Le courage est de changer et, avec des moyens et sur la durée, cela devient même une nécessité.

À propos de moyens, **L. Coelho** aimerait savoir si la reconduction des droits de la Ligue anglaise est un enjeu majeur pour l'antenne.

V. Bolloré considère que le problème du sport doit être réglé et il faudra mener une politique complètement différente. Canal ne peut pas continuer à se faire « piquer » des droits à droite et à gauche.

Les rediffusions sont passées de 30 à 40 pour les chaînes Canal+ et **L. Coelho** fait remarquer que les clients s'en rendent compte. Si le groupe Canal+ n'a plus les droits du foot, il va se retrouver à la rue !

V. Bolloré partage ce point de vue. Le premier sujet est le sport et le deuxième le cinéma, ensuite viennent les flux et les talents, puis les *News*.

Pour **A. de Puyfontaine**, il est hors de question de se priver d'Arsenal !

Comme l'a souligné Sarah, **V. Bolloré** constate que Bertrand a réussi à maintenir le groupe Canal+ à flot financier, malgré un équipage pas toujours fidèle imposé par le propriétaire du navire, mais cela ne va pas durer. Les élus connaissent l'hémorragie annuelle des abonnés à 70 €, et il n'est pas nécessaire d'être aussi diplômé que Grégoire Castaing pour s'apercevoir que le groupe se dégrade de 150 M€ par an. Les chaînes gratuites font zéro moins dix et Canal+ France a 3 millions de bons clients, et 2,5 millions de clients dans une lessiveuse avec des promotions, même si cela ne doit pas se dire à l'extérieur. Au lieu de fermer des chaînes comme Cuisine+, Sport+, ou autres, il faut au contraire les réouvrir.

Les patrons du groupe Vivendi connaissent bien le sport. Simon Gillham est un ami du président de la fédération de rugby. Le groupe est riche mais à côté des Qataris, c'est un « petit Mickey ». Lutter avec des concurrents plus riches que soi pour acheter des droits pose un problème. Idem pour Netflix. Maxime est un cador en la matière, il a pu le voir quand il a négocié avec Watchever. Il y a des façons d'avancer mais si Canal n'a plus assez de sports et plus assez de programmes, il n'aura plus d'abonnés. Quant au clair, il donne momentanément de la pub, mais il n'empêche pas l'abonné de s'en aller.

L. Constant fait remarquer que le clair reste une vitrine.

Avec six heures de clair le samedi et le dimanche, **V. Bolloré** ne voit pas pourquoi s'abonner.

G. Roth-Lascroux suggère de mettre le premier ou les deux premiers épisodes des séries en clair.

V. Bolloré estime qu'il faut faire un marketing du désir et avoir le meilleur du sport, des films, et des talents, afin que la partie payante de Canal soit un club privé.

C. Jacquin demande si MM. Boutin et Cadoret sont confirmés à la Distribution et s'il y aura d'autres changements.

V. Bolloré répond par l'affirmative. Ils sont tous les deux très bien et M. Cadoret est dangereux et à surveiller de près (poil à gratter, motivation, mouvement). Ils travailleront en équipe avec Julien

et Grégoire, sous l'autorité de Maxime, et sous la présidence de Jean-Christophe. Il ne faut pas oublier qu'avec l'arrivée de la loi Hamon, les injonctions peuvent être un sujet..

L. Constant souhaiterait savoir s'il y aura des changements particuliers à la DTSL.

V. Bolloré n'en a pas connaissance. Canal a longtemps été le premier, et de loin, dans le domaine de la technologie informatique, mais il ne lui semble pas que ce soit encore le cas. De son point de vue, Sky a des ergonomies et des matériels meilleurs. C'est un sujet assez essentiel dans l'ère du digital et faire en sorte que Canal redevienne le meilleur est une question de moyens. Il conviendra notamment de se pencher sur CanalPlay. Dailymotion participera également à cet ensemble assez enthousiasmant.

Il comprend que les salariés soient un peu tristes des départs de Bertrand Méheut, Rodolphe Belmer, Ara Aprikian, ou Sophie Guieysse, mais c'est la vie des entreprises et il faudra se débrouiller avec les nouveaux arrivants.

G. Roth-Lascroux demande si Ara Aprikian sera remplacé.

V. Bolloré indique que Xavier Gandon est nommé à la tête de D8. La situation de la chaîne D17 est à l'étude et Maxime en prend la présidence en attendant. Il paraît que Christophe Sabot est quelqu'un de bien mais il ne l'a pas encore rencontré, il n'a pas rencontré non plus Thierry Thuillier. Il était pourtant là tout l'été mais beaucoup étaient en vacances.

C. Jacquin aimerait savoir qui sera à la tête de CNews.

V. Bolloré mentionne Jean-Christophe Thiery. Il fera également venir Guillaume Zeller, un Sciences-Po charmant, et verra comment cela se passe avec les équipes actuelles.

G. Roth-Lascroux en déduit que Céline Pigalle, l'actuelle directrice de la rédaction d'i>Télé, partirait également.

V. Bolloré n'en sait rien et ne l'a encore jamais vue.

Si Mathieu Peyceré veut absolument garder Sophie Guieysse parce que les élus la trouvent formidable, il la gardera. Lui-même nomme une équipe et les arrivants se débrouillent avec leurs équipes.

C. Jacquin suppose que les postes ne seront pas doublonnés.

V. Bolloré répond par la négative.

G. Roth-Lascroux souhaiterait savoir si les procédures et les moyens informatiques seront revus. Elle fait souvent remarquer qu'ils ont un côté un peu « administration » et s'en excuse auprès de M. Méheut.

V. Bolloré répond par l'affirmative. La nouvelle équipe arrive, elle fera probablement des erreurs de casting et de programmes, mais elle a la volonté, les moyens, et un cadre clair pour développer le groupe Canal, et elle le fera. Si elle patine un peu au début, ce n'est pas grave. Maxime a refait la grille. Lundi prochain Maitena sera certainement formidable. Il est allé voir les décors et le studio est lui aussi formidable, et, accessoirement trois fois moins cher que celui que proposait M. Le Van Kim qu'il n'a d'ailleurs jamais vu !

C. Jacquin demande s'il y aura un organigramme très clair pour que les salariés s'y retrouvent.

V. Bolloré chargera Grégoire Castaing, normalien, de faire l'organigramme ! Le but ici n'est pas d'être une armée régulière avec un général, un colonel, un capitaine, un brigadier, etc. Au début, ce sera plutôt un commando, mais il doit être sympathique avec les élus et essayer de construire.

A. Couderc pense que le niveau d'implication des élus au sein de cette réflexion est important.

V. Bolloré en convient et il est preneur.

Il signale qu'il va procéder à des déménagements à l'intérieur des immeubles d'Issy-Les-Moulineaux. Il n'est pas possible de déménager dans d'autres locaux parce que pour essayer de gagner un peu d'argent, ses prédécesseurs ont renouvelé les baux quasiment jusqu'en 2025 !

Il a fait un tour très tôt ce matin et constaté que la moquette s'arrêtait à un endroit pour faire place à du parquet ! Il a rencontré un chasseur de toiles d'araignées (il ignore s'il y en a un à tous les étages) et une dame du ménage qui venait des Comores et semblait trouver cela normal. Il a

pensé qu'il s'agissait peut-être de la caméra invisible, mais il aime la vie et a trouvé cela sympathique.

G. Roth-Lascroux aimerait savoir si M. Bolloré compte féminiser le top management.

V. Bolloré est favorable à la féminisation.

Les salariés ne sont pas forcément contre les départs mais **S. Vilmet** fait remarquer que les équipes ont été chamboulées par la façon un peu violente dont se sont déroulés ceux de Rodolphe et d'Ara, et, du coup, elles sont assez craintives.

Tant mieux, estime **V. Bolloré** en ajoutant que les conditions salariales de leurs départs ne le font pas pleurer.

S. Vilmet l'imagine.

V. Bolloré précise que le renvoi d'une personne qui touche 1 400 € et ne sait pas comment elle pourra se loger lui pose un problème mais pas celui d'une personne qui touche plusieurs millions et en a mis beaucoup de côté. Il revient aux élus de l'expliquer aux équipes. Par ailleurs, il estime que la haute direction d'une grande maison mérite un peu de terreur, un peu de crainte, et il ne plaisante pas en disant cela.

J.-M. Janeau demande si M. Bolloré ne craint pas de faire taire tout le monde par ces mesures qu'il qualifie lui-même de « terroristes ».

V. Bolloré pense que cela permettra au contraire aux collaborateurs du dessous de s'épanouir et de réussir. La vraie question est de savoir si, aujourd'hui, à la tête de Canal, l'atmosphère était fluide, transparente et efficace.

C. Jacquin estime que ce n'était pas le cas.

V. Bolloré souligne que ce n'était pas la faute de Bertrand car il était entravé.

Pour **J.-M. Janeau**, le problème ne se pose pas en ces termes-là mais plutôt en termes de conditions de travail. Il s'est passé la chose suivante : M. Bolloré est arrivé dans le groupe Vivendi par l'intermédiaire des chaînes D8 et D17, puis il a grimpé au capital, il est devenu président du directoire, et aujourd'hui, il arrive dans Canal et il coupe toutes les têtes.

V. Bolloré n'est pas d'accord. Ce n'est pas la vérité.

Il y avait des problèmes et **J.-M. Janeau** sait que le duo Méheut/Belmer existait mais la situation le fait penser à la fable de La Fontaine « *Le chat, la belette, et le petit lapin* » où un pauvre lapin s'étant fait piquer son terrier par une belette va voir Raminagrobis avec elle, le chat leur dit d'approcher parce qu'il est sourd, « *les ans en sont la cause* » ; et à la fin, il mange et l'un et l'autre !

C'est un peu ce qu'il a vu à Canal. Pourquoi pas ? Ce n'est pas son problème dans l'absolu, mais, comme l'a dit M. Bolloré, cela fait naître une « terreur » dans bon nombre de couches de l'encadrement, or, la terreur de l'encadrement est, à terme, celle des employés et des agents de maîtrise quant à leurs conditions de travail. Il demande d'y être très attentif parce que Canal compte environ 4 000 salariés, dont certains ont déjà payé pour ce genre de choses. Il pense notamment aux intermittents des *Guignols* qui, pour l'instant, n'ont pas encore retrouvé de travail.

Aucun de ces propos n'est exact et **V. Bolloré** n'a pas coupé toutes les têtes. Les gens avec lesquels il travaille depuis 40 ans sont tous très contents et il lui suggère de demander leur point de vue aux collaborateurs de D8.

Si le groupe Canal+ reste dans la solution antérieure, il ira à la faillite parce qu'il perdra ses abonnés et sera dépassé par les tiers.

Par ailleurs, les propos sur *Les Guignols* sont complètement faux. Il souhaitait faire bouger *Le Grand Journal* et faire sortir Antoine de Caunes. Tout le monde sait qu'il faisait de mauvaises audiences, que les analyses qualitatives n'étaient pas bonnes, et que l'émission coûtait deux fois plus cher qu'ailleurs. Il fait remarquer que dans tous les pays du monde, les *Guignols* se sont arrêtés parce que faire cette émission de 4 minutes coûte 25 M€ par an, avec des auteurs gagnant entre 700 et 800 000 euros. La seule façon de sauver *Les Guignols* est au contraire de leur donner

des moyens. C'est ce qu'il fait, il les a rencontrés, ils vont déménager à Issy-Les-Moulineaux, ils auront plus de moyens, et ils sont enchantés.

Il est à un âge où il dit clairement les choses. La vérité est qu'aujourd'hui Canal est sur une pente difficile et sincèrement, il n'a pas coupé toutes les têtes. Il a fait sortir M. Belmer qui ne voulait rien bouger et souhaitait laisser en place M. Le Van Kim, et il a également fait sortir M. Aprikian pour les raisons évoquées précédemment. Quand il dit, en souriant, que la terreur fait bouger les gens, il veut dire qu'avoir de temps en temps un petit électrochoc permettant aux collaborateurs de voir qu'il y a un problème est une bonne chose pour le bien de tous.

Pour **J.-M. Janeau**, il ne faut pas qu'il soit trop puissant.

V. Bolloré lui suggère de ne pas s'inquiéter car il n'est pas là pour très longtemps.

À propos du déménagement des Guignols, **C. Jacquin** demande si les studios restent à la Plaine Saint-Denis.

V. Bolloré le pense. Il souhaite ramener Les *Guignols* à côté de C8, C17, CNews, prendre le plateau 3, leur donner les moyens et les faire intervenir un peu partout dans les émissions. Les intermittents auront donc du travail qu'ils n'auraient pas eu autrement.

G. Roth-Lascroux comprend que Groland reste à la Plaine Saint-Denis.

Pour l'instant, **V. Bolloré** le confirme mais par la suite, il souhaite ramener le maximum d'éléments à proximité car il dispose de moyens et il lui semble important de se retrouver dans un ensemble plus cohérent.

S. Bendotti souhaiterait savoir si un investissement financier conséquent est envisagé pour CNews car aujourd'hui, la chaîne n'a pas assez de moyens pour tourner les sujets.

V. Bolloré mettra des moyens très importants partout. Les élus ne doivent pas s'inquiéter, ils les a « rembarrés » mais il les a écoutés et essaiera d'être doux et gentil ! Chez Vivendi, personne ne s'est d'ailleurs plaint de son arrivée.

J.-M. Janeau entend bien. En tant que secrétaire du CHSCT, il a fait une demande d'expertise sur les risques psychosociaux (RPS), et, pour l'instant, il s'est heurté à beaucoup de frein de la part de l'ancienne direction. Il espère pouvoir avancer sur ce sujet avec la nouvelle. C'est un élément constructif de l'établissement de conditions de travail plus fructueuses, notamment au point de vue des résultats qu'il faut en attendre, parce que de travailler avec des salariés qui ont peur n'est pas une bonne solution. Il faut analyser la situation pour pouvoir contrer les RPS.

V. Bolloré en convient mais pense que la classe qu'il faut rassurer est plutôt celle des employés d'autant qu'il y a beaucoup de licenciements. De son point de vue, le cadre de haut niveau à moins à craindre et il faut protéger les couches laborieuses.

G. Roth-Lascroux fait remarquer que les cadres moyens sont pris entre les deux et doivent aussi être protégés.

V. Bolloré en est conscient et a entendu les remarques. Entre Mathieu Peyceré et Stéphane Roussel, les salariés ont les plus souples des DRH (bien que pour Stéphane, il n'en soit pas si sûr). Quoi qu'il en soit, il verra régulièrement les élus du CE ; et s'ils ne se comportent pas bien, il suggère de le lui dire !

A. Couderc aimerait savoir quelles seront les prochaines étapes.

V. Bolloré s'installe demain dans le bureau de Bertrand. Il compte y aller à la fois doucement en étant gentil avec tout le monde et en apportant des fleurs, et énergiquement parce qu'il faut vraiment faire ces investissements et donner à Canal les moyens qu'il n'a pas eus et dont il a besoin pour éviter de se retrouver rayé de la carte face aux concurrents.

Il rappelle que les entreprises vivent et meurent. Quand il a commencé à travailler il y a 40 ans, les 3 personnes les plus riches de France était M. Boussac, M. Prouvost et le baron Empain. Il ne reste rien de ces trois groupes. Le groupe Canal serait mort si Bertrand n'était pas arrivé et d'ailleurs plusieurs des ses entités ont été vendues ou arrêtées (Italie, etc.).

De son point de vue, l'idée de prendre la culture française et européenne, de trouver des talents, de développer des contenus, d'avoir des moyens techniques, de l'innovation, et de les

internationaliser, peut marcher, d'autant que de nombreux actifs du groupe Vivendi peuvent aider, notamment Universal.

C. Jacquin voudrait avoir confirmation que M. Bolloré croit en une chaîne d'information.

V. Bolloré le confirme. Il est constructeur, même si au début il commence par détruire un peu. Il fait des bons mots mais il aurait pu présenter tout cela avec un langage beaucoup plus correct. Mais le *track record* n'est pas mauvais et en général, quand il est quelque part, les choses s'améliorent après un moment d'inquiétude.

I. Benkhelifa demande si M. Bolloré a des projets d'améliorations pour les CRC.

V. Bolloré doit encore se pencher sur le sujet. Il sait simplement que personne ne regarde ce qui se passe dans les centres d'appel alors que ce que disent les clients est la première source d'information. Il demandera des comptes-rendus, y compris sur les conditions de travail.

Canal+ Pologne est rattaché directement à groupe Canal et **A. Couderc** aimerait savoir s'il sera intégré dans COS.

V. Bolloré précise que le successeur de Julien Verley est Emmanuel Rougeron, lequel dépendra de Jacques du Puy. Ce dernier n'est pas au directoire parce qu'il n'y a que 4 places mais il mériterait d'y être.

En conclusion, il espère être nommé au conseil qui suit cette séance. Une réunion des 120 cadres est ensuite prévue à 11h15. Une nouvelle page s'ouvre et il est très heureux de l'ouvrir avec les élus. Il tiendra compte des remarques et il ne faut pas hésiter à l'informer. Il remercie les participants.

La séance est levée à 9h43.

ENTRETIEN AVEC

L'ÉTUDIANTE EN ALTERNANCE À

ITELE

Présentation de l'enquêtée :

- **Donc du coup tu étais à Grenoble avant c'est ça ?**
- Euh alors c'est compliqué. En fait j'étais à... j'ai fait toute ma scolarité dans le sud de la France. Alors entre Apt et Avignon, c'est pas très connu, mais bon... j'ai fait une prépa euh à Avignon juste après mon bac, prépa science po et je suis partie, ouais, trois ans après à science po Grenoble. Et euh j'ai fait un Erasmus à Istanbul. C'est la bas où j'ai commencé à être journaliste, mais de presse écrite. Mais ça, ça ne t'intéresse pas tellement. Et du coup j'suis arrivée à, y'a, bah y a deux ans à Paris. Sachant que moi c'est particulier parce qu'à la base c'est canal + qui m'avait repéré. Pour un article que j'avais écrit euh pour Libération, j'ai écrit un article... 'fin, pour le Bondy blogue, je sais pas si tu connais le Bondy blogue. Le soir des attentas du 13 novembre, j'ai écrit un article en fait, sur mon ressentie sur euh, genre en fait c'était un peu euh un édito sur comment j'avais passé la soirée sur les réseaux sociaux, tu vois, à essayer de m'informer de se qui se passait à Paris. Euh, du coup j'avais écrit un article euh sur le Bondy blogue, qui a été ensuite relayé par Libération. Sur leur Twitter. Et en fait euh la repéreuse de Canal+, puisqu'il marche par cellule de repérage en fait canal+.
- **OK**
- Euh, elle a lu mon article, elle m'a envoyé un message sur Twitter en message privé et elle m'a dit euh... « je suis la repéreuse de Canal+ et j'aimerais bien vous rencontrer ». Donc moi au début j'me suis dit est ce que c'est une blague. (*petit rire*)
- (*petit rire*) ouais
- Ou est-ce qu'elle est sérieuse ? Et en plus j'ai encore euh, j'crois que j'lai gardé tellement j'étais surprise du truc.

- **Je pensais pas qu'ils fonctionnaient comme ça... du coup c'est de Canal+ ou de iTélé ?**
- Nan c'est Canal+ en fait. Et en fait ce qu'y s'est passé c'est que, bah, j'ai passé les, tu sais les... y a des cast... tu passes des castings en fait pour participer aux émissions. En fait quand Canal+ te repère, tu passes deux castings. Tu dois écrire tes textes, tu dois écrire une chronique en fait.
- **OK**
- Je vais te montrer le message, parce que ça m'avait fait tellement rire. (*Montre son portable sur Twitter.*) C'est là. Quand j'ai vu elle avait retweeté mon article et après elle m'avait écrit euh elle avait écrit en commentaire et elle avait écrit ça. Et tu vois ça date de 2015. 19 novembre 2015.
- **C'est vrai que c'est une bonne surprise ça. Donc la tu rentrais de ton Erasmus, c'est ça ?**
- Euh... je rentrais de mon Erasmus ouais, j'étais encore à Grenoble, je savais que je voulais passer, j'avais pas encore Sciences Po Paris, j'ai pas passé le concours. En fait si tu veux genre c'était marrant parce que mon casting Canal+, c'était la veille de mon oral Sciences Po. Genre en fait, y a tout qui s'est enchaîné en même temps. Et les deux mon aidé en fait. Parce que en gros, le fait que j'ai Canal+ ça m'a aidé pour Sciences Po, le fait que j'ai Sciences Po ça m'a aidé pour Canal+.
- **Ouais parce que du coup tu avais déjà ton alternance, t'avais déjà...**
- J'avais déjà... c'est ça. Bah en tout cas, 'fin, en gros Canal+ ça s'passe comme ça, ils te repèrent, ils te font passer un casting où t'écris une chronique et euh, donc moi je les ai passés et... J'ai passé... Ouais je sais même plus la date. Je crois que c'était en mars ou en avril, je sais plus. Ça veut dire que c'était il y a 2 ans. Et en fait, vu que j'étais à Sciences Po encore, je pouvais pas m'investir trop au quotidien dans une chronique ou quelque chose comme ça, donc bah en fait ils m'ont proposé de faire une alternance à iTélé, qui est en fait la chaîne d'info de Canal+ donc tu vois c'était euh c'était lié. Là, j'suis rentrée comme ça à iTélé. J'suis rentrée en aout.
- **Août 2015 ?**

- Août 2015. Nan 2015, 2015. C'est ça. Je suis sorti en octobre, nan attend, là on est en 2018... 2017... nan aout 2016. Puisque c'était en 19 novembre qu'elle m'a écrit. Donc c'était l'été, donc voilà c'était en aout 2016 jusqu'à aout 2017. J'ai fait un an.
- **OK, d'accord.**

Avant la grève : « Quand je suis arrivée, c'était pas le top en termes d'ambiance dans la rédaction ».

- Et euh, je suis arrivé là bas. Donc déjà, quand je suis arrivée c'était pas... euh c'était pas le top en termes d'ambiance dans la rédaction. Parce que justement il y avait déjà Bolloré qui était déjà arrivée depuis longtemps.
- **Ouais ça devait faire un an déjà c'est ça ?**
- Voilà. Et y avait déjà eu plein de réduction sur euh... autant de postes que de matériels, tu vois y avait pas beaucoup de JRI. Je sais pas si tu vois ce que c'est un JRI ?
- **Ouais si, si.**
- Voilà. Euh. Parce que c'est pas un terme connu par tout le monde. Je précise. Y a plein de lacunes sur, dans la chaîne et euh tout le monde commençait déjà à se sentir mal. Et moi quand j'suis arrivée on m'avait dis euh « t'es pas arrivée au meilleur moment » (*rire*). Genre ça se sentait déjà en fait.
- **Ouais, que c'était compliqué ?**
- Voilà que c'était très très compliqué et que tout le monde était inquiet en fait de l'avenir de la chaîne. Tout le monde se demandait « bah il va en faire quoi par rapport à... par rapport à Canal+ ? » la rumeur Cnews commençait à circuler, tu vois le changement de chaîne, etc. on leur avait promis plein de recrutement et finalement y en a pas eu tant que ça.

Elle me raconte ses premiers jours à iTélé en me décrivant le service « info-géné », un « grand open space »

Et moi j'étais, j'ai une image, genre j'm'en souviendrais tout le temps, euh, quand j'suis arrivée à itélé, les premiers jours je les ai passés dans le service info-géné. Tu sais c'est de la, en fait c'est une grande pièce, c'est un grand open space, un open space central tu vois. Ou t'as tous les, t'avais un mélange de reporter international, de JRI et de desker, c'est ceux qui font les, les sujet à partir uniquement d'image. C'est à dire qui, en fait on a des bases de données dans un logiciel, on reçoit des images de l'AFP, de Reuters, sans qu'on aille nous même sur le terrain. Ils font des, les deskers en fait c'est ceux qui restent au bureau et qui font des montages de ces images la en sujet.

- Et euh... du coup bah t'avais un espèce de grand espace comme ça et y avait toujours de monde. C'était incroyable, même de bruit. Tu vois, y avait Guillaume Auda justement. Guillaume Auda, il est connu par rapport à, pour avoir une voix très très forte quand il enregistre sa voix. Du coup en fait quand il pose sa voix en fait, sur un reportage, tu l'entends, mais dans toute la rédac. *(rire)* Et euh, moi j'avais cette image quand je suis arrivée à iTélé, tu vois, où y avait tout le monde qui avait son poste qui était, qui avait son nom, tu vois. Y avait un spécialiste international, y avait un spécialiste police-justice. Tu vois, chacun avait, j'veux dire... Jean-Jérôme Bertolus, il est connu tu vois. Fin, tout le monde avait un poste bien défini. C'était ancré. Y en a qui était là depuis le lancement de la chaîne, tu vois.
- **Ouais**

Le déroulement de la grève : « iTélé c'était vide »

- Et puis après euh... trois mois après, cette pièce-là, elle était vide. Elle était complètement vide parce que Guillaume Auda faisait la grève, donc on l'entendait plus parler. C'était vide et vraiment vraiment y a eu un moment où iTélé c'était vide.
- **Toi tu travaillais ? Parce qu'en alternance tu es obligée de travailler, non ?**
- Alors en fait moi, j'avais pas le droit de faire grève, mais vu que là, en soit, la chaîne ne diffusait rien, bah j'allais au travail et j'faisais rien. Tu vois, genre euh

en fait on était tous assis, tous ensemble, on discutait, euh, tu vois, en fait j'ai suivi toutes leurs réunions sur la préparation des grèves, sur euh comment ils s'organisaient justement pour euh... faire passer leur message, aussi par rapport aux médias. Parce qu'il fallait avoir le soutien des autres médias. Donc il fallait, les informer sur comment ça se passe en interne au niveau de la négociation. Parce qu'en fait ils avaient peur, et je les comprends, parce que...

Elle me précise qu'elle ne s'inclut pas en tant que gréviste et me décrit ce qu'est le bocal dans une rédaction.

- J'dis « ils » parce que j'étais pas considérée comme gréviste, j'avais pas le droit de, j'me décale un peu. Moi je restais plus avec les pigistes, les alternants. Tu vois les alternants euh ils travaillent au bocal. Ce qu'on appelle le bocal, c'est à dire c'est le, c'est la diffusion brute de l'info en continu. C'est à dire c'est eux par exemple qui s'occupent du bandeau, c'est eux qui s'occupent de choisir les sons quand on nous envoi sur le terrain, de les renvoyer à l'antenne, tu vois c'est le, s'tu veux c'est le direct pur et dur en fait.
- **OK**
- On appelle ça le bocal, parce qu'ils travaillent tous ensemble. Et euh... donc moi j'restais avec les, les filles du bocal, parce qu'y a généralement que des filles et parce qu'on était toutes en alternances, donc on restait toutes ensemble. Et euh, oui s'que j'disais par rapport aux médias ils avaient,
- Ils avaient peur qu'on dise que c'est uniquement par rapport à Morandini, parce qu'en fait ce qui a... un des trucs... ça a déclenché la grève, mais c'était pas l'épicentre du truc quoi. C'est l'arrivée de Morandini sur la chaine qui allait complètement décrédibiliser euh.... Et pendant qui a eu la grève, Morandini a fait son émission, je sais pas si tu te rappelles de cette séquence-là. Et, c'est... ils avaient été tous scandalisés. Tout le monde l'avait regardé à la redac' et en plus il ne montait pas à iTélé. C'est-à-dire qu'il n'était pas dans les locaux d'iTélé.
- **Et il était où ?**
- On... j'pense, on l'a pas vu en fait.
- **Toi tu sais pas où il était ?**
- Nan.

- **Et les autres ils le savent ? Ou c'est vraiment un truc qui était gardé secret ou...**
- J'pense pas, en fait je pense qu'ils voulaient juste, j'pense qu'ils préparaient l'émission chez lui et t'avait des gens qui venaient bosser en dessous à C8 parce que t'sais c'est une grande tour avec euh, iTélé, Cnews, t'avais euh, D8 'fin C8 devenue D8, t'avais Cnews matin qui est venu, qui était à l'époque, je me rappelle même plus du nom...
- **Direct matin ?**
- Voilà avec Direct matin qui est venu et qui était à l'étage. 'Fin tu vois, t'avais plusieurs étages, mais à l'étage de Cnews, il est jamais venu à l'étage d'iTélé. Et euh, moi j'avais entendu un journaliste qui disait qu'il venait avec des gardes du corps euh, juste pour enregistrer dans le plateau caché en bas.
- **Et ceux qui enregistraient avec lui, 'fin j' imagine que y a un staff tout autour...**
- Sauf que les techniciens étaient obligés de travailler avec lui, voilà les techniciens eux ils pouvaient pas faire autrement.
- **Ils faisaient pas grève ?**
- Bah ils avaient pas le droit en fait.
- **Ils avaient pas le droit de faire grève ?**
- Nan, je crois qu'ils avaient été menacés, j'crois. Je veux pas dire de bêtises, ils avaient été menacés par les directions, c'était très, très dur pour eux de faire grève. Parce que tu vois, en fait, quand t'es journaliste, t'as un statut qu'un technicien n'a pas, tu vois donc eux ils sont quand même payés pour faire tourner la chaîne...
- **Ouais**
- Donc voilà, mais après ça s'voyait dans l'émission qu'y manquait solidement des équipes parce qu'y avait des bugs tout le temps même en technique hein. Au lieu d'avoir 3 personnes, devait y en avoir que une seule, tu vois. 'Fin ça s'voyait qu'y manquait du monde par rapport à l'équipe actuelle quoi. J'me

rappelle que leur plus gros, le truc qui gênait le plus et ils faisaient qu'en parler c'était le fait d'avoir une direction de la rédaction différente de la rédaction en chef. En fait ils voulaient pas euh, ils trouvaient, en fait si tu veux le poste de rédac' chef, de directeur de rédaction et de rédacteur en chef, ils étaient un peu mixés, alors que c'est deux enjeux complètement différents. Le rédacteur en chef, il choisit les sujets du jour en fait et le directeur de rédaction, il doit gérer la vie d'une rédaction. Tu vois donc c'est pas... Et du coup y avait ce problème de connivence là, le manque de moyens financiers, et puis ils savaient pas ce que la chaîne allait devenir. À l'époque on leur disait que ça allait devenir euh, une chaîne qui allait se spécialiser sur l'international, la culture et le cinéma.

- **D'accord**

- Et quand tu regardes maintenant Cnews, c'est les 3suisses quoi. L'international ça a été complètement oublié.

- **Et c'est clairement, en fait, ils savaient pas du tout où est ce qu'ils allaient avec la chaîne ?**

- Ouais, ils ne savaient pas où est ce qu'ils allaient. Les grévistes demandaient, purement et simplement « où est-ce qu'on va ? Où est-ce que la chaîne va ? Est-ce qu'elle va rester Cnews ? Est-ce qu'elle va devenir iTélé ? Est-ce qu'elle va rester iTélé ? Est-ce qu'elle va devenir Cnews ? ». Tu vois, y avait plein de questions qui se posaient et euh ouais, Morandini, ils avaient peur de devenir une espèce de sous-chaîne de divertissement de C8, tu vois. Parce que l'arrivée de Morandini avec son émission médias, alors qu'il avait toutes ces affaires qui lui collaient aux bask' et en fait même son salaire, je serai incapable de te dire c'était combien son salaire, on l'avait entendu, mais son salaire avait choqué tout le monde parce que en gros on nous disait « on a pas les moyens d'embaucher des journalistes, des JRI, tu vois de, de rédac' et on a les moyens de mettre tel montant sur Morandini parce que c'est Morandini.

- **OK et du coup c'était un point assez important de la grève ?**

- Ouais, on s'était mis d'accord sur le fait que même si Morandini quittait, 'fin, en fait on s'était mis d'accord. Y a eu, un moment y a eu un débat qui a duré trois heures, sur le fait que si, p't-être, si Morandini quittait le poste, la grève allée sûrement continuer en fait.

- **D'accord.**

- Parce que en fait c'était plus sur « où on va ? » en fait. Ils savaient pas, il y avait des vides, y avait des moments de journée qui était vide. Tu vois, ils avaient aucune grille des programmes, aucune construction, ils savaient pas tout ce que ça allait devenir. Et beaucoup avait commencé à partir avant la grève. Euh... Je pense par exemple à Julien Arnaud du service politique qu'avait rejoint LCI. En fait je l'ai retrouvé à LCI du coup après. Mais il est parti avant la grève. Y en a beaucoup qui sont partis, mais euh c'est-à-dire que la grève a fait un gros, gros tri. Déjà, clairement. Je veux dire c'est énorme le nombre de personnes qui sont partis c'est... faudrait regarder les chiffres.
- **Je crois que c'est une petite centaine.**
- Ouais c'est impressionnant, c'est incroyable. Y a du monde qui sont partis d'un coup, euh. Et c'est assez fou parce que en fait ils ont pu, enfin je trouve assez facilement, ils ont été absorbé par euh, 'fin, ceux qui avaient de bonnes places en tout cas, ont été absorbé. Bah Guillaume Auda qui est à stupéfiant, Antoine Genton il fait toujours de la radio si je me trompe pas et il était aussi sur le 28 min de Arte à un moment. Il était pas présentateur, mais il faisait un truc euh, Alexandre Riffi, je pense à, il était directeur de la rédaction lui par exemple et justement c'est un des premiers à partir, parce que il sentait que ça allait pas avec la, avec euh, Serge Nedjar, c'était le nerf de la guerre Serge Nedjar. Parce qu'en fait si tu veux il était un peu chargé d'appliquer les décisions de Bolloré sans explication.
- **Il avait quel poste ?**
- Lui était... Serge Nedjar il est quoi ? je me rappelle plus... je vais te dire (*regarde sur son téléphone*). Je veux pas dire de bêtises. Mais euh, mais j'me rappelle qu'il était venu avec une, il était venu un jour parler avec les, réunion improvisée avec les grévistes. ... c'est le patron de Cnews, mais euh, je sais pas en quel...
- **Il était pas directeur de la chaîne et directeur de la rédaction en même temps ?**
- Non il est devenu après, parce que il est devenu au moment où Alexandre Riffi est parti.
- **Ouais**
- Ouais je crois que c'est ça. On l'appelle patron d'iTélé... si tu veux, lui c'était plus en termes de recrutement, de, de euh, ouais c'était ça. Nedjar c'était un peu, il était chargé d'appliquer les décisions de Bolloré et en dessous tu avais

Alexandre Riffi tu vois. Je sais pas comment... je sais même pas c'est quoi son poste à Nedjar, euh, légalement (*rire*).

- **Mais du coup dans la rédaction il fait quoi ? vous le voyiez souvent ?**

- Bah... pendant la grève on le voyait, parce qu'il tournait, pour voir qui était la ou pas, mais après, moi j'lai pas... En fait il a un bureau au fond, en fait son bureau il est au fond à coté de la salle d'accueil des invités. Le plateau en fait. Les intervenants. Et euh, non moi j'l'ai pas euh, je l'ai pas vu souvent à la rédaction.

Elle me raconte que après avoir installé « Cnews Factory » en lettres géantes sur la devanture sur le bâtiment, les lettres sont tombées sur les passants.

- Pendant la grève oui parce du coup il faisait le... et y avait cette histoire magnifique de, je pense que tu l'as suivi sur internet. Tu sais quand en plein milieu de la grève ils ont voulu accrocher « Cnews factory ».

- **Non j'ai pas entendu parlé de ça.**

- Ils ont voulu en fait accroché sur le, t'avais la devanture de Cnews et il voulait en faire tu sais, une usine à information mêler direct matin et euh, et Cnews, iTélé, Cnews. Cnews factory avec des lettres en, tu vois des lettres collé au bâtiment. Sauf que les lettres sont tombées dans la journée. Tu dois trouver des photos sur internet où t'as des lettres qui sont tombé sur des passant en bas, 'fin c'était gros scandale, c'était pendant la grève.

- Mais après ça a été aussi violent la grève parce que je me rappelle qu'ils avaient balancé les affaires de plein de grévistes dans des sacs, dans des cartons, des livres et tout ça... ils avait rangé dans un coin.

- **Ah oui ?**

- Ouais, ils avaient commencé à faire...

- **Directement des bureaux au cartons quoi ?**

- Ouais dans le carton, tu sais les livres, dans un coin tout mélangé. Ils avaient commencé à faire des travaux pendant que les gens faisaient encore la grève.

- **Des travaux, c'est à dire ?**
- Bah ils ont fait plein de trucs, ils ont viré les casiers pour installer des espèces de porte en verre en fond, enfin...
- **Comme si ils étaient déjà plus là ?**
- Voilà, ils ont déménagé la rédac. À leur guise comme il l'avait déjà imaginé, tant pis si les grévistes était la ou pas quoi.
- **La grève n'avait aucune incidence au final ? sur le moment c'était...**
- Bah en fait, y a ceux qui disent que c'était une grève voulu, pour faire un espèce de plan social déguisé de iTélé. Et du coup en fait nettoyer de, y en a plein qui pensait ça, surtout les anciens qui pensaient qu'ils commençaient à devenir gênant pour la rédaction. Déjà parce qu'ils coutaient cher, et parce que ils avaient envie de faire du journalisme bah à l'ancienne tu vois. Pas à l'ancienne dans le sens négatif, mais dans le respect de ce qu'a été iTélé depuis le jour où elle a été créée et rester dans cette continuité la. Rester dans le reportage international, parce que ça a été leur point fort pendant longtemps. Tu vois de faire des reportages à l'étranger. Ils avaient une bonne spécialisation en politique aussi. Tu vois y avait Michael Darmon, y avait Laurence Ferrari en pol aussi. Y avait Myriam Encaoua, je sais pas si tu la connaissais, elle a fait l'interview, fin après elle a été remplacé par Elkabbach et du coup elle est partie. donc elle a un peu pris la vague des arrivants en pleine gueule aussi. Et du coup...

Elle m'explique son rôle dans la rédaction et par quels postes elle est passée pendant son alternance.

- **C'était quand ça du coup ?**
- C'était dans les mois qui ont suivi la grève. En fait c'est fou parce que un an après y a encore des gens qui partait tu vois. Genre en aout, bah y a Julien Rémy, Hugue dago qui sont parti du service politique. Moi j'étais au service politique. alors je t'ai pas expliqué, mais en gros, donc jusqu'à la grève, enfin, au début quand j'arrive, j'suis embauché en alternance JRI. J'suis censé faire de la caméra sauf que moi je suis pas à l'aise, ça me plait pas. Donc je demande à passer reporter rédacteur. Ils acceptent facilement, sauf qu'on me dit « si Michael Darmon qui... avec Alexandre Riffi donc qui est directeur de la rédaction. C'est marrant parce que A.R c'est devenu mon prof à science po cette année. *(rire)* c'est assez marrant de le revoir un an après et qui me met des notes. Et du coup M.D et A.R me convoquent et du ils me disent bah « on a de

la place au service politique ». donc c'était à l'élection présidentielle. « vient te former la bas ». au début j'étais avec M. et Myriam à faire, tu vois ils faisaient des chroniques, moi je mettais en images, j'essayais de trouver des truc, des truc actuelle tu vois, qu'il pouvaient parler dans leur chronique. Et petit à petit j'ai commencé à aller sur le terrain en fait. Plus la rédaction se vidait.

Elle me raconte qui sont les premiers partis.

- C'est à dire y a Camille Langlette qui est partie à BFM, qui est partie remplacer Pauline de Malherbes qui est un peu la référence, tu dois voir qui c'est. C'est une brune qui fait toujours les interview politique le week end. Donc elle a été remplacée par C. L. qui venait donc de iTélé. Pareil Julien Arnaud part et petit à petit ça s'est vidé en fait. Myriam Encaoua qui était la dernière femme est partie, donc moi je suis resté, mais je faisais pas de plateau en tant que tel donc euh...
- **Donc la tu étais au service politique ?**
- Oui c'est ça moi après j'ai pu resté au service politique. À partir de la grève jusqu'en 2017, jusqu'en aout 2017 je suis resté qu'en politique. j'ai fait des sujets en renfort en généraliste, mais parce que y avait pas assez de monde dans la rédaction, mais c'était pas... moi j'étais surtout en politique.

Elle m'explique en quoi consistait son travail en tant que JRI.

- je partais sur le terrain à l'assemblée. En fait j'ai fait plein, plein d'interview pendant les meetings pendant la présidentielle donc Macron, Le Pen, tout ça, Mélenchon, Hamon, etc. j'étais jamais seule, mais on me laissait quand même. C'est ce que j'ai bien aimé d'ailleurs dans cette chaîne, ils ont su au moins garder ça, les journalistes qui sont resté, c'est que il me faisait vraiment confiance, aux nouveaux arrivant tu vois. On avait vraiment une place et, fin, moi c'est une, c'est la chaîne qui m'a le plus appris parce que ils m'ont laissé aller sur le terrain, ils m'ont laissé faire plein de chose que j'aurais pas fait ailleurs en fait. BFM on te, en alternance, je pense pas qu'on te laisse faire tout ça. Et, euh, puisque voilà j'ai fait une interview de Marine Le Pen une fois, c'était en direct à l'assemblée. On me voyait pas si tu veux, mais c'est moi qui avait le micro tendu, c'est moi qui posais les question donc euh voilà c'est rare d'avoir autant une confiance comme ça tu vois. Et donc du coup voilà je suis resté la bas jusqu'en aout au service pol. Et donc comme j'tai dis euh quand Myriam est partie en fait on lui avait promis euh, elle était pas bien. En fait ce qui m'avait touché c'était que, ceux qui étaient resté, étaient quand même pas

bien. En fait il y a avait une atmosphère tellement triste tu vois. Parce que j'tai dis en fait c'est que, moi j'lai senti, j'étais triste pour eux, mais euh je l'ai moins vécu intérieurement parce que c'était pas non plus... c'était ma chaine. Eux c'était vraiment une grosse famille, j'te dis, la plupart était la depuis le lancement d'iTélé, ils se connaissaient depuis des années, ils bossaient ensemble depuis au moins 10 ans. tu vois. Et du coup tout le monde était triste de, tu vois même ceux qui voulaient négocier leur départ un part un, tout se parle en termes de chiffres « ouais toi combien tu as eu pour partir ». du coup ceux qui restaient, y avait, déjà aucun des trucs n'avait été réglé, la direction n'a rien, les trois demandes n'ont pas été faite, fin la direction n'a pas répondu aux demandes. Donc Morandini pendant longtemps, on savait pas trop s'il allait revenir ou pas. C'était un peu suspense tu vois. Tout le monde l'avait nié. En fait si tu veux après la grève, y avait plus cette question de « bon, la chaine elle va se spécialiser en quoi ? ». c'était juste il faut faire survivre la chaine. Tu vois y avait plus ce truc on garde quoi on fait quoi. Il fallait juste, « bon bah faut qu'elle marche ».

- **De la part de qui, des grévistes ou de la...**

- De tout le monde en fait. Des grévistes, de la direction, tu vois. Mais ceux qui sont restés, ils ont fait un boulot monstre juste pour que la chaine reste vivante. C'est-à-dire qu'elle produise du contenu, qu'elle euh tu vois. Y a ceux qui s'en sont très bien tiré.

Elle me parle d'un journaliste en poste à Cnews qui s'en est bien sorti après la grève en récupérant une émission à son nom.

- Pascal Praud qui a son émission tout les matins, « l'heure des professionnels ». On va pas dire ce qu'on en pense, mais il a son émission. (*Rire*). J'ai discuté avec lui tellement de fois dans la redac et c'est incroyable comment je serai jamais d'accord avec cet homme. (*Rire*), mais il reste courtois. C'est peut être ce que j'apprécie chez lui c'est qu'il reste très courtois alors qu'il a des pensée complètement opposé aux miennes.

- **C'est à dire ?**

- Bah il est polémiste en tant que tel. C'est-à-dire que la manière dont il va te parler va forcément te, il va forcément te dire quelque chose qui va te déplaire. Donc toi tu vas te dire « est-ce qu'il le pense ou est ce qu'il le pense pas et c'est juste pour me faire chier qu'il me dit ça. Il faudrait que je trouve un exemple de discussion que j'ai eu avec lui, mais... ah oui par exemple on a parlé de... je me rappelle plus... de harcèlement sexuel je crois. Il me disait un truc du genre « ouais bah dans un sens c'est cool pour vous ça veut dire que vous etes

plaisante. Tu vois vous plaisez c'est cool». et moi j'étais la du genre « dis pas que tu penses vraiment ça ». et tu sais jamais si... il est tellement borderline dans sa personnalité que tu sais jamais si il le pense vraiment...

- **Ou si c'est juste pour provoquer...**

- Voilà. toi tu argumentes et lui après en plateau bah ça lui sert toujours de guider ces débats. Mais oui en fait c'est ce que je te disais. Y en a certains qui sont arrivé à se tirer de la situation et qui ont eu un bah un bon job comme Pascal Praud. Myriam Encaoua on lui avait promis l'interview du matin ce que faisais M.D. sauf que la chaine à recruté Elkabbach. Donc Myriam a dû partir.

Elle me parle de la trajectoire d'une journaliste qui n'a pas eu de poste après la grève

- Elle est partie au Parisien, au service politique du parisien, le journal. Alors que cette femme était faite pour faire de la télé. Pour la simple est bonne raison qu'elle est très pédagogue et en politique c'est compliqué de l'être tu vois. Elle, elle faisait vraiment des bonnes, bonnes... moi j'ai travaillé longtemps avec elle. Je faisais ses chroniques au début. Et fin j'étais bluffé par tout ce qu'elle connaissait de la politique tu vois. Elle avait toujours des idées de traitement du truc.
- C'est à dire ?
- Je sais pas, elle trouvait des... elle faisait pas une chronique sur « qu'est ce qui s'est passé en politique cette semaine » tu vois. Je sais pas, il faudrait que je retrouve un peu ce que j'ai fait avec elle, mais...
- Ca veut dire qu'elle va plus en profondeur dans les sujets ou... ?
- Ouais c'est ça et plus en analyse, y a plus de l'analyse des conséquences que des faits eux même. « ok lui il a dit ca mais qu'est ce que ça peut y faire ? pour son parti ou pour la concurrence ? Ou est ce que c'est moins important ? est ce qu'on a pas surjoué ? » tu vois c'est une partie un peu analyse du discours. En gros c'est « cette semaine en politique on vous a parlé de ça, ça, ça. Moi je vais vous dire un peu... » en plus elle avait plein de contact en pol. C'est incroyable elle avait des contacts partout, dans tous les partis.
- **C'est une ancienne d'iTélé du coup ?**
- Elle était la depuis le début, ancienne je sais pas. Je crois qu'elle a 40 ans, 35 ou 40 ans je crois qu'elle a. et ouais, oui oui elle est à iTélé depuis très longtemps. Je pense une dizaine d'année.
- **Et elle a fait la grève aussi du coup ?**

- Elle a fait la grève ouais. Ouais ouais, mais de toute façon la grève elle a été suivi par euh quasiment 90 % de la rédaction.
- **Tu m'as dis tout à l'heure que tu avais participé à des débats, mais y avait souvent des débats entre les grévistes ?**
- Bah ouais parce que c'était... y avait des réunion tout le temps, y avait des réunions le matin, je me rappelle y avait une réunion à 11 heures le matin, y avait une réunion à 16 heure le soir. C'était pas en mode grève tout le monde chill, on se regarde on boit du coca. C'était en mode, ouais, y avait une réunion à 11 heures et « bon est-ce qu'on poursuit la grève ou pas ? ». mais bon déjà tous les jours c'était voté la poursuite de la grève tu vois. Il fallait, c'était le vote de 16 heure ça je crois. Des fois ils le faisaient avant ou après, mais grosso modo c'était ça. Et ouais, ils parlaient des condition, y en qui faisaient des long monologue sur « bah j'en ai marre de faire la grève parce que la ça fait un peu longtemps que j'ai pas d'argent. » puis t'as... puis après y a eu l'idée de faire une caisse commune pour euh financer... parce que y en a qui gagnait plus que d'autres, des choses comme ça. Euh... ouais y avait tout le temps des discussions sur bah « jusqu'ou on la mène cette grève ? ». parce que a un moment ça paraissait interminable et moi quand j'ai vue que ça avait dépassé un mois je me suis dis « wahou ! c'est quand même un truc de ouf quoi ! ». tu vois quand tu le vois tu dis « wahou ». ouais nan tous les jours les gens venaient. Tu vois c'est pas euh... la rédaction était... en fait c'était bien parce que la rédaction était pleine et vide. Plein un endroit. Tu vois c'était centralisé dans un bureau où y avait la réunion et puis à un moment ça se vidait...
- **Parce qu'il restait quand même dans les locaux pour faire les réunions ?**
- Ouais ils faisaient les réunions dans la salle principale dès que t'arrives dans l'étage d'iTélé
- **Ils ont pas eu de difficulté à avoir une salle pour faire la grève ?**
- Nan nan pas du tout parce que, non parce que en fait la direction vérifiait qui était le ou pas. Parce que en fait la direction voulait pas, la direction ce qu'ils avaient peur c'est que si c'est une grève du coup tout le monde reste chez soit. en mode « on fait juste chier la chaîne on vient pas travailler. ». tu vois du coup Serge Nedjar il s'amusait à faire le tour avec sur un papier qui était la qui était pas la. Il demandait des listes des personnes dans la rédaction. Tu vois.
- **C'est particulier nan ?**

- Ouais, mais tout a été particulier dans cette grève. Et puis un moment l'ambiance a été très pesante. Parce que quand tu les voyais tous craqué un par un... en fait tu sentais... 12

- **Et ça, c'était pas difficile pour garder la cohésion dans la grève ?**

- Bah si justement ! c'est pour ça, un moment ça s'est effiloché.

- **Ca se sentait dans les débats un peu ?**

- Bah oui ça se sentait parce que tout le monde disait « bah moi euh... » Fin y en a plein qui disait « bon bah... ». en fait tu avais ceux qui voulaient combattre au nom de l'éthique journalistique, il faut qu'on la poursuive, il faut qu'on aille au bout. Maintenant on a été trop loin. Juste pour l'image, pour dire qu'on pas laisser, pour pas laisser le monde capitaliste guider le journalisme tu vois. Fixer les barrière euh...

- **C'est le mot qui a été utilisé ça ?**

- Nan nan nan c'est moi qui le dit. C'était plus, si tu veux le vrai mot c'est plus, « on ne peut pas laisser des gens qui ne connaissent rien aux médias, qui achète, tu vois les... ouais c'était plus ça : les propriétaires des médias ne connaissent rien aux médias, ce sont des industriels, et en soit c'est vrai. À iTélé comme partout, comme à Bouygues qui détient TF1. Fin c'est vrai de partout. Les propriétaires des médias ce sont des industriels. Et le combat en fait, d'éthique que font les journalistes de iTélé c'est que ce soit pas justement des industriels qui donnent une ligne éditoriale à un journal. Parce que du coup, forcément tu as des problèmes de connivences tu vois. Tu fais ce qu'on appelle des publi-reportages.

- C'est ce qu'on reproche un peu à Konbini avec Ugo Clément la en ce moment. Je veux dire la on sait pas trop où est la limite de la comm' et du reportage. On sait pas trop comment c'est financé, on sait pas trop. Donc en fait y a l'esprit de ceux qui disait que « bon bah on va le faire au nom de l'éthique journalistique. On va défendre notre vision du journalisme qui est... » et moi je trouve que c'est la où, on a avait, tous les alternants, on avait écrit un message su facebook. On a un groupe facebook en fait qui était plein de tous les journalistes de la rédaction. Et on est plusieurs alternant à avoir écrit un message en leur disant, c'était notre première années dans le journalisme, enfin moi c'était ma première année dans une chaîne, et on leur disait « vous nous donnez quand même une sacrée image du combat journalistique qu'il faut mener pour l'éthique en fait. » Pour essayer de rester le plus euh... pas neutre

parce que moi j'ai du mal avec le neutre en journalisme. Mais au moins le plus prêt des faits. C'est-à-dire qu'il faut, ils combattaient pour qu'on reste des informateurs et pas des communicants ou quelque chose comme ça. Et la on leur avait, tous les alternants, on leur avait laissé des message sur facebook avec des cœurs partout en leur disant... et c'était sincère tu vois. C'était juste en mode « voilà vous nous avait donné une belle leçon de, il faut se battre pour le journalisme quoi ». Parce que c'est pas un métier qui est... je veux dire, c'est un métier qui est très difficile. Maintenant tout le monde de tous les cotés déteste les journalistes, mais en politique, les gens dans la rue, les journalistes entre eux. Fin, c'est un milieu qui est hyper méga détestait par... fin qui est contestait de tous les coté. Et eux il donne une telle image de « il faut défendre ne serait-ce que l'éthique en fait ». et cette séparation du monde industriel et du médias quoi. Ça peut pas être un mec qui a acheté Canal+ qui peut dire OK... parce que moi j'avais des sujets qui ont été interdit, j'ai jamais su lesquelles, mais j'ai cru comprendre que à l'arrivée de Vincent Bolloré dans la chaine, plusieurs sujets, et je crois que les Jours en parle. Ils voulaient pas devenir un outils médiatique au service de Vincent Bolloré. Et c'était leur crainte par rapport à Cnews matin parce qu'ils considéraient que Direct matin c'était du reportage communiquant. Fin je me rappelle pareil, que Direct matin ne traitait pas tous les sujets d'actualité et on se demandait pourquoi. Et je serai incapable de te dire quel sujet, mais y avait des débats comme ça sur euh... mais voilà y avait ce mixe avec Direct matin qui est un truc gratuit et on sait très bien que les trucs gratuit, en général si un média est gratuit, c'est que l'argent vient d'ailleurs. Il vient pas des clients, il vient des entreprises. Du coup c'est compliqué d'être neutre. Parce que si t'es financé par des entreprises, si tu dois écrire sur elle, tu peux pas écrire des choses négatives. Donc ouais c'était vraiment au cœur de la grève. Donc tu avais ceux la qui disaient « non non, on continu la grève on va se battre au nom de l'éthique » et y a ceux qui disait dans tous les cas on va se foutre de notre gueule, vous voyait pas comment ils nous traitent, ils prennent nos affaires, ils les mettent dans des cartons, on négocie au cas par cas notre argent donc en gros autant partir » parce qu'en soit la chaine, y en a plein qui disait que la chaine aller mourir en fait. Donc « tout le monde va partir un par un, autant partir et essayer de se refaire une vie ailleurs quoi ». Après oui tu avais des mecs comme Jean-Jérôme Bertholus, euh, comment il s'appelait le.... Ça craint... euh le service international, il est chef à LCI. Bref. C'est deux mecs la c'était des références dans le milieu journalistique, mais pas que à iTélé JJB il est police-justice, c'était une référence pour tout le monde parce qu'il avait les informations avant tout le monde. En police justice le mec c'était incroyable. Mais lui tu vois, il a été tenace et puis un moment il s'est dit « bon je crois qu'il se foutent un peu de notre gueule la. J'crois que de toute façon qu'on fasse la grève ou pas... »

- **Du coup à ce moment la il s'est démobilisé ?**

- Non il s'est pas démobilisé il a juste dit à un moment « bah moi je vais partir ». en fait c'était ça aussi qui était hyper triste. C'est que à chaque réunion y a quelqu'un qui annonçait son départ. Et y a plein de larme, de gouter de départ. Y avait des réunions où je disais avec les alternants « on compte aujourd'hui combien y en a qui partent ». tu vois parce que tu avais cet effet d'annonce. Et tu sentais un peu la veille que la personne commençait un peu à douter. C'est bête, mais c'est les moins précaires qui sont partis en premier. Parce qu'ils ont pu négocier un bon départ. À partir du moment où ils voyaient qu'ils pouvaient négocier leur départ et qu'il n'y avait plus rien à gagner dans la grève, c'est ceux là qui partaient en fait. Bah la grève servait à rien, la direction ne répondait pas à leurs attentes. Antoine Genton c'était un peu le représentant des journalistes, c'est lui qui partait discuter avec Nedjar à chaque fois. Et à chaque fois il disait « ils se foutent de notre gueule, c'est comme si ils nous écoutaient à moitié » « si vous voulez partir la porte est ouverte, si vous êtes pas content... ». il négocie par année d'ancienneté ton salaire était calculé comme ça en fait.

- **Y avait un arrangement pour que les journalistes démissionnent ?**

- Ah oui, la clause de conscience, tu peux demander... et même ils ont tous négocié les contrats pour partir en fait. Y en a qui on pas besoin de travailler pendant longtemps après. Ils ont pas mal investi dans « Explicit » tu sais ils ont fait un médias dans la foulée. D'ailleurs tu les retrouves tous les grévistes, les têtes d'affiche de la grève. Olivier Predhome. Je me suis retrouvé bouleversé par l'ambiance. Le vendredi c'est là où y avait plus de départ. Et la semaine recommencée et fallait se mettre en tête que eux étaient partis.

- **Les départs ont commencé tout de suite ?**

- Oui dès la première semaine. Pas les premiers jours. En fait au début c'était censé durer 3-4 jours. Et ça a duré 1 mois et demi je crois c'est ça ?

- **Oui un mois**

- Personne ne s'en saurait douter. La première réunion c'était dans une petite pièce, les gens étaient assis par terre, on était 45. Antoine Genton s'occupait de formuler et de mettre en ordre les revendications de tous. Ils formulé trois choses : par rapport à Morandini, une grille des programmes sur l'avenir de la chaîne et la séparation de la direction et de la rédaction. C'est-à-dire que la ligne éditoriale ne soit pas donnée par le patron de iTélé quoi, mais par le directeur de l'édition. Ah oui y a eu un gros problème aussi. Je crois que les pigistes ont eu leur badge bloqué. La deuxième ou troisième semaine de grève. Des badges ont été bloqués. Et quand tu es pigiste tu peux pas faire grève. Tu peux y participer,

mais tu es pas en grève. La direction leur a dit qu'ils sont pas concerné par la grève.

- Et c'est revenu ?
- Bah ils ont arrêté de piger je crois.
- Les alternants on savaient pas non plus ce qu'on aller devenir. On était pris dans la grève.
- La grève m'a permis de faire encore plus de truc. Parce que après il manquait plein de journalistes et moi j'étais obligé de bosser.

Sur les syndicats : « Ils étaient là pour donner le cadre juridique »

- **J' imagine que la grève s'est constituée avec les syndicats ?**
- Bah en fait ils étaient présents dans les réunions, mais bizarrement c'est pas eux qui tenaient le mouvement. Ils étaient là pour donner le cadre juridique, ce qu'ils avaient le droit. Parce que eux c'était aussi en lien avec les syndicats de Canal+ qui aussi à un moment on fait une grève en même temps que nous. Les journalistes de Canal+ venaient aussi nous soutenir pendant la grève. Antoine Genton il est membre de la société des journalistes (SDJ). Mais nan.
- **C'est pas un syndicat ça ?**
- Non c'est plus une association. Un syndicat ça a une portée... Des SDJ y en a partout. Je pense pas que ce soit considéré comme un syndicat.
- **Ca serait quoi la différence ?**
- Je sais pas. Un syndicat ça a un aspect politique alors qu'une SDJ c'est plus une association pour défendre la liberté et l'indépendance des journalistes. Il y a des SDJ dans toutes les rédactions. Par exemple pendant la grève y avait quasiment que la SDJ. T'avait la CGT qui parlait souvent de la technique, des techniciens, parce qu'ils avaient un statut très précaire, ils pouvaient pas faire grève. Du coup ils transmettaient leur soutien aux journalistes, mais ils disaient « nous on peut pas faire grève on a besoin d'argent ».
- **Y a plus de CGT chez les techniciens que chez les journalistes ?**

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Faudrait vérifier par les chiffres. Mais oui. A priori. En tout cas les syndicats était présent, ils prenaient souvent la parole. Tout le monde se référait à eux. Ils disaient « vous en pensez quoi? qu'est ce qu'il se passe dans une grève normalement? comment on négocie correctement? » ils participaient à toutes les négociations aussi. Avec Antoine Genton. Ils étaient grévistes à part entière. Ils étaient écoutés de manière professorale. En mode on vous écoute, pour que vous nous expliquiez, aidez-nous. C'était la première grève pour beaucoup de journalistes en fait. Parce que c'est pas un métier où tu fais grève, journaliste. Personne savait. C'est pas comme si c'était une usine ou même le corps enseignant qui a l'habitude et qui connaît les rouages d'une grève. Comment on négocie, combien de temps ça dure, quels sont nos droits...? juste en termes de salaire ils savaient pas s'ils allaient être payé. Mais je pense que dans une rédaction ça sera toujours l'aspect indépendance qui primera sur l'aspect syndicale tu vois. C'est considéré comme un intérêt plus globale quoi. C'est la déontologie et l'éthique qui prime sur l'aspect social et l'engagement des salariés en tant que tel. Le syndicat c'est sur les conditions de travail pur et dur. La c'était plus une grève sur l'aspect indépendance du journalisme.

- **Les premiers débats se sont constitués comment ?**

- Je m'en rappellerai toute ma vie. moi j'étais au service pol et dans la salle principale d'iTélé j'entend « c'est bon Morandini arrive à l'antenne... ». deux mecs disent « réunion tout de suite maintenant ». et ça débat, ça débat et hop OK on fait une grève. Au début c'était on va faire une grève le jour où il vient. C'est tout. Et c'est parti de la. Si tu veux c'est l'élément déclencheur.

- **Ils en parlaient pas avant ?**

- Si depuis plusieurs mois y avait des rumeurs. Lui il part d'Europe 1 et il est proche de Vincent Bolloré donc il lui propose un poste à iTélé. Tout le monde savait qu'il allait venir, mais on sait pas trop quand. Et après qu'on ai su, la question c'était, si ils cèdent sur Morandini est ce que la grève continu ou non. C'était ça la question. Y a eu un gros débat financier, y a une fille qui prenait la parole et qui disait « je gagne plus d'argent ». et il y a eu un pot commun pour financer. Et y a eu un pot commun pour financer la bouffe. Parce que les réunions finissaient tard. Moi le départ qui m'a le plus choqué c'est JJB parce que quand il est parti ça a abattu tout le monde. Une tête majeure de la rédaction et lui c'était un des plus fervent de la grève. À la première réunion il avait pris la parole et Serge Nedjar il est venu, pas de lui même, mais il est venu s'expliquer. Mais c'était pas du tout courtois, c'était froid. Il s'est engueulé avec un des journalistes, mais juste en lui disant « de toute façon si ça vous plaît ou pas, il va venir quoi. C'est un choix, on va faire son émission ». je pense qu'ils

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

s'attendaient pas à ce qu'il fasse grève non plus. Parce que y a plus d'emploi dans ce métier. Mais voilà la première réunion c'était ça.

- **Donc la le syndicat n'était pas présent ?**

- Non pas à la première réunion.

- **Tu entendais parler de Bolloré avant la grève ?**

- Oui on me disait que j'étais pas arrivé au bon moment, y a eu une grève avant. D'ailleurs les journalistes était marqué d'avoir fait trois jours de grève. Pour certains c'était leur première grève. Dans l'opinion publique elle était bien vu la grève donc porté par ça... je me rappelle on descendait en bas de l'immeuble et on faisait des sit-in comment on appelle ça... devant l'immeuble de Cnews, on avait tous des t-shirt de soutien à iTélé et on restait tous en bas. Y avait des mec qui venait de très loin, des fans de iTélé qui venait discuter avec les journalistes. Tu avais plein de journalistes qui sont venu nous soutenir, et c'était le moment ou Antoine Genton faisait des prises de parole en public. C'est arrivé 2-3 fois avec t-shirt, pancartes... c'était pour tenir au courant les autres des négociations et pour matérialisé la grève physiquement.

- **Tu as déjà participé à des manif ? à des mobilisations ?**

- Oui à des manif en tant qu'étudiant. Mais la c'est particulier en alternance, normalement j'aurais du rester la bas. Je faisais grève, mais j'avais pas le droit de le faire. L'école nous avait dis de rester neutre. Mais on jouait moins notre carrière qu'eux. Finalement tout le monde a pu trouver. Ceux qui avait un réseau, un nom.

- **Y avait de l'entraide pour trouver du taf ?**

- Oui je pense, c'était pas chacun pour soit. et puis ils ont bien négocié leur départ. Ils sont partis avec des bons accords.

- **Et toi tu as déjà était engagé dans une asso ?**

- Oui j'ai monté une asso. Je suis franco-marocaine et j'ai grandi dans un quartier populaire et j'y suis très attaché. Et l'asso c'est monde arabe à science po Grenoble donc on avait des concerts, on recevait des journalistes et tout sur le monde arabe et elle existe toujours. J'ai toujours était engagé, mais jamais de

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

grève. Au lycée j'ai fait pas mal de manif et de blocus. Moi des qu'il faut raller je suis la.

ENTRETIEN AVEC LE JOURNALISTE GRÉVISTE

- **Donc je suis parti de deux constats qui sont qu'il n'y a vraiment pas beaucoup de grève dans le milieu du journalisme et que c'est un milieu où les acteurs sont souvent classés comme petite bourgeoisie intellectuelle et peu encline à ce genre d'action collective. De là je me suis intéressé à la grève à iTélé en me disant que c'est fou qu'il y ait eu deux grève d'affiler dont une qui a duré un mois. Donc j'ai demandé un peu à une autre journaliste, mais est ce que tu connais le paysage syndical à iTélé ? tu es syndiqué toi ?**
- Nan ! mais on s'est tous dit à un moment ou un autre on aurait du l'être en fait. Ensuite je sais pas si c'est propre au journalisme ça, parce que la France n'est pas syndiqué. Après les journalistes peut être encore moins qu'ailleurs. Parce que c'est une population qui est sûrement CSP+ même si financièrement elle l'est pas forcément, intellectuellement elle l'est. On a le statut cadre. C'est jamais des gens très syndiqué. Quand ils le sont c'est souvent à la CFTC ou quelque chose comme ça. Mais c'est très bien la CFTC. Enfin ça peut être très bien si elle était pas chez nous.
- **Parce qu'il y avait beaucoup de syndiqués CFTC à iTélé ?**
- Y en avait
- **Y en avait ?**
- Y en avait ouais... ça enregistre la du coup ?
- **Ouais, ouais.**
- (rire gêné) y en avait ouais, mais euh... mais ça je t'en parlerai pas. Mais on va dire plutôt euh... dans tous les conflits sociaux y a... parfois certains jeux tu vois... entre la direction et les syndicats.
- **J'ai cru comprendre qu'il y avait une liste noire qui a été faite par Nedjar qui, lui, tournait tout le temps un peu dans iTélé ?**
- Ça s'est dit oui...
- **Ça s'est dit ouais ?**
- Ensuite je sais pas si c'est vrai, et ensuite je sais même pas si ça me gêne tant que ça. Une liste noire qu'elle soit écrite ou pensée, de toute manière tu sais que dans un conflit social tu as une liste noire, c'est une question d'intérêt. Clairement. Ensuite si bêtement, si quelqu'un a été

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

assez bête pour l'écrire, tant pis. Mais ça change pas grand-chose au final. Elle est dans la tête la liste noire. C'est humain pour le coup dans un rapport de force.

- **Donc c'est sont boulot de le faire et si le fait pas c'est lui qui se prend un blâme...**
- Nan c'est pas ce que je dis. Mais a partir du moment où il y a une confrontation comme ça entre différents acteurs, tu as forcément une liste noire qu'elle soit formalisée, écrite ou qu'elle ne soit pas formalisée. Si dans un conflit, tu as des gens en face qui sont plus dans, plus opposé à toi qu'à d'autres, tu vas les avoir dans la tête. Donc que tu écrives vraiment sur la liste noire ou tu le penses... de toutes manières le mec qui est en face de toi qui prend plus la parole en AG se retrouve sur une liste noire qu'elle soit mentale ou écrite. ça change pas grand-chose au final.
- **Et du coup dans mon précédent entretien, une journaliste m'a dit que la CGT c'était... qu'il n'y a pas beaucoup de journalistes à la CGT ?**
- Nan...
- **Mais par contre ils ont été hyper présent pendant la deuxième grève, après je sais pas si c'était le cas dans la première ?**
- Ouais si, si. Ils ont été présents dans les deux grèves. Mais les syndicats qui été présent c'était. Euh... ce que je retiens c'est le perso surtout. En fait le truc spécial, tu sais les journalistes ont presque un tabou avec ça... c'est comme si... comment est ce que je pourrais dire ça...
- **Est ce que tu préfères qu'on n'enregistre pas ?**
- Si, si enregistre. Ça me dérange pas. Nous c'est la SDJ qui était là à la base. Alors il y a eu deux cas de figures différents. Il y a eu la première grèves c'était de mémoire plus les syndicats et la deuxième c'était clairement plus la SDJ parce qu'on était plus sur des questions éditoriales. Les deux grèves sont différentes à ce niveau là. La première c'était 50 personnes qui était là, même plus que ça, c'était entre 50 et 70 en tout. Certaines qui était là depuis plusieurs années, depuis 4, 5, 6 ans, 7 ans même je crois y a eu. Qui était la régulièrement avec des contrats de saisons que la direction a voulu jarté du jour au lendemain en disant c'est des contrats de saison, c'est pas renouvelé. Sauf qu'on sait tous tu vois que devant n'importe quel tribunal, on t'explique « cette personne la a bossé régulièrement pendant des années, et bah c'est pas un contrat de saison, c'est un CDI. Et c'est requalifié ». Tu sais que c'est illégal déjà à la base. Voilà. Donc ils ont voulu dégager tout ce petit monde euh... sans rien. Donc c'était économique donc c'est les syndicats qui ont commencé. Ensuite la SDJ était présente, clairement. Voilà. La deuxième grève c'était éditorial. C'est-à-dire que c'est parti de cette aberration absolue de vouloir mettre en vitrine quelqu'un qui était aussi sérieusement mis en cause pour des choses aussi grave. C'était éditorial. Voilà. Pour le nommer on parlait de... enfin. On savait que Jean-Marc Morandini était un projet de la direction. Ce qui ne plaisait pas forcément à tout le monde, mais c'est pas les journalistes qui décident qui travail sur antenne donc voilà. Mais il se trouve qu'entre temps, le monsieur, il est mis en examen pour corruption de mineur aggravée, ce qui n'est pas rien. Avec des témoignage dans la presse qui sont horribles, accablants. On sait pas si ils sont vrais, mais en tout cas c'est la pire vitrine qui soit. Que ce soit vrai ou pas, c'est la pire vitrine qui soit. tout comme on imaginerait pas nommer un ministre de l'économie qui est mis en cause pour homicide... je fais pas de comparaison entre les deux, mais on imagine pas un truc comme ça. Même s'il est innocent, tu peux pas prendre un tel risque. Tu n'imagines pas le,

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

même pour parler d'une entreprise privée, parce que le journalisme ça reste une entreprise privée, tu n'imagines pas Peugeot nommer un... Nommer un PDG qui est soupçonné d'avoir financé le djihadisme en Syrie. Enfin, je fais pas de comparaison entre les deux, mais, même s'il y a des soupçons, même s'il y a des présomptions d'innocence, tu sais que ça va être une vitrine. Tu ne peux pas te permettre d'avoir cette vitrine. Un tel soupçon sur cette vitrine. La en plus c'était... quand l'affaire à éclatée, y avait d'autres médias qui ont choisi de garder Morandini, parce qu'il était en effet présumé innocent, et il l'est peut être et j'espère qu'il l'est. Mais face à ce soupçon qui était sérieux parce qu'il y a eu 48 heures de garde à vue, contrôle judiciaire, donc tu sais qu'il y a des vrais soupçons, face à ce soupçon ils l'ont mis en retrait de l'antenne, c'est à dire pas en vitrine. Tu es présumé innocent, tu travailles avec nous, mais on va pas te mettre en devanture parce que effectivement c'est un peu compliqué pour l'image du groupe. La on proposait d'avoir en recrue vedette quelqu'un qui faisait la une avec des témoignages absolument sordides, peut être faux, mais voilà. C'était un problème économique, enfin pour la vitrine de la chaîne, c'est aussi un problème pour les journalistes. Parce que par exemple, l'été d'avant j'essayais de caler un reportage autour de prêtres pédophiles tu vois... est de que tu imagines caler ce reportage en disant «voilà vous avez été victime d'abus pendant... Bonjour je travaille pour iTélé... - ah ouais la chaîne qui... ok merci en revoir.» nan. Impossible. Il y a un problème de crédibilité ensuite. Et c'est nous qui prenons ça sur euh... dans la gueule. Nan, mais clairement. Même sur des thèmes qui sont pas la pédophilie. On sait que les journalistes sont détestés. Tu trouves à bosser pour la chaîne qui met en vitrine quelqu'un qui est soupçonné de pédophilie ou de chose comme ça... tu te fais, tu te prends dans la gueule, au mieux verbalement, même sur les manifestations, des choses comme ça tout le monde te le fait remarquer. Au pire physiquement. Donc c'était deux grèves différentes. La première c'était économique surtout économique. Même si il y a un énorme malaise éditorial avec la direction. C'est parti d'un problème économique. La deuxième c'était éditorial. La deuxième c'était la SDJ.

- **Et le SDJ on peut pas considérer ça comme un syndicat ? c'est plus une association vraiment ?**
- Euh... nan c'est pas un syndicat, c'est une société des journalistes. Je pense pas que ce soit un syndicat. Ça n'a pas... d'ailleurs à chaque fois que des questions économiques étaient en cause ou sont en causes, la SDJ n'est pas censé intervenir. Parce qu'ils savent pas dire si telle personne doit avoir des indemnités ou être mieux payée. Ce qui est un vrai problème bien sûr. la SDJ va avoir des sympathies c'est sûr, elle va dire «on peut pas traiter ce journaliste comme ça». mais c'est pas à elle de mener des négociations, c'est aux syndicats de faire ça. La SDJ sont champ de compétence c'est l'éditorial.
- **Tout ce qui touche à la déontologie j'imagine ?**
- Déontologie euh, déontologie éditoriale. Voilà. Et du coup la première pour le coup c'était vraiment syndical ouais. Bien sûr la SDJ était dans la partie, mais c'est pas elle qui tenait le drapeau on va dire.
- **Et la première grève c'était quel syndicat qui prenait les devants ?**
- Moi je me rappelle beaucoup de la CGT, je me rappelle beaucoup, je me rappelle de +Libres énormément. Alors euh, syndicat maison, avec notamment une femme, qui elle, Françoise Feuillye, c'est elle qui a tout... elle était présente du matin jusqu'au soir. Dans les deux grèves. C'était notre mascotte. Donc voilà je pense surtout à elle et la CGT.

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- **Ce sont les syndicats majoritaires ?**
- Je sais pas. +Libres est peut être majoritaire. FF a été...
- **Elle a un poste au sein d'iTélé ?**
- Nan syndicat de Canal. Elle était la à toute les négociations. C'est elle qui connaît tout. Elle était archi présente. On était beaucoup à se demander comment elle tenait même.
- **Du coup, moi quand je réfléchis à une grève de journalistes, je me dis que la médiatisation de la grève ça doit être facile finalement, mais est ce que c'est quelque chose que l'on peut parler ? parce que y a tout un environnement compliqué autour de ça.**
- C'est une arme c'est évident. Y a un exemple très parlant, c'est les centres d'appels de Canal + qui a été visé par un plan social. Pour le coût y a eu énormément de suppression de poste, beaucoup plus qu'à iTélé. Et pourtant à iTélé y en eu pas mal. Y a eu une centaine de personnes qui sont partis. Mais eux c'était plus 300 postes je crois... Tu en entendu parler ?
- **Non**
- Voilà... absolument pas. Alors qu'y a eu des histoires humaines et professionnelles peut-être encore plus fortes que ce qui s'est passé à iTélé. Mais c'était pas des journalistes. C'était pas pour des questions éditoriales. Tu pouvais pas vendre ça comme étant des journalistes face à Bolloré et Morandini donc la sauce médiatique n'a pas pris. Les Jours ont fait une série d'obsession sur le groupe Bolloré. Ils en ont parlé. Très très bien. Mais ce sont à peu près les seuls.
- **C'est vrai qu'ils produisent quelque chose de très intéressant...**
- D'hyper intéressant. Jette un coup d'œil sur ce qu'ils ont fait sur ce conflit et tu vois la différence de traitement entre les deux et tu vois clairement que le journaliste peut actionner une arme beaucoup plus facilement que d'autres dans les entreprises.
- **Mais en temps vous avez un peu une épée de Damoclès, chaque fois que vous... c'est un peu ce qui se passe avec Aude Lancelin finalement. C'est tabou. Il faut pas dire parce que y a toujours peur de la représailles...**
- Ouais... mais ça c'est vrai dans toutes les boîtes.
- **Mais je sais pas, j'ai l'impression que vue que du coup en haut de l'échelle du journalisme, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'entre-soi ? j'ai l'impression que c'est un maillage vraiment serré et ça fait garder le silence à ceux qui sont en-dessous.**
- Comme dans toutes les boîtes. Mais c'est... encore une fois les deux grèves sont différentes. L'été, quatre jours de grève ce qui nous paraissait énorme parce que c'est extrêmement rare en fait. Pour le coup elle était vraiment spécifique. parce que ça correspondait à une grève entre

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

guillemet plus classique parce que c'était des revendications sociales. C'était des gens qui étaient depuis longtemps qu'on virait du jour au lendemain comme ça. (claquement de doigt). Donc notre demande était sociale, c'était aussi éditorial un petit peu, mais la base c'était sociale, économique tu vois. Là si on avait pu faire un décompte du nombre de grévistes... le fait de faire grève est très social. C'est-à-dire que globalement, plus tu montais dans la hiérarchie sociale des journalistes, moins tu avais de grévistes. Y en avait quelques-uns. Il y avait un truc quasi pyramidal. Tu allais tout en haut tu avais quelques, très peu de rédacteurs en chef grévistes, présentateurs un peu plus, mais pas beaucoup non plus. Tu descendais, etc. et aux reportages, tu en avais beaucoup plus, au desk tu en avais beaucoup plus aussi. Tu vois, plus tu vas à la base du métier, plus tu vas bas entre guillemet dans la hiérarchie sociale, plus tu avais de grévistes. Ce que tu retrouves dans pas mal de boîtes à mon avis. Les cadres, déjà ils ont plus à perdre, ils sont peut-être... il y a un facteur psychologiques, je pense qu'ils sont peut-être plus proche de la direction. Ils sont habitués à prendre un café. Quelqu'un que tu connais, tu sais aussi que le type qui doit imposer une décision dégueulasse n'est pas un mauvais bougre au final. Tu te rappelles qu'il est sympa, il fait des blagues à déjeuner. Donc t'es moins tranchés dans ton esprit. C'est normal, c'est humain. euh... donc c'était plus t'arriver à la base des journalistes plus t'avais de grévistes.

- **Donc pour la deuxième on est sur quelque chose de différent alors ?**
- Pour la deuxième, c'est complètement différent parce que c'était éditoriale et tout le monde avait vraiment en tête qu'ils défendaient notre métier tu vois. Et que personne a jamais demandé d'argent. Dans la deuxième grève ça a été la réponse de la direction. Ça a été de dire « OK ça va pas. Vous voulez combien, on sort le carnet de chèque ». tu vois. Mais personne n'a demandé d'argent jusque-là fin. Et peut être une semaine avant la fin on a dit « OK puisque vous voulez vraiment qu'on parte ». Mais ça a jamais été la revendication de base. La revendication de la deuxième grève c'était euh... c'est parti du déclencheur Morandini euh... reprend dans mes propos vraiment ce que je dis tout à l'heure, c'est pas un problème avec la personne, que le mec est présumé innocent, qu'il l'est peut être, et je l'espère tu vois. Et que tu peux pas mettre en vitrine quelqu'un qui est soupçonné aussi sérieusement de quelque chose d'aussi grave. C'est un drapeau avec lequel on ne peut pas faire notre métier. C'est ça. Ça a été le déclencheur, mais nos revendications ensuite c'était des revendications éditoriales avec d'abord le fait que le directeur de la rédaction ne soit pas le directeur de la publication. Donc que la personne qui gère le business, ne soit pas la personne qui gère les reportages. Parce que ça fait des conflits d'intérêt. y avait des revendications d'indépendance. Parce qu'on voulait pas de l'intervention du directeur de la chaîne dans les contenus des reportages ou dans l'orientation des reportages. Euh... et la revendication ensuite d'avoir une mise en retrait, à l'antenne de Morandini, tant qu'il y avait ces soupçons qui pesait. De l'antenne encore une fois. Il s'agit pas de virer une personne qui est présumé innocente, mais il s'agissait de pas la mettre en vitrine en disant « iTélé c'est ça ». ce qui était aussi ce qui se préparait. Avec aussi un mec aussi soupçonné aussi sérieusement de choses aussi grave.
- **c'est ce qui s'est passé finalement ?**
- c'est ce qui s'est passé oui.
- **C'est lui qui porte un peu le drapeau Cnews...**
- Oui et c'est sur que tu aboutis à une forme d'injustice peut être que le type est complètement innocent, qu'il a rien fait et que c'est dégueulasse pour lui, c'est ce qui arrive avec des politiques aussi. Des politiques mis en examen, il est retiré. Il est innocenté plus tard, bah c'est

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

dégueulasse pare que tu as fait perdre un poste à quelqu'un qui le méritait pas. Mais tu peux pas avoir ce soupçon là. Mais la encore une fois ça dépend de l'individu aussi. C'est-à-dire que même si tu es mis en examen, tu peux très bien t'en sortir sans rien finalement, sans même être taché. Mais tant qu'il y a ce soupçon tu ne peux pas mettre en vitrine quelqu'un. Tu peux le faire travailler, mais tu peux pas le mettre en vitrine. Encore une fois voilà. il viendrait à l'esprit d'aucune grande entreprise de nommer en grand pompe un PDG qui est mis en examen extrêmement grave. Personne le ferait. Tu peux pas le mettre en vitrine. La pour un métier d'image en plus c'est encore moins possible. Tu peux pas faire ça.

- **Alors vous avez fait une lettre au CSA aussi. Parce que c'est vrai que du coup si ça touche à la déontologie c'est un peu lui qui est censé avoir le marteau. Qu'est ce qui s'est passé ?**
- (bruit de bouche signifiant « rien »)
- **Tu sais pas ?**
- (Il fait une moue et lève les yeux au ciel) Le CSA, j'ai pas l'impression que ça les ai ému plus que ça...
- **parce que justement Bolloré a dû à un moment proposer le changement de nom de iTélé en Cnews à ce même CSA. Du coup ces deux choses la étaient dans les tuyaux finalement.**
- Pour le dire de manière diplomatique on a pas eu l'impression que le CSA soit particulièrement ému que des journalistes fassent grèves pendant trois semaines pour des questions éditoriales, ni que la direction d'une chaîne d'information de la TNT mette en vitrine quelqu'un qui soit mis en examen pour corruption de mineur. J'ai pas l'impression que ça ai traumatisé... après c'est une impression... enfin si, certainement il s'est joué quelque chose en sous-main. Bon en tout cas, pas entendu quoi, pas vue.
- **et sinon tu étais à iTélé depuis combien de temps ?**
- depuis 15 ans
- **Donc quasiment le début de la chaîne au final ?**
- un an après, 16 ans.
- **et avant tu faisais quoi ?**
- avant moi j'ai eu licence de droit, maîtrise de sciences politiques, stage à iTélé, stage à la *Dépêche du Midi* page quartier et stage à iTélé et iTélé quoi. Je suis un bébé iTélé.
- **Comme beaucoup en fait de ce que j'ai compris.**

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Comme certains, ouais pas mal ouais.
- **Mais tu es pas de Paris à la base ?**
- Si, si. J'ai juste passé un an à Toulouse.
- **Tu es d'où à Paris ?**
- Euh... Paris. voilà
- **OK**
- Sur les trucs qui peuvent t'intéresser aussi... (Silence) c'est sur que la première grève encore une fois, elle est économique, tu mets pas dehors des gens qui sont là depuis 6-7 ans, sans rien. (silence) et c'est sur, ça s'est greffé à un terreau qui était très compliqué. En terme de relation avec la direction. Les journalistes et la direction... c'était un premier contact extrêmement compliqué. C'est sur que ça participe. Avec une réaction très (...) de la direction.
- **À la première grève ?**
- Ouais aux deux en fait.
- **C'était le même jeu de la part de la direction dans la première et dans la deuxième grève ?**
- Euh.... (silence) Comment est ce que je peux dire ça... C'était euh... Alors non c'était pas la même chose parce que déjà factuellement la première grève a été réglé au bout de 4 jours.
- **Ça a été réglé ?**
- Ça a été réglé, ils sont partis dans des conditions propres, loyales. La direction a assez vite accédé à une bonne partie des revendications, pas à toutes, mais à une partie sérieuse tu vois. En proposant des conditions de départ satisfaisantes aux personnes et puis ça a été vite réglé, s'engageant sur l'éditorial pour la suite. À partir de là personne n'était gréviste professionnel, personne n'avait envie de faire grève. Donc ça a pu se régler, ça s'est arrêté quoi. Tu vois la deuxième au bout de 31 jours ça s'est arrêté parce qu'il y a eu certaines garanties assez légères éditoriales et puis une grève c'est un marathon, c'est épuisant, on avait tous une tête de cadavre.
- **Qu'est ce qui était le plus épuisant en fait ?**
- Psychologiquement. C'est paradoxal parce que tu travailles pas, mais nerveusement, c'est épuisant. Epuisant. Epuisant. Il faut passer énormément de temps dessus aussi à l'organiser cette grève. C'est un truc, et puis ça te quitte pas quoi. Tu quittes le travail... enfin, tu quittes la grève vers 18 h 19 h, ça reste avec toi quoi. T'es encore en grève, tu sais que t'es encore en grève. Et puis c'est incertain parce que tu sais pas de quoi... enfin ce qui arrivera ensuite. Tu

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

sais pas si tu vas rester, tu sais pas si tu vas partir, tu sais pas si il faut... tu sais pas si dans deux semaines tu es à Pole Emploi. Mais nerveusement c'est épuisant. Mais je pense que tous les grévistes, tous ceux qui ont fait grève en France diront la même chose. C'est paradoxal parce que tu travailles pas, mais c'est épuisant.

- **Tu avais déjà fait des grèves ou des manifs...**
- Naaan, enfin ouais manifestation en tant qu'étudiant, grève à la fac ça m'est arrivé. Mais voilà c'est pas...
- **Du coup tu étais à Sciences Po Paris ?**
- Nan, nan, nan j'étais en Droit, à la fac. Mais j'étais pas... je suis même pas sur d'avoir fait grève avant. Des manifs oui ça m'est arrivé.
- **Mais tu as jamais été vraiment engagé en tant qu'étudiant par exemple ?**
- Bah... Nan... j'ai fait des manifs ouais. Des manifs. Qu'est ce que je pourrait te raconter d'autres.
- **Tu me dis si tu veux à un moment que je coupe, qu'on discute en off.**
- Nan, nan, nan pas de soucis. Je pense que ce qu'il faut dire, ce qui est intéressant c'est que c'est vraiment pas une population gréviste les journalistes parce que c'est, contrairement à ce que beaucoup de personnes croient, c'est une profession précarisée. (silence) tu te retrouves à avoir vraiment une armée de personnes qui est précarisée parce que y a pas de boulot déjà... donc y a l'argument qui marche partout dans l'économie, mais qui marche vraiment bien particulièrement chez les journalistes c'est « si ça va pas, t'as quinze personnes qui sont prêtes à faire ton travail, qui sont compétentes derrière. Si t'es pas content, tu (siffle). Tu es largement remplacé ». ca c'est gravé dans la tête de tous les journalistes. C'est la base. Ensuite, c'est précarisé dans le sens où c'est très flexible. Journaliste télé, chaîne info pour ce que j'ai connu que ça, c'est une armée de gens qui peuvent bosser le week-end. Moi je bossais un week-end sur deux, sans compensation salariale. Bien sur. c'est une armée de gens qui bosse avec des horaires décalés. Les matinales, sans prime d'ailleurs. Donc tu te lèves à 2 heures du matin. 4 ou 5 jours sur 7. Tu taffes de 3 heure à 9 heure. Ta vie c'est ça. Tu taffes jusque minuit. Tu taffes la nuit aussi. Ça m'arrive en ce moment. La j'ai 23 heure à 6 heure du mat'. Cette nuit j'ai fait ça.
- **Et tu fait quoi 23 heure — 6 heure ?**
- Présentation. Alors la c'est de la présentation euh... je vais pas me présenter comme un ouvrier tu vois, col bleu, prolétaire, parce que c'est pas le cas. Mais ça marche aussi pour les gens qui sont à la base. Le prix de la pige ça doit être très bas. Et maintenant dans pas mal de médias, t'as des journalistes qui sont payés tarif femme de ménage. Ce qui est euh... j'ai tout le respect du monde pour les femmes de ménages mais euh tu as un niveau d'étude chez les journalistes qui fait que en général tu as des compétences intellectuelles particulières, normalement, le salaire suit etc. la tu as des gens qui se retrouve à être compétent, bac +4, bac +5, qui sont bons, reconnus comme étant bons, qui sont dans des boites depuis deux, trois,

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

quatre ans et qui sont encore des putains de pigistes. Qui travaillent au jour le jour. Tu vois, avec aucune garantie. Ça peut s'arrêter du jour au lendemain. Qui accepte, qui disent amen sur le fait de bosser de 5 heures du mat' à midi sans prime. Ce qui est un travail compliqué. Et quand je dis 5 du mat' – midi, ça peut être 3-9 qui si il faut aller sur un reportage, ça peut faire du 3-14 aussi hein. Parce que quand t'es journaliste souvent tu ne lâches pas un sujet qui est en cours. Donc tu ne pars pas parce que c'est terminé. Donc en fait tu as les contraintes d'un cadre sans les avantages sociaux d'un cadre. Tu vois. Tu as pas vraiment d'horaire. Par contre tu es payé sur des horaires précis. Et payés encore une fois, ça arrive que beaucoup de gens, talentueux, compétents, reconnus, qui se retrouvent à bosser avec des tarifs-femme-de-ménage. Donc c'est précarisé. Parce que voilà, encore une fois tu sais que... C'est un métier de passion aussi tu vois. C'est ancré dans la tête des journalistes que tu vas aller faire un reportage de guerre bah t'as pas forcément de prime. Mais c'est pas grave parce que tu fais pas pour la prime. Tu fais parce que t'aimes ton métier. C'est un métier à la base que tout le monde rêve de faire parce que tu... moi, je sais pas si le conflit serait aller aussi loin si ils étaient pas si passionné quoi tu vois. Tu as très peu de journalistes qui rêve d'être journalistes pour être présentateur parce que ça va être starisé. Ils le font à la base parce qu'il y a un engagement. Ensuite avec le temps tu perds un peu cette idée d'engagement de vouloir raconter le monde, raconter les choses. C'est un métier de passion. quasiment personne ne rentre dedans pour l'argent. Du coup c'est précarisé, y a pas beaucoup de place, c'est un marché saturé, c'est pas une population qui a pas des revendications sociales.

- **Qui a pas de revendications ?**

- y a pas de revendications chez les journalistes. Très peu. Y a très peu de syndicats de journalistes.

- **J'imagine qu'il n'y a pas une culture syndicale déjà chez les journalistes.**

- Tu as pas de culture syndicale, tu as une armée de gens qui trouve tout à fait normal de bosser en horaire de nuit sans avoir quelconque prime, de devoir être joignable en permanence au téléphone perso ou professionnel sans que ça s'appelle une astreinte. Euh... de faire des dépassements d'horaire, au lieu de bosser 40 heures par semaine de bosser 60 parce que tu es en missions, bah voilà tu as la chance, c'est une chance, c'est un privilège, mais n'empêche que tu couvres un événement, tu peux te retrouver à le couvrir la semaine de 6 heures à 23 heures d'en le meilleur des cas souvent tu auras une récup'. Mais les gens souvent trouvent ça normal et n'exigent pas autre chose parce que y a aussi ce côté passionnel. « j'ai envie de faire ça ». y a pas de revendication, très peu de revendications sociales, et le réflexe de la grève il est quasiment inexistant. La première grève, au début les syndicats disaient « au mieux on aura un débrayage de quelques heures, faut pas s'attendre à plus ». et puis c'est monté, et puis tu votes un jour de grève, et puis te rends compte que c'est légitime et puis pareil pour la deuxième grève, on avait compris que c'était possible de faire grève. On avait compris que c'était, qu'on avait le droit que c'était possible et légitime. On savait comment faire, les syndicats, enfin certains d'entre eux pensaient qu'on partait sur une journée de grève. Tu vois. Parce que les gens n'oseraient pas aller au delà, sans parler de la réponse de la direction. Parce que les gens ne pourraient pas aller au delà. Tu vois. Sauf que de fil en aiguille tu te rends compte de la... tu te rends compte que c'est légitime, tu te rends compte de la violence qui nous a été faite et tu te retrouves à poursuivre ce bras de fer dans lequel tu t'es engagé quoi.

- **C'est quoi comme violence ?**

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Bah la violence des décisions de la direction. Déjà je te dis mettre en vitrine, je te ressors l'expression toute faite parce que c'est celle qui colle le mieux pour moi, quelqu'un soupçonné aussi sérieusement de quelque chose d'aussi grave, c'est une violence. C'était une violence pour notre métier. Et puis ensuite tout un tas de violence sur lesquelles je vais pas m'étendre, mais euh... dans la réponse qui était faite au mouvement, voilà qui était vraiment violente. Je vais pas rentrer dans le détail, mais c'était psychologiquement compliqué quoi. Tous les grévistes, je crois on est tous assez fier qu'il n'y ait pas eu de débordements.

- **Ouais ?**

- Ouais (en exagérant l'articulation).

- **C'était vraiment tendu ?**

- C'était très, très tendu. C'était très tendu. Mais euh... on est très content qu'il n'y ait pas eu débordement dans un sens comme dans l'autre. C'est à dire que y a des gens qui auraient pus... y a pas eu de débordement de la part des grévistes tu vois. On s'en prend pas au matériel ou autre chose... ce qui est normal, mais c'est vraiment bien que ce se soit pas produit parce que c'était très tendu. Et dans le sens inverse qu'il n'y ait pas des gens qui ait vraiment craqués quoi. Voilà, moi j'ai connu des, au moins un ou quelques salariés qui... pour qui iTélé représentait quelque chose de très important dans leur vie, parce que c'était une grosse partie de leur vie. on est tous content qu'il se soit pas retrouvé hospitalisé euh... parce que c'est très, très violent une grève hein.

- **J'imagine que avant la première grève, c'était pas pensable de faire ça. C'était un tabou plus qu'un impensé ?**

- Mais tu fais pas grève. Quand tu es journaliste tu fais pas grève. Il n'y en a pas des grèves chez les journalistes.

- **Pourquoi c'est tabou ?**

- Y en a eu à France soir tu vois. Voilà. mais c'est... ensuite dans le service public. Radio France peut faire grève. D'ailleurs le grévistes d'iTélé ont battu le record de Radio France. Du coup les grévistes d'iTélé ont le record de grève dans un médias depuis l'ORTF en 68. C'était pas le but hein. C'est pas forcément glorieux, mais ça en dit long sur la violence du truc.

- **c'est pas glorieux ?**

- c'est pas glorieux, mais ça en dit long sur la violence.

- **Pourquoi c'est pas glorieux ?**

- Parce que c'est pas le but, c'est pas une fierté d'avoir fait grève aussi longtemps.

- **Bien sur mais ça ne montre pas que c'est une profession qui veut se battre aussi ?**

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Oui, je veux dire, c'est ni glorieux, ni pas glorieux. C'était nécessaire. C'est pas une fierté d'avoir fait ça autant de jour. Mais voilà y a pas de grève, parce que y a pas la culture. C'est aussi très individualiste les journalistes. Tu le vois dans... même sans parler de grève, à l'époque, au début d'iTélé, moi je voyais la différence. Je veux dire, tu touchais à un acquis social de technicien, t'expliquais aux techniciens que maintenant il allait travailler une heure de plus, et bah ça se paye. Sinon c'est du bénévolat. C'est vrai que c'est pas indécent de dire ça. Je travaille une heure de plus, tu me grilles ma pause déjeunée, etc. très bien. Néanmoins, moi je travaille pour de l'argent. C'est ça, ça fonctionne comme ça. Le journaliste il fonctionne pas comme ça. Je me rappelle à iTélé par exemple. À l'époque, avant, quand c'était l'autre direction, tu avances l'heure de la matinale, tu dis que le 4-10 va devenir le 3-9 ou 3-10 par exemple, ce qui est une pénibilité en plus. Quand tu dois mettre le réveil à 2 heure du mat' ou à 3 heure du mat', ça change beaucoup de choses. Tu as un petit mouvement pour dire « ah euh s'il te plaît patron, aller patron, franchement on travaille, la concurrence y a des primes quand on travaille en matinale — ouais, mais la nan. — bon bah OK on le fait ».
- **parce que du coup tu disais que c'était assez individualiste, c'est parce que en fait, c'est pas un truc du quel vous parlez entre journaliste en général ou... ?**
- On en parle, y a des négociations, mais c'est une profession où... je pense que tous les patrons ou DRH ne peuvent pas... jouer autant dans les boîtes privées sur la flexibilité des horaires. Clairement. Je pense, c'est mon avis, je me trompe peut-être. Je veux dire voilà. moi pour l'avoir connu, il s'agit pas de la dernière direction, mais d'une direction avant. Sans critiquer, mais factuellement tu peux faire passer la matinale de 3 heure à 2 heure sans qu'il n'y ait aucune compensation. Et c'est un exemple soft hein.
- **Ce qui est intéressant la c'est que tu me dis que c'est un métier très précaire, mais assez intellectuel finalement, mais que finalement y a très peu de revendications économique.**
- Y a des gens qui négocient leur salaire. Comme dans n'importe qu'elle boîte. Je pense la aussi moins que dans d'autres métiers, mais les gens négocient leur salaire. Les revendications collectives c'est autre chose. Ensuite ça dépend des boîtes. Je suis persuadé que tu vas dans les boîtes publics, les syndicats c'est autre chose. Ils sont beaucoup plus forts. Ils sont moins libéraux et souple, sans jugement de valeurs. Et euh c'est autre chose.
- **Qu'est ce qui te fait dire qu'il y a beaucoup moins ce côté collectif en fait dans le journalisme privée ? c'est pas la concurrence un peu ?**
- Si, C'est un ensemble de chose. C'est un métier passionnel souvent, la concurrence, euh...
- **Parce que c'est paradoxal quand on y pense de dire que c'est un métier où tout le monde vient des mêmes écoles et pratique l'entre soi et en même temps qu'il n'y ait pas cet esprit collectif.**
- Ouais, mais c'est un énorme paradoxe. Les journalistes sont perçu comme étant des profiteurs qui veulent désinformer et ensuite il y a mille questions légitime sur la façon dont les journalistes font leur métier. Moi je suis le premier à le penser. Et il y a sûrement beaucoup de choses à corriger, vraiment beaucoup. Mais sur le côté opportuniste, c'est des faux procès.

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

Parce que tu as, moi je me suis pris une grenade de désencerclement lors des manifs de la loi travail par exemple tu vois. Ce qui n'est pas un fait de guerre.

- **Un peu quand même, c'est une grenade.**

- Nan, nan j'ai boité pendant deux jour et ensuite ça allait. T'as une armée de gens qui ont été faire ces manifs loi travail, dont le but est de se rapprocher le plus possibles des gaz lacrymo et des grenades de désencerclements pour pouvoir raconter ce qui se passe par ce que c'est nécessaire. Alors que le prix de la pige est à 120-140 euros brut quoi... pour 10 heure de taf dans une journée et pour un contrat de travail d'une journée.

- **Avec des vrais prises de risque du coup.**

- Avec des vrais... bon après c'est pas du reportage du guerre. Tu te prends à minima des lacrymos et voilà. c'est un métier semi-risqué de toute manière. Déjà c'est une profession détestée. Tu vas dans des quartiers, tu te points avec un joli micro BFM dans les quartier sensibles, dans les quartiers chauds, tu as une prise de risque. J'étais au bataclan le soir de l'assaut.

- **En tant que journaliste ?**

- Oui, oui, oui. Tout le monde à envie d'aller prêt. T'as un mouvement inverse. Souvent c'est une profession où les gens veulent se rapprocher quand d'autres veulent s'en éloigner. Tu vois. Quand il se passe le Bataclan, tout Paris veut rentrer chez soit et fermer la porte avec le verrou et c'est normal. Moi tu me mets en civil c'est ce que j'ai envie de faire, j'ai peur. La race des journalistes et des reporter, c'est une race qui veut s'approcher du truc le plus possible. Voire même contourner les barrages des flics pour s'en rapprocher. Une profession plus classique, un métier avec moins d'engagement si on te demande de changer tes heures de matinale soit tes cadre set tu acceptes soit tu es femme de ménage et tu dis « t'es mignon, mais il faut que je gagne un peu plus ». mais c'est un métier où t'as pas le réflexe de demander des indemnités parce que ça te plait. Tu as choisis de faire ce métier par passion.

ENTRETIEN AVEC LA SYNDICALISTE +LIBRES

Présentation de l'enquêtée :

- **Pouvez vous vous présenter pour commencer ?**

- alors moi je suis chez Canal+ depuis 18 ans. je suis responsable éditorial documentaire. Donc voilà mon univers. Sur la chaîne Canal+. Je suis rentré dans l'entreprise en 2000 j'étais une salariée, on va dire lambda. Y a eu les événements de 2002 avec Jean Marie Messier, avec le limogeage de Pierre Lescure donc qui était à l'époque, qui a quand même pas mal bouleversé l'entreprise. Et à cette époque là en fait on s'est beaucoup mobilisé autour de ça et notamment on avait créé une association avec Bruno Gassiot, Paul Morera, enfin un petit peu toute les figures de l'antenne. Sachant qu'on ne savait pas du tout ce que les chaînes allaient devenir et donc on était à se mobiliser autour de ça. Donc on a, ça a commencé par une association, qui s'appelait l'Assos. Bon et il se trouve que deux mois après le limogeage de Pierre Lescure, Jean-Marie Messier a été délogé de Vivendi. Donc les choses derrière ce sont, enfin, on a retrouvé une certaine stabilité assez rapidement parce que en fait c'est JMM qui cristallisait un petit peu toute la colère par rapport à la situation. Et puis dans la foulée de ça, parallèlement à ça, moi j'ai rencontré Laurent D'Auria qui lui avait à peu près je crois, ça c'était en 2001, il avait créé un syndicat autonome qui s'appelle +Libres. Parce que lui déjà à l'époque il avait un peu le sentiment que le vent tournait enfin il voyait bien qu'il y avait des choses qui se passaient et que en terme de représentativité il y avait donc CFDT, FO, CGC, enfin bon les syndicats historiques qui faut dire ce qui est, pendant des années on a pas eu beaucoup de fils à retordre parce que l'entreprise était une entreprise plutôt prospère, où les salariés étaient plutôt épanouis. Enfin il s'est passé plein de choses donc y avait pas vraiment de sujet syndicaux si ce n'est sur tout l'aspect plateau, technique, etc. donc en fait, Laurent D'Auria qui avait créé ce syndicat bon c'est vrai que pendant toute la période, c'est à dire que l'année qui a suivie le limogeage de Pierre Lescure, dans la foulée y a eu un plan social donc début 2003. Et en plein milieu de ce plan social, des élections professionnelles. Et Laurent m'a dit « je vais présenter des listes de toute façon, des candidats +Libres ». et comme on était assez proche finalement d'une certaine idée de faire de la télé disons. On s'est rapproché et puis effectivement on s'est dit nous l'Assos c'était bien, c'était fédérateur, y a plein de gens qui ont adhéré, mais on pouvait rien en faire. Une association elle a pas de représentativité au sein des instances, enfin bon. On pouvait pas assister au comité d'entreprise. On avait été légitimé, mais pour autant on avait pas beaucoup de moyen d'action. Donc on s'est dit que c'était plus intéressant de rallier les rangs de +Libres. C'est ce qui s'est fait donc y a plusieurs personnes qui adhéraient à l'Assos qui se sont présentés en tant que délégués du personnel au comité d'entreprise. Et donc en 2003 on a gagné les élections. Haut la main. Je le dis parce qu'on était très content. Enfin voilà. les gens ont vu qu'on était assez actif et qu'on portait une parole qui faisait sens. Donc on est devenu syndicat majoritaire du jour au lendemain. Que des novices, à siéger au comité d'entreprise, dans les instances représentatives du personnel. Donc on a appris en marchant. Donc ça c'était le gros événement qui a fait que moi je me suis fait engager. Puis après y a eu le plan social début 2003. Il a fallu petit à petit reconstruire l'entreprise, déménagement. Donc voilà, y a eu quand même pendant quelques années, on va dire 5 ans, pas mal de sujet à traiter et puis petit à petit voilà. les choses sont rentrées plus ou moins dans l'ordre. Une fois qu' ??? à repris la tête de la chaîne. Enfin voilà, on a reconstitué un groupe, ça s'est redéployé. Donc on avait pendant toute cette période, notre actionnaire restait Vivendi. Mais une indépendance totale.

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

C'est-à-dire qu'en fait Vivendi ne se mêle pas de ce qui se passait dans cette entreprise, sachant que nous, le rôle de nos dirigeants c'était de remonter suffisamment de dividende pour que les actionnaires soit content. Donc voilà, l'idée c'était de se dire, du moment qu'on remonte le chiffre qu'il faut, après nous on fait ce qu'on veut chez nous. Et c'est vrai. Dans l'absolu on n'a pas eu de problèmes, pas d'intervention d'actionnaire sur l'activité du groupe Canal. Et puis euh... bah 2014 exactement donc VB prend la main sur Vivendi et devient président de Vivendi. Pendant un an il ne s'est pas passé grand-chose. C'est-à-dire qu'effectivement on se disait, est-ce que ça va générer des secousses chez nous. Rodolphe Belmer s'entend a priori bien avec lui donc qui était le patron de la chaîne, patron de Canal et normalement censé prendre la place de Bertrand Meheut le jour où Bertrand Meheut partirait à la retraite. Enfin bref tout ça est bouleversé parce que finalement, un an après l'arrivée de VB, les choses ont commencé à se crispier. Donc là on est en juin 2015. Rodolphe Belmer est limogé, Aria Aprikian qui s'occupait de toutes les émissions de flux est limogé. Début septembre 2015 une vingtaine de dirigeants qui sont délogés du jour au lendemain. Enfin voilà. tout d'un coup une reprise en main musclée de l'actionnaire et qui décide en plus de jouer un rôle opérationnel ce qui normalement, il n'a pas le droit de faire puisqu'il est président du conseil de surveillance, il n'est pas censé prendre des décisions opérationnelles au sein du groupe en fait. Donc bah il est là, il est très interventionniste. C'est là qu'il décide que le Grand Journal s'arrête, l'histoire de la censure du doc sur le crédit mutuel qui arrive à ce moment là. donc là on sent bien, entre juin 2015 et septembre-octobre 2015 que y a des choses qui sont entrain de se jouer. Il a décidé de vraiment prendre la main. Il met petit à petit tout ses hommes de confiance en place. L'année 2015 se passe, on arrive en 2016, et en fait, sur iTélé, fin mai 2015 il nomme Serge Nedjar à la tête d'iTélé. SN étant anciennement directeur général de Direct Matin le journal. Qui appartient à Bolloré. Donc là on se dit ça commence à... (Rire) voilà. il commence à bien mettre les choses en place. Un mois après l'arrivée de Serge Nedjar, première grève à iTélé, fin juin 2016 donc euh puisque SN décide de supprimer tous les CDU. Les CDU ce sont les CDD d'Usage. Qui sont essentiellement des journalistes qui travaillent à la pige sous forme de contrat CDU. Ce qui au passage est illégal. Enfin bon. Donc prétextant qu'ils allaient se mettre en conformité avec la loi, il décide de supprimer les 57 CDU quasiment 50 qui étaient en poste à iTélé. Donc ça a commencé par là. ça c'était fin juin avec donc une mobilisation déjà assez exceptionnelle puisque toute la rédaction s'est mobilisée autour de cette problématique puisque les postes qui allaient être supprimés c'était soit des JRI, soit des assistants d'édition, enfin bon. C'est-à-dire que tout d'un coup, décider de supprimer ces 50 postes ça mettait en péril l'antenne parce que ça voulait dire qu'il allait manquer des personnes pour faire fonctionner la rédaction.

- **Oui parce que du coup il y avait pas de compensation d'embauche derrière ?**
- Ah bah non. Donc y a eu la SDJ, donc la société des journalistes s'est réunie et ils ont décidé par solidarité avec les personnes, parce que c'était certes des CDU, mais des CDU qui étaient déjà depuis 4-5 ans voire 6 ans, donc des collaborateurs réguliers de la chaîne. Donc faisant partie de l'organe de rédaction. Y a eu cette mobilisation, y a une grève qui a duré 3 jours-et-demi ou 4 jours. Qui a eu le mérite de forcer la main de la rédaction, c'est-à-dire qu'en fait on a réussi à sauver... c'est-à-dire qu'il y a 10-12 personnes qui ont réussi à signer un CDI. Enfin ils ont quand même accepté le fait que ça allait tellement déstabiliser qu'il fallait quand même garder des personnes. Donc certains ont transformé leur contrat et d'autres se sont retrouvés sans délai de prévenance, sans boulot quoi. Donc on a réussi à négocier des indemnités de départs. C'est à dire de dire ou de considérer que ces collaborateurs étaient comme des CDI et que bon... donc c'est ce qui s'est fait tout début juillet. Des collaborateurs qui ont pris des indemnités puis qu'ils ont été chercher du boulot ailleurs, etc.
- **Et donc la volonté de la direction là, c'était de se remettre dans le droit ?**

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Nan. En toute franchise nan. Se remettre dans le droit c'était soit effectivement prendre les gens à la pige et non pas en CDU, soit les transformer en CDI, enfin bon. Y avait déjà une volonté de diminuer les couts. Parce que de toute façon il faut pas rêver, des chaînes d'info en équilibre, y en a quasiment pas. iTélé en l'occurrence, 18 ans d'existence et 18 ans de chaîne déficitaire. Mais porté par le groupe en fait. En plus y avait un contexte, y a avait l'arrivée de France info, y avait, je sais plus dans la chronologie, mais LCI qui devait passer aussi dans le gratuit. Canal s'est toujours battu contre ça et avait obtenu gain de cause. Enfin bon, y avait plein de choses qui changeait et c'était totalement absurde d'aller déstabiliser une rédaction à ce moment là. donc non y avait pas de volonté, mais bon SN qui est un bon p'tit soldat, il est arrivée, lui on lui dit qu'on doit réduire les cout. Bah réduire les couts on regarde ou est ce qu'on peut couper et en général c'est toujours les contrats précaires qui s'en prennent tout de suite... donc c'est ce qui s'est passé. Donc l'été s'est passé et au mois de septembre. Enfin avec l'affaire Morandini, à savoir effectivement... nan c'est ça. Morandini avait été annoncé avant l'été juste avant que le scandale éclate sur l'affaire Morandini. Donc au cœur de l'été l'inquiétude de la direction c'était de dire dans la mesure où il est mis en examen, même si y a présomption d'innocence, c'est un peu compliqué. Enfin nous on voudrais effectivement, on demande un retrait de l'antenne en attendant. Sachant qu'Europe 1 l'avait dégagé. Enfin voilà. tout le monde le retirait de l'antenne et nous on allait le chercher pour faire l'antenne. Cœur de l'été a priori «nan, nan il viendra pas». enfin bon. Je pense qu'ils font un peu trainer en longueur jusqu'un jour un communiqué où c'était «ne viendra pas sauf contordre». Puis jusqu'au jour ou tout d'un coup ils annoncent, la chaîne devait démarrer le 24 octobre et ils annoncent que Morandini sera dans la grille de la rentrée de sept... iTélé devait devenir Cnews. C'était soit disant le nouveau projet, le projet de Serge Nedjar c'était de transformer cette chaîne. De changer le non. Bon OK. Et donc ça a un peu commencé comme ça. C'est-à-dire que nous en tant qu'élus, en tant que représentant, on dit, mais c'est quoi ce nouveau projet ? qu'elle va être la charge de travail ? c'est-à-dire qu'effectivement il y avait un regard à la fois éditorial, aussi un regard, qu'elles étaient les conséquences de ce nouveau projet ? voilà. et la on a commencé à découvrir une direction, on va le dire, totalement incompétente. Enfin en tout cas incapable de dire, c'est à dire quand on leur parler de ligne éditoriale ils disaient «bah la ligne éditoriale, euh, ça va être une chaîne d'info». ouais enfin ça c'est pas une ligne éditoriale enfin, c'est-à-dire qu'on se rend compte qu'on a des interlocuteurs qui sont complètement à coté de la plaque, qui en fait, voilà, ils veulent gérer une chaîne d'info, mais surtout verrouiller l'info. C'est-à-dire qu'en fait... donc commençant effectivement à dire qu'il va y avoir plus de contenus sponsorisés... enfin l'idée étant que cette chaîne perde moins d'argent et en gagne plus, savoir partout où ils pouvaient gagner de l'argent. Donc des contenus sponsorisés, donc voilà, bref. Pas mal de choses qui, mis bout à bout, générant de l'inquiétude au sein de la rédaction, parce qu'en fait eux, plutôt attaché à faire leur métier de journaliste et ayant un peu peur de la dérive que des journaux se transforment en encart publicitaire. Donc une rédaction très vigilante, une SDJ très vigilante sur ces aspects là. et quand, effectivement y a eu l'annonce de l'arrivée à l'antenne de Morandini, automatiquement la SDJ s'est réunie. Nous en tant qu'élus, quand on a vu l'annonce on s'est dit «oula... mais qu'est ce que vient faire Morandini à l'antenne ?», enfin bon. Si c'est ça le projet de Cnews, bon c'est pas une urgence absolue. Et puis bah comme effectivement y avait une fin de non-recevoir, on s'est dit, la seule chose, enfin la SDJ, donc y a eu réunion de la SDJ, AG de la SDJ donc décidant de se mettre en grève et refusant que Morandini soit à l'antenne. La grève s'est décidé juste le... donc la chaîne devait démarrer le 24 octobre, Cnews devait démarrer le 24 octobre, mais bon compte tenu des circonstances, normalement la chaîne devait changer d'habillage de machin enfin bon, sauf que comme là la rédaction, enfin tout d'un coup était bloqué. Il y a vait toute une polémique autour de l'arrivée de Morandini et puis surtout ils décident de se mettre en grève à 3 jours du lancement de la chaîne.
- **Donc c'est la SDJ qui....**

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Donc c'est la SDJ qui à la base effectivement, nous c'était une situation assez particulière parce qu'effectivement, il y a eu une motion de défiance qui a été voté. On a suivi ça de très près parce que même si la SDJ est apolitique, enfin voilà, c'est une organisation qui n'est pas un syndicat. Nous on suivait ça de près parce que malgré tout nous c'est notre industrie, ça nous concerne tout autant. Et puis surtout essayer de leur apporter notre soutien en tant que représentant du personnel. Voir comment nous on pouvait éventuellement de notre côté essayer de mettre la pression. Euh... et puis donc en fait le mouvement à la base est parti de la SDJ. C'est la SDJ qui a fait voter, alors qui a fait voter pour savoir si on se mettait en grève. Donc y a eu un vote je crois le vendredi qui a précédé le lancement de Cnews et effectivement ils se sont mis en grève à partir du lundi matin je crois. Donc Morandini à quand même fait son émission le soir à 18 heures, nous on s'est rassemblé devant le bâtiment de la chaîne.

- **Mais pas dans la rédaction ?**

- Nan c'était à l'extérieur, on s'est tous retrouvé à l'extérieur, enfin tous, les journalistes, les grévistes. On est venu leur apporter notre soutien. Donc la grève à démarré le lundi, ça a continué le mardi, le mercredi, et bon la seule chose qu'il y avait en direct c'est l'émission de Morandini avec le succès qu'on lui connaît. La rigueur et le succès qu'on lui connaît. Et puis des discussions se sont enclenché avec la direction, mais qui était au début des discussions avec uniquement le président de la SDJ qui était Antoine Genton. Nous on assistait à toutes les AG, on avait demandé un CE extraordinaire pour parler de la situation. Bref les choses n'avançaient pas... 4 jours... donc ils se mettent en grève en demandant un certain nombre de revendications. Parmi les revendications donc en l'occurrence celle d'avoir un directeur général distinct du directeur de la rédaction. Ce qui est aujourd'hui la norme dans 99 % des médias que ce soit la presse écrite, radio, télé, enfin voilà. Y a toujours un dirigeant qui est indépendant du directeur de la rédaction donc la y a avait de fait, tout de suite, fin de non recevoir parce que Serge Nedjar voulait absolument être à la fois directeur de la rédaction et dir... parce que lui il comprenait pas parce que lui quand il était dans son journal il était à la fois directeur de la rédaction et directeur général du journal. Il comprenait pas pourquoi il fallait que ça se passe différemment ici. Donc ça, fin de non recevoir. L'établissement d'une charte éthique qui garantissait l'indépendance de la rédaction vis-à-vis de son actionnaire. Euh... donc un volet éditoriale et puis la mise en retrait de JM Morandini en attendant qu'on y voit plus clair dans sa mise en examen. Et puis très rapidement en fait, je crois que dans les jours qui ont suivi, la direction est arrivée avec un courrier en nous disant « bon on comprend que ça puisse vous poser des problèmes déontologique vis-à-vis des journaliste par rapport à Morandini, si vous voulez faire jouer votre clause de conscience, vous pouvez faire jouer votre clause de conscience ». sachant que de fait la clause de conscience ne s'appliquait pas. Puisqu'en fait pour faire jouer sa clause de conscience, il y a un certain nombre de critères. On était pas vraiment dans ce critère là et d'ailleurs la direction avait envoyé un courrier aux journalistes en disant « même si c'est en dehors du cadre légal, on vous autorise à faire jouer votre clause de conscience ». et donc là, c'est un peu la qu'on intervient. Quand on a eut le courrier on s'est dit « en dehors du cadre légal ? ça veut dire quoi ? c'est légal ou c'est pas légal ? si c'est légal c'est légal, si c'est pas légal ça veut dire derrière, qu'est ce que ça implique ? ». C'est-à-dire que si les gens qui on joué leur clause de conscience, derrière on leur dit... donc voilà. c'est là qu'on a commençait. Nous au Comité d'Entreprise on travail avec un avocat qui est spécialisé en droit social, droit du travail. Donc très rapidement en fait on s'en est emparé au sens où on s'est dit « voilà, il faut absolument regarder ça ». c'est à dire que là, on se retrouvait dans une situation où on voyait bien que la direction n'avait pas l'intention de lâcher, que eux, que pour eux, de lâcher sur quoi que ce soit, c'était, comme tout bras de fer j' imagine oui, comme tout bras de fer qui se met en place lors d'un conflit avec une direction — on est en plein dedans — les gens se mettent en grève, la direction ne veut pas lâcher parce qu'évidemment ça voudrait dire... enfin etc, etc. donc y a une espèce de posture où la direction dit « non, non ça c'est pas négociable ». mais très, très rapidement. C'est-à-dire autant

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

sur le volet éditorial ils ne voulaient absolument rien lâcher, très rapidement on sentait bien que sur l'aspect social, c'est-à-dire qu'ils étaient prêts à déjà proposer aux journalistes qui voulaient partir de partir en faisant jouer une clause de conscience, ça voulait dire « écoutez, si vous êtes pas content vous partez, c'est pas un problème, je comprend très bien, etc. ». Donc comme on a vu qu'il y avait ce petit bémol qui était le « en dehors du cadre légal », notre avocat a dit « bah nan effectivement ça peut pas fonctionner comme ça »...

- **Parce que là vous n'aviez toujours pas le projet éditorial de Cnews ?**
- Ah, mais nan, mais le projet éditorial de Cnews c'est... en fait, on le voit toujours pas. C'est-à-dire que nous on a eu de cesse et en septembre 2016 quand tout ça a commencé à dégénérer, ça faisait facilement déjà un an qu'on demandait, quel était le projet éditorial d'iTélé, avant même que ce soit Cnews. Parce qu'en septembre 2015, quand Bolloré est arrivé et qu'il a mis toute ça, les dirigeant d'iTélé, Cecilia Ragueneau et Laure Bezeau ont été délogés du jour au lendemain et il a mis en place un mec qui s'appelle Guillaume Zeller. Pareil une des ouailles, qui d'ailleurs vient de passer, si j'ai tout bien compris, qui était à l'époque sur Direct 8 repéré par l'abbé Grimaud, je savais pas si vous avez entendu parler de l'abbé Grimaud, enfin ça c'est une digression. Bref. Guillaume Zeller arrive et on se dit « très bien, OK. Qu'est ce que va faire Guillaume Zeller ? C'est quoi le projet de Guillaume Zeller ? » Virginie Chomicki qui débarquait de nulle part, enfin si de LCI, mais qui de notre point de vue n'avait pas du tout de légitimité pour être directrice adjointe de cette chaîne. Et donc on a dit « OK très bien. Quel est le projet pour iTélé ? » pendant un an, je crois pendant un an on a régulièrement demandé qu'est ce qu'ils voulaient faire de cette chaîne, et jamais à un moment on a eu, on a réussi, ils sont jamais venu avec un projet. C'est-à-dire qu'en fait on va faire une chaîne d'info. Ouais, mais d'accord, c'est déjà une chaîne d'info. Qu'est ce qu'on fait si on veut être compétitif dans l'univers concurrentiel des autres chaînes d'info ? il faut être réactif, déjà qu'il y a très peu de moyen par rapport à BFM. Donc pendant un an je pense qu'il n'y a quasiment pas eut un seul comité d'entreprise où on n'a pas abordé le sujet d'iTélé à travers différentes choses. Mais bon. Et jamais, on a jamais vu le début de la queue d'un projet. Donc c'est pour ça que quand on arrive en septembre 2016 et qu'il nous parle du lancement de Cnews... donc rebelotte. Cnews ça va être quoi ? donc au final donc Cnews devait être lancé avec l'intégralité des effectifs parce qu'en fait c'était juste une transformation. On changeait l'habillage, machin, etc. donc ils nous collaient Morandini à 18 heures mais on entendait parler de trucs aussi fou que les frères Bogdanov qui viendraient faire une émission que... des choses qui nous faisaient un peu flipper tu vois. Mais qu'est ce que va devenir cette chaîne ? donc le projet éditorial de Cnews, n'a jamais existé et je sais pas si il existera un jour d'ailleurs. Donc la chaîne au bout de 4-5 jours de grève où très rapidement on se rend compte que finalement si les gens veulent partir, ils peuvent partir. Donc voilà. nous on a dit « mais nan c'est pas des journalistes qui font jouer une clause de conscience, ça passe par une rupture conventionnelle. C'est à dire que nous quand on a vu que de toute façon sur l'aspect éditorial rien ne bougerait. Enfin en tout cas ils étaient déterminés de ne rien faire. Que éventuellement il concédaient de faire une grille éventuellement si ça nous faisait plaisir. Et encore à cette époque le je crois qu'ils nous disaient encore « nan, mais y a rien qui change excepté la tranche de Morandini et puis une ou deux tranches qui vont peut être arriver dans la grille, mais sinon c'est la même chaîne. Cnews c'est la même chose qu'iTélé avec des petits réaménagements ». Voilà c'est comme ça qu'il nous en parlaient à l'époque. Donc au bout d'une semaine de grève, arrive le vendredi où on avait espoir que les choses aller un peu se débloquent et qu'ils allaient lâcher sur un truc. Et en fait ils lâchaient sur rien et la seule chose qu'ils nous avaient proposé, c'est pour ceux qui veulent partir, des ruptures conventionnelles, mais individuelles, au cas par cas, avec des indemnités qui était un mois de salaire par années d'ancienneté. Une espèce de truc donc la on s'est dit que ça allait dérapé. Le vendredi soir je me souviens d'Antoine Genton qui a dit « bon bah voilà la situation, ils veulent maintenir Morandini, sur le volet éditorial ils ne lâchent sur rien, la

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

charte éthique ils ne veulent pas en entendre parler, etc. et en fait à ce moment-là, ils se disent qu'on ne peut pas lâcher. C'est-à-dire que ça fait une semaine qu'on fait grève, si on arrête maintenant on aura tout perdu, on dira que tout ce qu'on a fait c'est pour rien et lundi on retourne au boulot avec aucun gard fou. Et puis on se retrouvait à travailler avec Morandini. Donc la dessus, entre temps, Morandini toute façon ils ont suspendu l'émission parce qu'en fait elle a eu lieu qu'une semaine et ils se sont rendu compte qu'ils n'arrivaient pas à la produire parce que personne ne travaillait.

- **les techniciens non plus ?**

- bah les techniciens aussi parce qu'en fait le mouvement s'est étendu. Parce que c'était certes la SDJ qui avait lancé la grève et pour autant les techniciens ralliés. Donc nous on a, c'est là où après effectivement on a travaillé main dans la main avec la SDJ puisque eux c'était de se dire, « maintenant il faut voir comment on peut sauver. On va rentrer dans un mouvement plus dur parce que nous de toute façon il faut rien qu'on lâche. On va continuer à revendiquer, à essayer de faire aboutir nos revendications. » mais d'abord ils ont joué la politique de la chaise vide. C'est-à-dire que pendant 15 jours la direction n'a absolument rien fait. Ils n'ont pas bougé. C'est-à-dire que les gens faisaient grèves, ils ont du se dire au bout d'un moment, c'est la technique de l'épuisement, « ils vont faire grève, de toute façon au bout d'un moment ils auront plus les moyens de faire grève et puis ils vont se remettre au boulot et puis voilà tout va bien se passer. ». donc c'est là que s'est organisé... déjà à l'issue de la première semaine Antoine Genton a dit qu'on est conscient que pour certaine personne ça va être dur, notamment les petits salaires. Donc on va faire une cagnotte pour aider ceux qui sont en difficulté, mais pour que le mouvement continu d'être puissant. AG tous les jours, tous les matins y a avait une AG pour faire le point, mais au bout d'un moment on tournait en rond. Et la direction qui ne réagissait pas, qui ne disait rien. C'est-à-dire qu'il a fallu vraiment poussé, jusqu'un jour où y a Maxime Saada qui est venu, Stéphane Roussel qui est représentant de l'actionnaire, qui avait rien à foutre la, mais bon qui est venu quand même, Guillaume Zeller euh... Serge Nedjar pardon qui était le patron de la chaîne, Guillaume Zeller qui était à l'époque encore toujours la. On sait pas ce qu'il faisait pendant un an. Voilà. Virginie Chomicki qui est donc... qui n'avait absolument... mais qui était planté là a coté de la direction... enfin bon. Et puis al une prise de parole. Une prise de parole qui a choqué tout le monde parce que en fait, Stéphane Roussel qui a pris la parole euh... donc Maxime Saada a dit que bon que si y en avait qui voulaient partir, c'est pas un problème, il a mis plus le feu aux poudres qu'autres choses. Stéphane Roussel en disant qu'il fallait pas que les gens soit inquiet. Si les gens avaient un projet de vie personnel, ils sauraient être généreux pour les accompagner. Et là en fait on lui dit « mais le projet de vie là des gens qui sont dans la rédaction, leur projet de vie c'est d'être journalistes et de faire leur travail, leur métier. C'est pour ça qu'ils sont là. ils ont pas a priori le projet d'être masseur ou fleuriste. » On est face à de gens si tu veux, qui ne montre aucun attachement à la rédaction ou à la chaîne et qui en fait, le seul discours c'est de dire « si vous avez envie de partir vous inquiétez pas on vous accompagnera très bien. ». Donc la tu fais (moue mimant l'incompréhension)... tu sais pas comment on avance. Ouais donc OK on peut pas s'arrêter là. donc le mouvement a pris de l'ampleur enfin en tout cas la grève à continué et nous pensant que la grève allait durer 3 jours, elle en a durée 31. Mais on a commencé à rentrer réellement dans le vif du sujet avec la direction, a peu près je pense que c'était début novembre. Donc y avait déjà quasiment 15 jours de grève et là y a eu une espèce de réunion de négociations organisée par la direction, où la direction venait avec des propositions. Et à chaque fois qu'il arrivait, rien sur le volet éditorial, et alors sur le volet social, alors bon ils avaient rajouté 15 jours, ils proposaient de faire des ruptures conventionnelles collectives, ils étaient d'accord pour y inclure des techniciens, bien que ne faisant pas partie de la rédaction, c'est-à-dire qu'ils ouvraient ça aux personnels technique et administratif qui était rattaché à la chaîne. Donc voilà, c'était une espèce de plan social déguisé. C'est-à-dire qu'en fait ils accepté que les gens partent dans des conditions négociés. À partir de ce moment-là, la seule chose sur

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

lesquelles on va pouvoir gratter ce sont les conditions de départ et la manière dont ça va se passer puisqu'en fait, même si on continuait les revendications sur le plan éditorial, on voyait bien que la seule chose sur lesquelles ils acceptaient d'avancer c'était le social pour finalement en finir. Et donc c'est ce qui s'est passé. C'est-à-dire qu'on a fini par inclure les pigistes, c'est-à-dire qu'on a fait en sorte que les conditions de départ soient financièrement les meilleures. Sachant que eux à l'époque, très honnêtement pensait qu'ils allaient peut être avoir une vingtaine de personnes qui allait partir. Et puis en fait ce qui s'est passé c'est que ça a fait effet boule de neige. Y en a qui avait un peu anticipé, qui déjà depuis quelques mois voyait bien que les choses prenaient une mauvaise tournure. Donc certains exprimaient déjà le souhait qu'ils voulaient partir. Notamment les réd' chef adjoints, etc. donc y a eu quelque départ qui se sont fait pendant le conflit et puis en fait des gens qui ont commencé à partir du 3-4 novembre, des gens qui ont commencé à dire « bon bah de toute façon moi je resterai pas, j'ai déjà dit que je voulais partir, etc. ». et puis avant même que les conditions financières soit négociées, il y avait des gens qui était aller faire des négos individuelles et qui ont dit de toute façon qu'ils ne resteraient pas. Donc, ils ont été négocier individuellement. Tout en restant solidaire du mouvement. Et puis en fait ça a fait boule de neige parce que au bout d'un moment quand y a, je me souviens de cette AG où y en a un qui dit « bon bah voilà moi je m'en vais » et puis derrière l'autre qui dit « bah attend si lui s'en va je vois pas pourquoi je vais rester... ». Enfin voilà, c'est comme ça qu'on s'est retrouvé à une centaine de départ. Parce que finalement la rédaction a été complètement cassée, brisée. C'est comme si ils avaient mis le feu à la maison donc après y avait plus qu'une chose à faire, c'était partir en courant. Ceux qui restaient, ça voulaient dire qu'ils allaient pas pouvoir exercer leur métier dans des conditions éthique et déontologique et à partir de ce moment, décider de jeter l'éponge c'est préférer partir pour se lancer dans d'autre projet en se disant prenons l'argent et voyons ce qu'on peut faire derrière. C'est ce qui s'est passé.

- **donc au final ils partaient dans le cadre de ruptures conventionnelles ?**

- Au final ça a été, l'accord qui a été négocié c'était sous forme de ruptures conventionnelles. Ce qui était un peu avant-gardiste puisque c'est ce que propose aujourd'hui la loi Macron, c'est vers ça que ça oriente. Donc en fait on a négocié des conditions qui était collectives. C'est-à-dire que tout ceux... ce qui n'empêchait pas, sur le plan individuel... c'est-à-dire qu'il y avait une base, la base c'était ça, à minima c'était ce qu'on avait négocié. Donc de mémoire, deux mois par année d'ancienneté plus un mois au delà des douze années d'ancienneté. Voilà, j'ai plus toutes les conditions en tête, mais voilà. donc ça c'était la base et puis après il y a ce qui se passait dans le bureau de la DRH et ceux qui ont pus négocier une formation supplémentaire ou c'est la qu'on est rentré dans des délires... y a des gens qui ce sont retrouvé à faire... en fait ils ont eu des dispenses d'activités, c'est-à-dire qu'ils étaient dans les effectifs jusqu'à par exemple avril 2017, mais dispensé d'activité. Salarié jusqu'à avril puis après la rupture conventionnelle s'exerçait à partir du 1^{er} mai par exemple. Donc en fait ce qui s'est passé c'est que ça c'est des choses qui ont été négocié, ils l'ont accepté pour quasiment tout le monde. Donc du jour au lendemain, en un mois et demi de temps, y avait plus personne dans la rédaction. Les gens étaient payés, mais dispensés d'activité et il fallait quand même faire tourner la boutique. Alors y en a qui ont joué le jeu qui ont dit OK moi je veux bien rester et bosser jusque mi-janvier... Antoine Genton avait proposé de rester et je crois qu'à Antoine Genton ils lui ont dit « Nan, mais en fait genre on préfère que tu t'en ailles ». Ils lui ont pas dit comme ça, mais c'était une manière de lui dire. Et en fait à ce moment la, la seule volonté ça a été de se débarrasser, de faire en sorte que tous les anciens s'en aillent, pigiste compris. Donc pigistes ça s'est passé après. Mais en tout cas l'idée c'était de dire que tout façon les gens veulent partir, ça sert à rien qu'ils restent trois mois ou machin, ça fait partie de la négo et donc les départs se sont étalé entre janvier et juin. Enfin quand je dis départ, les sorties des effectifs se sont étalées entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 juin 2017. Avec une rédaction qui s'est complètement vidé et puis ils se sont retrouvés à faire ce qu'est devenu Cnews aujourd'hui.

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

Pascal Praud qui a pris la moitié de l'antenne, Elkabach qui arrive enfin bon... j'en passe et des meilleurs, mais bon bref... donc voilà dans la chronologie.

- **Donc du coup est-ce qu'il y avait vraiment ce sentiment dans les AG, que c'était un plan social déguisé ?**

- Bah en fait nous c'est ce qu'on a conclu après, c'est qu'au final oui on l'a assimilé à un plan social déguisé. Donc il bien dire à un moment, la seule issue c'est que si les gens veulent partir, qu'ils partent dans de bonnes conditions. et pas à un moment dans les AG... Si bien sur à un moment ça a été évoqué. On a dit que si y a plein de gens qui partent au final ça sera un plan social déguisé donc il fallait que les ruptures conventionnelles, c'est-à-dire que nous il fallait que notre accord soit validée par l'inspection du travail pour qu'ils acceptent qu'il y ait X ruptures conventionnelles, qu'ils s'engagent à remplacer poste pour poste. C'est-à-dire que si il y avait 80 départs, ils s'engageaient à remplacer. Sauf qu'ils ont détourné le truc. Effectivement je crois qu'il y a eu 74 CDI qui sont partis dont 68 journalistes, donc la je parle que des fixes, mais il y a eu les pigistes et les JRI-pigistes qui sont parti. Mais en CDI ça a correspondu à 74 personnes, mais en fait ils n'ont jamais recruté 68 journalistes. Ils sont derrière, ils ont transféré des contrats, par exemple à l'époque les techniciens et tout le service administratif qui était rattaché à la chaîne, mais salarié du groupe Canal, a été transféré sous l'entité du groupe SESI, Société d'Édition et Système d'Information qui est l'entité qui héberge les journalistes de la rédaction d'iTélé. C'est-à-dire que iTélé c'est une chaîne et en fait c'était, il fallait avoir une rédaction indépendante du reste. Les journalistes était salarié sous une entité qui s'appelle SESI et les autres, tous les gens autour, c'était des gens du groupe Canal, mais rattaché à la chaîne. Donc en fait il y avait par exemple une quinzaine de techniciens qui travaillaient essentiellement pour la chaîne. Ces techniciens là, à la rentrée leur contrat a été transféré sous SESI. Le juridique, le machin, enfin voilà. donc ils ont gratté à droite et à gauche a peu près, un peu plus d'une vingtaine de personne dont les contrats ont été transféré. Ce qui a permis de gonfler artificiellement la masse salariale de SESI. Ils ont effectivement recruté des CDI, mais donc J-P Elkabbach, Pascal Praud qui était prestataire qui est devenu CDI. Ils ont embauché toute la rédaction de... donc *l'info du vrai*, l'émission du clair de Canal avec Yves Calvi. Donc la c'est 16 personnes recrutées en CDI à qui on a fait un contrat sous l'entité SESI, mais en fait ils travaillent pas du tout pour la chaîne puisqu'ils travaillent à fabriquer l'émission. Donc c'était pareil, une manière de gonfler artificiellement... donc au final alors qu'ils se sont engagés à remplacer poste pour poste, ils ne l'ont pas fait, ils ont triché, machin, etc. Donc nous on avait des commissions de suivis et on a passé notre temps à dénoncer que c'était pas honnête, que c'était pas la philosophie de l'accord et que c'est pas honnête ce qu'ils étaient entrain de faire. On en a informé l'inspection du travail, le ministère du travail. au final ils sont arrivés à leur fin. C'est-à-dire qu'aujourd'hui on a une rédaction qui est aux ordres et exécute. Qui fait comme elle peut et surtout ils en chient parce que c'est très compliqué de faire tourner une chaîne avec aussi peu de salariés. Mais bon voilà. ils sont arrivés à leur fin. Les ruptures conventionnelles ont toutes été validées. L'inspection du travail n'a pas relevé d'irrégularité et donc voilà où on en est aujourd'hui.

- **Dans les négociations avec la direction, il y avait Antoine Genton, il y avait vous, est ce qu'il y avait d'autres personnes ?**

- Alors tous les syndicats étaient là. Donc les syndicats représentatifs dans l'entreprise c'est CFDT, CGC et CGT et +Libres. Donc nous on est restait depuis 2003 en fait, à chaque élection professionnelle on a gardé la majorité, on est toujours syndicat majoritaire au sein de l'entreprise. Mais ils ont essayé au début, les échanges étaient entre la direction et la SDJ, jusqu'au jour où on a fait comprendre à Antoine que notamment sur, je ne sais plus sur quel sujet, c'était hyper dangereux que lui, n'ayant pas la vision syndicale et sociale qui continu pas à

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

aller voir la direction tout seul et qui ne porte pas ça tout seul sur les épaules. Donc en fait c'est nous qui avons demandé, on a fait le forcing pour que les organisations syndicales soient présentes aux réunions de négociations et qu'il était absolument hors de question de négocier quoi que ce soit avec uniquement la SDJ. Donc on a fait le forcing là-dessus. En fait c'est le rapport de force qu'on a instauré et on obtenu gain de cause et à partir de ce jour là, on a demandé à ce que toutes les réunions se fassent en notre présence. Alors ça les empêchait pas derrière d'appeler Antoine Genton et de temps en temps essayer de négocier des trucs, mais... et je pense qu'Antoine, y a un moment quand on se retrouve à porter ça sur les épaules c'est quand même compliqué. De se retrouver face à une direction, en plus cette direction on la connaît, c'est à dire se retrouver du jour au lendemain face à des dirigeants qui sont aguerris à l'exercice, enfin aguerris... ils ont pas géré beaucoup de grèves, mais en tout cas qui savent comment éventuellement, ou passer de la pommade ou faire en sorte d'obtenir des choses. On a dit à Antoine «arrête d'aller voir la direction tout seul. Parce que tu vas te retrouver à accepter des trucs où tu ne vas pas forcément voir les tenants des aboutissants.» Et c'est d'ailleurs je crois que c'était le cas puisqu'un jour il est sorti d'une réunion il nous dit ce qu'ils ont proposé et je lui « mais c'est hyper dangereux » enfin tu vois je lui ai dis attention derrière ça veut dire, enfin il avait pas vue la dimension sociale, les conséquences sociales que ça pouvait avoir. Et à partir de là on a fait toutes les réunions de négociations donc y avait deux personnes par syndicat, ça faisait déjà huit personnes, la SDJ ils étaient en général trois, avec Antoine Genton, après ils ont tourné la SDJ c'était pas forcément toujours les mêmes interlocuteurs, mais Antoine était présent à toutes les réunions. Et donc la direction arrivait avec la DRH de l'époque, Sandrine Bourrin, la RH responsable de l'édition, y a eu souvent l'actionnaire donc Stéphane Roussel qui est venu se mêler des négociations, Jean-Christophe Thierry, Serge Nedjar, voilà. Donc on s'asseyait autour de la table et c'était alors « sur quoi on a avancé ? » et à chaque fois c'était la même chose, mais on passait une heure, une heure et demie en réunion. On sortait de réunion on faisait un debrief, on faisait une AG avec les grévistes et à partir de ce qu'ils avaient proposé, dit, etc. On votait tous les jours si décidait de continuer de faire la grève. C'était une grève reconductible en fait.

- **et au niveau des élections professionnelles, comment ça se passe ? est ce qu'il y a des élections où il n'y a que les journalistes ? le comité d'entreprise c'est pas...**

- alors nan ici on fonctionne en UES. Le groupe Canal regroupe plusieurs entité et nous en fait on est une Unité Économique et Sociale qui devenir demain le CSE, mais aujourd'hui c'est une unité économique et sociale. et on a un comité d'entreprise, donc des élus, qui représentent l'ensemble du groupe, l'ensemble de toutes les sociétés. Donc les studios Canal, C8, Cnews, Cstar, les chaînes Découvertes, Studio Canal et j'en oublie. Mais c'est toutes les activités France métropolitaine. À coté de ça y a Canal+ international qui fait parti du groupe, mais qui n'est pas dans l'UES. Excuse-moi (sors de son bureau pour discuter avec un collègue rapidement) je te vois après ?

- **je descend je vais me fumer une cigarette.**

- D'accord. Euh... donc c'est vrai que la SDJ c'est à part, tu peux être à la SDJ et syndiqué, mais en fait la SDJ n'est pas un syndicat. Donc nous les élections elle concerne tout le monde. Donc on est élu aussi bien par les journalistes que les autres salariés du groupe. C'est-à-dire que nous en tant que syndicat, autant une SDJ ne peut normalement, s'attache en principe essentiellement à des problèmes éditoriaux ou de déontologie ou d'éthique, mais enfin ce que tu veux, autant nous en tant qu'élus on s'intéresse aussi bien à l'éditorial qu'au social. Enfin nous notre activité étant de faire de la télé, nous on est amené en comité d'entreprise à parler des audiences d'Yves Calvi, enfin voilà on ne parle pas que des conditions de travail des salariés. C'est aussi l'activité économique de l'entreprise et dieu sait si elle n'est pas brillante en

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

ce moment. Nan, mais nous, un comité d'entreprise est la aussi pour veiller à ce que l'argent soit géré, enfin bon on a beaucoup de mal à obtenir quoi que ce soit, mais on est assisté par un cabinet d'expert comptable, on a notre avocat. Enfin voilà, nous on est la pour essayer de mettre des gardes fou et faire en sorte que ça ne parte pas dans tous les sens, même si ce n'est pas nous qui dirigeons l'entreprise et qu'on a pas le pouvoir. donc sur iTélé, nous on représente aussi bien les journalistes que des comptables, les centres d'appel téléphoniques...

- **alors +Libres par rapport aux autres syndicats CGT, CFDT, FO, est ce que vous jouez un rôle différent de ces syndicats ou est ce que par exemple, j'imagine, qu'il y a peut être plus de techniciens à la CGT, FO, CFDT... ?**

- alors historiquement oui. La CFDT c'est beaucoup des techniciens, ce qu'on appelle des technicien de plateau, tout ce qu'on appelle l'exploitation. Parce que ça fait parti de l'histoire de l'entreprise. À la base c'est un peu l'héritage de l'ORTF où souvent à l'époque à la télé, dans les chaînes nationales, même à France Tv, historiquement, c'était la où on bloquait l'outil de fabrication. Quand les techniciens se mettaient en grève on ne pouvait pas diffuser ça c'est sur. Donc c'était à l'origine beaucoup CGT, CFDT, FO voilà. Donc oui, il y a une logique qui fait qu'aujourd'hui, beaucoup de gens sont restés affiliés à la CGT ou à la CFDT. FO n'est plus représentatif. Et puis la CGC, le syndicat des cadres. Après, nous +Libres, en tant que syndicat d'entreprise on répond à aucune organisation, nous on est rattaché à l'UNSA, mais donc on est totalement autonome et indépendant. et c'est vrai qu'on essaye de nous prendre les décisions par rapport à l'intérêt collectif au sein de l'entreprise et surtout oui. Aussi, une certaine idée qu'on a de faire de la télé, y a une sorte de, je sais pas si on peut appeler ça une philosophie... mais dans la manière d'agir ça reste celle d'un syndicat. Nous on a les mêmes leviers les mêmes pouvoirs. Disons que nous on a toujours essayé de prôner, déjà à l'époque en 2002-2003 au moment du plan social, c'était non pas d'arriver et de simplement dire qu'on est contre, mais de faire des contre-propositions de la ils voulaient supprimer 15 postes, de voir si on pourrait pas simplement en supprimer... essayer de les convaincre qu'on pouvait peut être revoir ça, les conditions de départ... on a exactement les mêmes leviers. La difficulté pendant des années, ça a été de travailler tous ensemble, de travailler en intersyndicale. C'est toujours pas rose aujourd'hui. Mais j'ai eu moi la sensation que depuis l'arrivée de Bolloré, on a gagné là-dessus. C'est à dire qu'en tout cas le conflit iTélé on a fait en sorte nous d'avoir une unité. C'est à dire en fait que quand on communiquait c'était une intersyndicale donc on disait « l'intersyndicale est solidaire », « l'intersyndicale en a appelé à des mouvements de solidarité, à des rassemblements ». Et on essayait de faire systématiquement sous les quatre étiquettes syndicales. Sachant que c'était plutôt l'intérêt collectif. Pour ne rien vous cacher, sur le terrain, la CGT était assez présente, on a un élu CGT qui est historiquement un peu de tous les conflits, il fait toutes les réunions, il a X mandat. Enfin voilà c'est le CGTiste, c'est une caricature de lui-même.

- **il est journalistes du coup ?**

- non pas du tout. Lui il est historiquement il travaillait dans les Centres de Relation Client, les CRC. C'est les centres d'appels téléphoniques. Les centres d'appels téléphoniques typiquement sont très CGT voilà. parce que c'est l'héritage du passé, de part ce personnage la il y a eu des mouvements syndicaux qui ont été beaucoup porté par la CGT. On a eu nous des élus +Libres dans les centres d'appel. Parce que nous l'idée c'était surtout d'avoir la plus grande représentativité. Donc on s'est toujours attaché aux élections professionnelles d'avoir des gens qui travaillent à studio Canal que dans les télévisions, le service administratifs, enfin essayer d'avoir la plus grande représentativité. Il fallait pas que ce soit un syndicat identifiés ou il y avait que les

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

journalistes. L'idée était de ratisser large pour que justement, quand on est dans les instances on puisse être légitime sur les sujets dont on parle. Moi je suis plus légitime de parler de l'édition parce que c'est mon univers de travail et puis y en a d'autres qui travaillent à la distri'. Donc suivant les sujets qu'on aborde, les difficultés, les problématiques qu'on a, on va se relayer. Moi les centres d'appels téléphoniques, je m'en suis pas du tout occupé, c'était pas mon domaine et c'est d'autres gens qui ont pris le relais, des délégués syndicaux sur place. Donc en tout cas ça nous donne une vision assez transversale de l'entreprise et je pense qu'en toute modestie, on connaît bien tous les rouages et comment les services s'articulent entre eux. Si bien que la on est en pleine réorganisation par exemple. Comme on connaît bien les métiers et comme on est tous attaché aussi au fait de rester d'abord des professionnels et certes d'être élu, mais moi il était pas question que je lâche mon boulot pour ne faire que du syndicalisme. La plupart des élus +Libres sont engagés parce qu'ils sont engagés par rapport à l'affect qu'on vis-à-vis de cette entreprise. Moi j'adore cette boîte et en fait c'est presque un investissement personnel et passionné plus que d'être syndiqué. Je n'ai pas spécialement envie de faire une carrière de syndicaliste. C'est-à-dire que moi je le fait parce que je suis attaché à cette boîte et pour moi c'est important de défendre les intérêts de nos métiers et de ce qu'on aime dans cette boîte et la manière dont elle a pu transformer le paysage audio visuel. Bon après nous à Canal+ je pense qu'on s'est fait petit à petit, on s'est un peu tous endormi. La chaîne a aussi été flingué puisque spécial investigation s'est arrêté, les guignols il les a tué, le zapping il a disparu. En fait tout ce qui ressemblait, le mot d'ordre c'était de plus faire d'actu, de plus gérer d'actu, d'en faire le moins possible à l'antenne comme ça on est sur de se facher avec personne. Et c'est vrai que quand il y a eu ce mouvement à iTélé qui a été très puissant parce qu'une chaîne c'est un organe vivant et il y avait pratiquement 150 personnes plus tous les correspondants, enfin voilà, c'est un endroit où les gens sont particulièrement soudés parce que tout le monde travaille ensemble, il y a beaucoup d'échange et il faut quand même se serrer les coudes. On travaille dans des conditions qui sont un peu précaire hein, parce que iTélé ils ont jamais eu énormément de moyen, donc c'était des gens qui était très démerde. Et quand il y a eu ce mouvement là et pour moi, la puissance de ce mouvement, c'est humainement ce que ça a représenté c'était un truc de dingue quoi. Parce que en fait il y avait une vraie solidarité entre les gens. Ce que nous on a complètement perdu ici. Nous, Canal+ c'est devenu tellement grand que effectivement les services sont un peu morcelé, on a plus cette notion, les émissions sont faites à l'extérieur. On a perdu cette notion là. et c'est vrai que ce qui était magique c'était de voir en fait... on se demandait où était passé l'esprit Canal et moi je disais l'esprit Canal il était là. tu vois. Quand on voit ce qui s'est passé, la manière dont les choses on évolué et qu'ils aient pu tenir pendant tant de jours, je peux te dire que c'est parce qu'ils se sont serrés les coudes et que c'était dans l'idée de défendre des valeurs qui sont pour nous importante et pas que à iTélé, qui sont des valeurs hyper importantes au sein du groupe. La preuve, quand on voit ce qui se passe en ce moment et la manière... je sais pas si tu as suivi ce qui s'est passé avec le Togo là récemment. Un sujet sur le Togo de l'effet papillon qui a été censuré. Enfin bon qui est passé une fois à l'antenne, mais qui a été censuré, qui a déclenché la colère du président togolais. Y quand même deux personnes qui se sont fait viré parce que ce sujet est passé à l'antenne. Enfin voilà... ils en ont reparlé avec l'histoire de la mise en examen de Bolloré puisqu'on parle de la conception portuaire du Togo. C'est-à-dire qu'en fait arrive ce qu'on imaginait, la main de l'actionnaire. L'actionnaire à la main sur les chaînes. Toute la problématique aujourd'hui c'est qu'on est plus indépendant, vis-à-vis de notre actionnaire même si on fait encore des trucs. Partout où on est indépendant c'est parce que c'est des sujets où il n'y a pas d'enjeux. Lui ce qu'il veut c'est qu'on parle pas de politique et surtout qu'on se fâche pas avec le gouvernement qui est mis en place. C'est surtout ça qui est important. et ni les personne qui peuvent, les entreprises où lui a des intérêts.

- **c'est le but de détenir les médias pour les industriels ?**

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- bah après, je pense que nous on a tiré le gros lot quand même avec VB. Mais c'est la problématique aujourd'hui. C'est la concentration des médias et le fait que ce soit détenu par des milliardaires. Le conflit à iTélé ça a eu... c'est vrai que c'est difficile à un moment de faire marche arrière ou d'arrêter la grève. C'est-à-dire que plus on est dans le mouvement plus on se dit qu'arrêter sans rien avoir obtenu ça n'a aucun sens. C'était continué de se battre pour effectivement les revendications éditoriales et c'est du coup la résonance que ça a eu et permis de mettre en évidence les limites de l'exercice. À savoir, qu'est ce qui se passe quand vous mettez un actionnaire milliardaire à la tête d'un groupe médias ? et bien voilà ce qui se passe. Et que la plus grosse amertume qu'on a c'est de se dire qu'au final, il y a 100 journalistes qui sont partis et que quelque part, il a obtenu ce qu'il voulait. C'est-à-dire qu'il aurait pas pu faire un plan... enfin il fait ce qu'il veut le mec, si il décide de faire un plan social pour virer les gens d'iTélé et en remettre à leur place... mais bon finalement le mot d'ordre c'était « laissez les partir ces vieux.. enfin qu'ils se barrent et qu'ils se cassent. Nous on s'en fou ». parce qu'en fait ils se sont dit derrière « on mettra des gens avec qui nous on a envie de travailler ». Et Serge Nedjar il s'est jamais caché pendant le conflit, de dire « voilà. y a ceux qui partent et y a ceux qui restent, dans ceux qui restent y en a que j'aime pas et que je me ferais fort de faire partir ». et il te le dit comme ça devant... Ah, mais lui c'est... général Tapioca je peux te dire que c'est quelque chose quoi... le mec est aux ordres. De toute façon je te dis on ne fonctionne plus que comme ça. On a une équipe dirigeante qui est complètement dévouée à son actionnaire. personne n'ose dire, personne n'ose être dans la contradiction, voilà.
- **J'imagine que c'est compliqué en tant que syndicat de jouer contre un milliardaire en se disant que peu importe si on fait grève, de toute façon...**
- Ce qui est compliqué c'est quand tu vois, quand tu réalises que la presse commence à en parler, forcément à un moment ça rejailli sur le groupe. Moi je me souviens d'une réunion au bout de 10 jours où il y avait Stéphane Roussel, je lui ai dit que je comprenais pas parce que la grève nuit à l'image du groupe, c'est un écran de fumée, on ne peut plus communiquer ou quoi que ce soit. Donc tout ça, ça détruit de la valeur, ça dévalorise la marque et j'imagine qu'en tant qu'actionnaire vous en êtes conscient. Et le mec te répond quand même « on en est conscient et on assume totalement quoi ». tu es face à des gens où tu te dis eux de toute façon ils sont pas venu avec un projet industriel ça se saurait et puis je peux te dire que plus ça va plus on est convaincu qu'ils ont aucun projet industriel. C'est la le drame. Et le seul objectif c'était de prendre la main sur les chaînes. Ce qui est le cas. Je te dis. iTélé ça s'est vu parce qu'ils se sont mis en grève. Nous je peux te dire y a un moment... nous ça s'est passé de manière plus... enfin sur la longueur, les choses sont venues les unes après les autres et pas radicalement en arrêtant tout d'un coup. Mais tu as vu quand il a annoncé pour les guignols y a eu une levée de bouclier. Aujourd'hui les guignols je pense qu'ils vont s'arrêter et plus personne en parlera parce que c'est devenu tellement nul, dirigé par un de ses sbires qui connaît rien à rien. Il a repris la main, il s'est débarrassé des anciens c'est devenu nul, c'est pas drôle, les auteurs sont des auteurs qu'ils ont choisi eux. Et tout est comme ça. Mais pourquoi il a racheté Canal si c'est pour faire ça. Mais en fait il a pas racheté Canal, il a acheté des actions dans un groupe médias c'est tout. Y a quinze ans, il a voulu le faire chez TF1, il a pas réussi. Et il a réussi à le faire. Ce qui l'intéressait c'est pas Canal, c'est le groupe médias. Bon avec un petit doute quand même sur le fait que effectivement il a réussi, et je pense que dans les dîner en ville il se gargarise d'avoir flingué Canal « cette chaîne de gauchiste et de saltimbanque ». je sais pas si tu as eu l'occasion de lire Les Jours ?
- **Si, si bien sur.**

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

- Bon parce que ce que je te raconte, tout est dedans. Ils ont suivie le truc de A à Z. je sais pas si tu as vue donc récemment le fameux sketch des guignols...

Elle me raconte comment Bolloré à mis la main sur les guignols « le mec est complètement fou, je te dis c'est un psychopathe ». « Il venait faire joujou avec ses jouets ». « Il voulait que tous les textes lui soient soumis avant mise à l'antenne » « il a écrit un sketch lui même qui raconte son arrivée à Canal+ et on l'a cherchait parce qu'on savait qu'il avait été tourné ».

- il a sa chaine d'info ou il a ses mecs qui sont aux ordres, il a Canal où il a tout flingué. Enfin tu vois.

- **Ce qui est intéressant c'est qu'il semble s'investir personnellement comme vous le racontez, mais dans les conflits il était...**

- Jamais ! rien.

- **Même pas un communiqué ?**

- Rien ! le seul communiqué qu'il y a eu, c'était en début de grève. Le fameux. C'était JJB qui avait lancé le hashtag je soutiens iTélé. Très rapidement. Dès le jour où on s'est mis en grève. Ce sur quoi le groupe Canal a répondu hashtag je soutiens la présomption d'innocence. Lié à Morandini. Donc la quand j'ai vue ce communiqué, je me suis dit c'est pas vrai. C'est pas possible qu'ils aient fait ça... Ils faisaient un communiqué en rappelant, en disant que c'est scandaleux de refuser que Morandini vienne à l'antenne. Tu parles à des gens qui sont... j'te dis... de toute façon on vit pas dans le même monde. Vraiment. Nan, mais y a un clivage. Même aujourd'hui hein. La je te dis on a une équipe dirigeante qui est... ils te disent en réunion de management, « tout va bien, tous les indicateurs sont au vert, ça y est c'est reparti, Canal+ est relancé ». mais relancé de quoi exactement ? parce que nous en fait au quotidien on en chie pour faire des programmes parce qu'ils ont tellement verrouillé et fermé tous les robinets donc ils te disent « editorial first », mais on a plus les moyens de faire les programmes qu'on veut. La le festival de Cannes, dans cet état la... quand je pense que c'était... la c'est service minimum, y a plus rien. Syndicalement parlant c'est compliqué de résister ça c'est sur. après on a eu quand même pendant cette grève à iTélé, on a aligné deux fois au tribunal. On les a attaqué au tribunal. Il nous avait parlé d'un seul projet, on va faire une « News Factory »... (rire moqueur) Une News Factory ? oui bien sur mais ça veut dire quoi ? et bah en fait on va travailler, il va y avoir Radionomie. Vivendi à racheté Radionomie, c'est une plateforme qui agrégé plusieurs radio. Bah en fait l'idée c'est de faire travailler en synergie donc Dailymotion, radionomie, iTélé et... Vivendi peut être, nan... oui d'accord, mais News factory par définition... d'ailleurs iTélé pendant longtemps a été une News factory parce qu'ils fournissaient les journaux pour le grand journal. Ils fabriquaient tout ce qui été module d'actualité. Quand Nedjar est arrivé, donc ils avaient déjà décidé qu'il n'y avait plus de journaux sur Canal+. Ils ont supprimé cette activité la. donc il est où État projet de News factory la ? et la tu es face à des gens qui ne savent rien t'expliquer. Pour qui on est une News factory ? et donc quand ils ont fait la grève à iTélé, donc y avait un déménagement qui était prévue avec l'arrivée de Direct Matin, donc le journal de Bolloré qui venait s'installer comme par hasard dans les locaux. tu vois la finalité. Soit disant pour faire des économie donc il sous-loué le truc... enfin bon foutez-vous de notre gueule aller. Et pour faire ça il fallait donc déménager des bureaux. Et alors que la grève venait de démarrer, ils ont quand même décidé

Relations professionnelles et représentation du personnel dans une entreprise de presse :

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

de maintenir le déménagement. À l'issu de la première semaine. Mais c'était une boucherie parce que les déménageurs sont arrivés, c'est comme si ils arrivaient dans mon bureau la, qu'il fallait qu'ils installent un truc et donc qu'ils mettaient toutes mes affaires dans un carton et à la benne. C'est inutile de te dire que c'était d'une violence... c'est à dire que y a des journalistes qui sont arrivés, qui ont trouvé leur bureau déménagé, des affaires personnelles jeté dans les bennes. Donc ça voilà. si on est pas la ils font leur trucs les doit dans le nez. Nous on est la pour mettre des gardes fou. Malheureusement ça les empêche seulement d'aller tout droit on va dire. Donc la concrètement ils ont mis en œuvre quelque chose qui n'a pas été voté en comité d'entreprise donc on les a attaqué au tribunal. C'était la première fois. On a eu gain de cause. Le CHSCT qui de la même manière n'avait pas été consulté pour le déménagement les ont attaqué et on a gagné. Donc ça c'était en 2016 en plein pendant le conflit. Et l'an dernier dans la foulée, il y a eu l'histoire de l'intéressement.

Elle m'explique ce qu'est l'intéressement et le conflit à Canal+ par rapport à ça

- on leur a dit qu'on allait aller au tribunal, ce à quoi on s'est entendu dire « écoutez, si vous allez au tribunal, on vous promet du sang et des larmes pour les années à venir ». et donc la on s'est dit, bah si en plus ils nous menacent, on va y aller parce que tu vois si ils étaient sur d'eux, ils nous diraient pas ça. Ce qu'on va faire c'est qu'on va y aller. On a eu gain de cause et c'était l'euphorie total. Tu vois nous ça fait 2 ans et demi où c'est que des petites victoires ou des petites satisfaction. Mais ils grattent sur tout. Même la cantine.

Elle m'explique l'affaire du changement de fournisseur à la cantine comme le changement de mutuel pour tirer les prix vers le bas.

- tous les budgets ont été coupés partout. Il faut continuer à faire de l'or avec du plomb donc bah le niveau de qualité à baisser... dans tous les sens. Et tout le monde est tiré vers le bas. Et puis ce qui est compliqué syndicalement parlant, c'est que les gens sont très fatalistes en fait. Les gens se repose beaucoup sur nous en fait. Parce qu'ils pensent que l'on est payé toute la journée à faire du syndicalisme. Et puis en plus, il y a pas de culture syndicale... France télé y a une culture syndicale parce que c'est le service public, une entreprise privée c'est quand même quelque chose qui s'est perdu depuis longtemps. Pas plus à Canal qu'ailleurs je pense, à part dans la presse écrite où tu as des syndicats qui sont encore un peu puissant. Nous y a pas de culture syndicale dans l'entreprise. Et c'est quelque part un peu un exploit que nous, +Libres on soit arrivé à fédérer l'année où on est arrivé. On est arrivé et on s'est investit alors qu'on était en plein plan social, les gens ont compris qu'il fallait se mobiliser. En 2003 aux élections, il y a eu 70 % de participation. C'est un record dans l'entreprise. Avant c'était 20 %. On a réussi à se maintenir à cette place. Pour autant, si on a 100 adhérents... les gens ne se syndic pas.
- **la participation s'est maintenue ?**
- Oui de l'ordre de 60-70 %. Ce qui est plutôt pas mal. Mais c'est pas pour ça qu'elle gens s'appliquent. Les gens ont peur tout bêtement. À iTélé tout le monde à fait la grève et beaucoup sont partis, mais y en a qui se sont fait viré aussi. À Canal les gens se demandaient comment aider la grève à iTélé, alors y avait la cagnotte. Mais il demandait si il fallait faire grève, mais moi, vu les têtes de mules en face... avant d'arriver à convaincre du monde à Canal de faire grève... les sports avant de leur faire comprendre qu'il faut qu'il s'y colle eux aussi. Mais on leur a dit qu'il pouvait mettre de l'argent dans la cagnotte de la grève, comme vous continuez à travailler, mais en même temps vous aidez ceux qui font la grève à tenir. Ce

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

qui est au final une bonne formule. Mais quand on faisait des rassemblements, les gens avaient peur de venir. On faisait des rassemblement devant iTélé et on disait aux gens qui avaient de venir, peur qu'on les voit sur des photos enfin tu vois... mais après je pense que c'est pas propre à ici, mais si tu veux je leur dis « tu crois que tu vas te faire virer parce que tu étais à un rassemblement en dehors de tes heures de travail ? c'est ta liberté. Et en même temps si tu va à ce rassemblement c'est que tu soutiens un mouvement qui défend des valeurs qui devraient être les tiennes aussi. » donc ça fait sens. y a un moment c'est bien de commencer à s'engager. Mais quand on me dit « j'ai peur que la DRH me voit et me vire... » même si c'était le cas, y a dossier la quand même.

Je raconte la tension qu'il y avait lors de l'entretien avec le journaliste d'iTélé

- parce qu'ils ont tous signés des clauses. Tu signes un pavé comme ça pour dire que tu diras jamais de mal de l'entreprise, etc. ce qui est terrible pour un journaliste. Y a des fois je leur disais de pas signer. Vous pouvez pas accepter ça en tant que journalistes. Ils achètent le silence des gens. Si demain en tant que journalistes tu es amené à faire un sujet sur la mise en examen de Bolloré, comment ça se passe ? tu as pas le droit parce que tu es un ancien journaliste de iTélé ? bah nan. Après moi j'ai beau être élu... je peux pas... enfin bon je te fais confiance. Même si j'assume tout ce que je dis. J'assume oui parce que moi pareil quand des temps en temps je fais une interview où je parle à un journaliste, des fois je lui dis de pas dire ça comme ça parce que je ne suis pas censée dénigrer pour dénigrer. J'essaye d'argumenter. Maintenant te dire que Nedjar est un ahurit notoire c'est sûr que ça n'a aucun intérêt, c'est mon jugement, mon point de vue, mais ça fait pas avancer le débat. Mais après syndicalement parlant c'est compliqué aujourd'hui, parce qu'on a une image très poussiéreuse. Alors qu'il a tellement à faire. Dans toutes les entreprises il y a des problèmes et beaucoup me disent qu'ils n'ont pas de représentant ou alors que c'est des suppos de la direction. Les syndicats sont présents essentiellement soit dans le secteur public ou tout ce qui est le secteur primaire. Je sais pas si on fait exception dans les médias, mais bon.
- **Je me posais la question justement de savoir si chez les journalistes, les syndicats n'ont pas leur place parce que c'est très politisé d'être syndiqué. J'imagine qu'un journaliste CGT c'est pas très bien vu dans une rédaction ?**
- bah oui effectivement ça peut être antinomique avec la fonction de journalistes... enfin tu peux être journaliste et quand même avoir des idées tu vois. Pascal Praud j'ai pas de doute sur ses convictions politiques, le mec est tout sauf impartial. Donc bon, après pour moi tu peux être un journaliste engagé tout en assumant tes positions. Pour moi, d'être syndiqué c'est pas incompatible. La SDJ est censée palier l'absence de syndicat. Pour autant nous on a des journalistes qui sont syndiqués, soit à la CGC, soit à la CFDT. C'est pas incompatible. Après la difficulté c'est quel pouvoir tu as et aujourd'hui nous on a toute la peine du monde à faire nos listes quand y a les élections. Parce que les gens ont peur de s'afficher comme étant, appartenant à un syndicat. Y a quand même toujours cette... c'est ça qui est délirant tu vois.
- **Autant que dans les autres syndicats qui sont représentés nationalement ?**
- Non je pense que dans l'absolu on a moins de difficulté parce que en fait +Libres est, d'ailleurs les autres syndicats nous fonds des gorges chaudes en disant qu'on est connivent avec la direction. Alors qu'on n'a jamais été, moi j'ai jamais été connivent avec la direction. Si tu veux être dans l'échange et discuter, c'est pas de la connivence. Après c'est vrai que sur la longueur que quand t'es élu depuis 18 ans et que tu connais très bien les dirigeants parce que

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

tu les côtoies régulièrement à un moment c'est aussi du vivre ensemble. Tu peux pas passer ton temps à leur gueuler dessus. Parfois c'est bien que les élus changent parce que par moment c'est difficile d'avoir des positions fermes. Nous n'on a jamais été connivent avec la direction, mais on a toujours essayé d'éviter les conflits et de trouver des solutions ensemble. Mais la connivence, enfin c'est pas ça d'être connivent. Donc de dire oui tel accord on peut le signer parce qu'on pense que ça va dans le bon sens et qu'en même temps on a d'autres combats à mener qui sont plus importants. Après c'est comme dans toute négo, il faut savoir, à un moment donné, sur quoi tu es prêt à lâcher sur des choses moins importantes et d'autres sur lesquelles tu veux pas lâcher. Nous on a toujours été... enfin si tu veux notre côté apolitique font que les gens ont moins peur. Enfin, moins peur... de s'encarter. C'est-à-dire que y en a qui disent qu'ils veulent pas que leur bosse sache qu'il est syndiqué, que tu adhères au syndicat parce que en même temps ça s'arrête à payer une cotisation. Et pour autant +Libres n'a jamais été mal vu par la direction. On a pas une étiquette d'anarchiste qui systématiquement est dans l'opposition ou dans la... dans l'absolu, c'est vrai que la direction préfère que ce soit +Libres qui soit aux manettes plutôt que la CGC ou la CGT qui ont un syndicat national plus puissant. Mais je vais te dire, historiquement le national c'est rarement impliqué dans ce qu'il se passait ici tu vois. Pour les gens à mon avis, ça fait plus sens d'adhérer à + Libres que d'adhérer à un autre syndicat. Si t'es pas politisé, tu préfères effectivement adhérer à un truc qui est autonome et tourné vers l'entreprise. Après y a des gens qui culturellement, soit parce que les parents étaient déjà encartés ou soit qui ont une culture syndicale qui font qu'ils adhèrent à la CGT ou à la CFDT. Mais nous c'est vrai qu'ici on a plutôt une bonne presse quoi.

- **Du coup, le syndicat +Libres vous le définiriez comment ?**
- Apolitique, areligieux, athées, je veux dire, on obéit nous... on fonctionne avec un bureau, on n'a pas de délégué syndical central. On est 8, et quand y a un accord à signer, on se parle au bureau. On est un syndicat démocratique donc un bureau pour prendre des décisions et on demande à nos adhérent, systématiquement sur l'accord. Si tous nos adhérents ne veulent pas le signer, nous, on le signera pas. On essaye au maximum de faire avec eux. Toutes les semaines on se retrouve, ça prend du temps...
- **Je voulais savoir aussi, au niveau de l'intersyndical pendant la grève par exemple, est ce qui a eu des conflits sur les modes d'action, la façon de faire les tracts, de communiqués ?**
- Non, on a vraiment fait en sorte de maintenir une unité syndicale donc à chaque fois on faisait bien en sorte d'impliquer tous les syndicats dans les négos. Oui après t'écris un tract « ah oui, mais moi je pense qu'il faut plutôt mettre ce mot là que ce mot là... » donc ouais, parfois c'était un peu compliqué. La CGC la carrément, ne voulait pas donc nous quand on a fait un tract on appelait les gens à mettre des sous dans la cagnotte et la CGC n'a pas souhaité participer à ça. Il faut savoir que la CGC historiquement, à iTélé, la CGC était plutôt bien représentée. Les représentants faisaient partie de la CGC. Nous on avait quelques élus +Libres et notamment Claudi Jacquin, Sébastien Mendotti, etc. qui pour ne rien te cacher qui sont plutôt des suppos de la direction. Notamment une qui pensait plus à son avenir personnel qu'à l'avenir collectif de l'entreprise. En fait les gens avaient une représentation du syndicat à travers ces personnes-là. Donc forcément si tu veux quand une personne représente un syndicat et cristallise toute la colère... forcément. Ce qui est marrant c'est que la plupart des gens à iTélé nous ont découverts à travers moi et après l'implication de chacun est très différente. Les représentants de la CFDT on les voit quasiment jamais, je balance, mais bon c'est pas grave. Euh... CFDT, si c'est pas un problème qui concerne les techniciens, tu en entends pas parler. Après par contre, tu leur dis qu'il faudrait signer ce truc-là, ils te disent oui. Ils suivent pas mal. Une fois que le truc est signé, ils disent « c'est grâce à nous que ça a été

La mobilisation inédite des journalistes à iTélé

signé». C'est beaucoup là-dedans... tout le monde tire un peu la couverture à soit. Après depuis 2 ans et demi, surtout quand on a eu des moments de conflit. On faisait stop. Il faut pas partir dans tous les sens, il faut rester grouper parce que si nous entre syndicats on commence à se diviser, on y arrivera jamais. Et comme on a un comité d'entreprise essentiellement représenté par des syndicats parce qu'il n'y a pas de candidat libres. À chaque fois les quatre syndicats sont représentés en comité d'entreprise. Après te dire qu'on s'entend super bien... non c'est pas vrai... mais je te dis qu'il faut voir avant tout l'intérêt collectif. Donc de temps en temps, tu as un syndicat qui dit que c'est grâce à eux. Pendant le conflit, à part cette histoire de un ou deux tracts... la CGC ne peut pas voter pour la grève. Ça, c'est pas possible par contre. On a toujours essayé d'être collégiaux et globalement je te dis, a peu près du début de la fin on a réussi. Après à la fin, le protocole d'accord qu'on a négocié, nous on a dit qu'on le signait pas. Nous en tant que syndicat, on va pas signer un accord qui entérine le fait que y a X personnes qui vont partir quand bien même les conditions. Et je pense qu'il y a que la CGC qui l'a signé. Mais eux dès qu'il y a un accord à signer... donc c'est, par définition ils vont signer. Après c'est le syndicat des cadres aussi. C'est une question de personne. C'est assez désespérant de faire 31 jours de grève et en arriver là. Je leur ai dit qu'ils avaient quand même gagné. Parce que c'était une vraie cocotte minute chez nous. Ça a explosé chez eux, pas chez nous parce que c'est difficile de mobiliser et fédérer les gens et à l'époque en 2016 les gens pensaient vraiment que Bolloré avait un vrai projet, une vraie vision. Quand il est arrivé, il nous promettait Hollywood, mais après nous on sentait qu'il allait provoquer un électrochoc, mais on pensait pas que ce serait si violent. En vrai ils auraient pu accepter nos revendications. Bolloré aurait pu dire à Nedjar d'abandonner son poste de directeur de la rédaction et mettre un autre sbire, ils auraient pu faire une charte éthique en la piétinant derrière mais nan. C'est pour ça qu'à un moment on s'est rendu compte que la volonté c'était de dire « débarrasser moi de cette bande d'excités, on se débarrasse de tous ces sales gauchistes et puis voilà ». Ils s'en foutaient de la grève, des motions de défiance et de l'éthique.

- **Alors j'ai fait un entretien avec une journaliste en alternance à iTélé pendant la grève qui m'a dit que les techniciens n'avaient pas eu le droit de faire grève. Elle m'a dit qu'ils avaient été menacés par la direction.**

- Alors ce qui est compliqué c'est que... tu as raison... mais si les techniciens ont fait la grève.